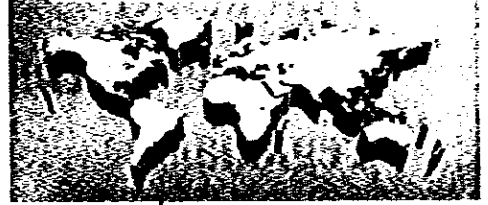
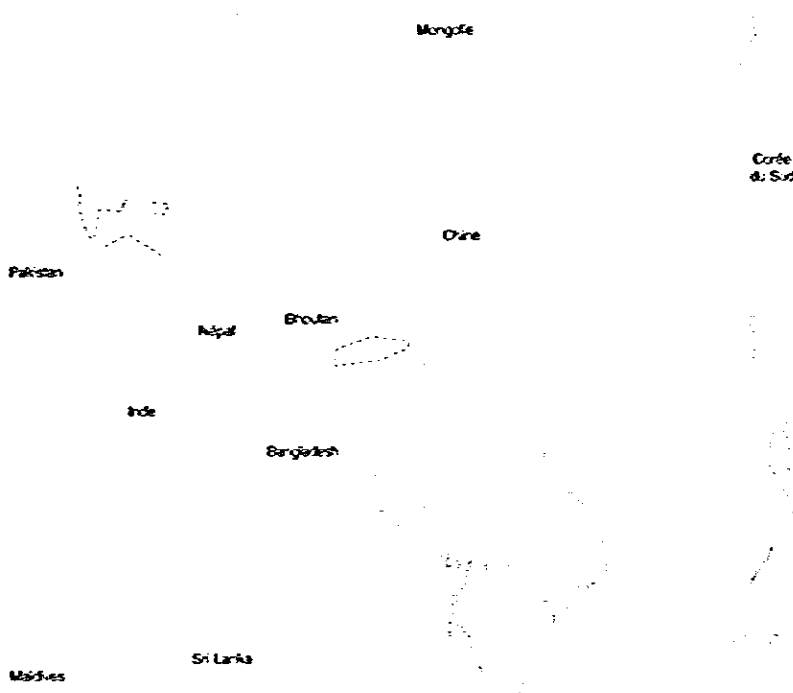


Chapitre 2

Asie II (Asie de l'Est et du Sud-Ouest)



Asie de l'Est et du Sud-Ouest



Pays	1970 (millions de \$ US)				1975 (millions de \$ US)				Croissance annuelle (%)	Indice de développement humain
	Produit intérieur brut	Population	Indice de développement humain	Indice de développement humain	Produit intérieur brut	Population	Indice de développement humain	Indice de développement humain		
Chine	205	8,8	2,4	4,0	72	100	1,0	1,0	1,0	
Indonésie	10	1,5	1,8	1,8	18	150	1,0	1,0	1,0	
Malaisie	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	
Singapour	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	
Taïwan	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	
Corée du Sud	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	
Philippines	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	
Thaïlande	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	
Vietnam	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	
Indonésie	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	
Malaisie	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	
Singapour	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	
Taïwan	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	
Corée du Sud	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	
Philippines	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	
Thaïlande	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	
Vietnam	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	

Source: Banque mondiale, Indicateurs de développement humain, 1975.
En 1975, l'Indonésie a été exclue de l'analyse en raison de l'absence de données.

Etat actuel du développement régional



Chine

La réforme de l'administration et des entreprises publiques sont des priorités absolues

En Asie de l'Est, bien que la Chine ait connu en alternance des cycles de croissance forte et de croissance faible depuis 1979, elle n'en a pas moins atteint un niveau de développement étonnant, proche de 10 % par an. Plusieurs problèmes surgissent toutefois aujourd'hui, notamment les facteurs favorisant l'instabilité sur le plan macroéconomique, l'accroissement de la pauvreté et des disparités régionales, les retards dans le développement social, les facteurs contribuant à l'instabilité de l'offre et de la demande agricole à long terme et enfin, la dégradation de l'environnement.

La croissance de l'économie de marché s'accompagne d'un dépérissement des fonctions financières au sein de l'économie nationale. Le redressement du déficit budgétaire est entravé par la stagnation des recettes fiscales, la fourniture de fonds pour compenser les pertes subies par les entreprises publiques et les subventions des prix nécessitées par le retard pris dans la réforme de ces

entreprises. Pour faire face à ces problèmes, une réforme de ces sociétés et de l'administration s'impose de toute urgence. De plus, même si l'économie est florissante dans certaines zones côtières et urbaines, les zones intérieures et rurales ont été laissées pour compte : en 1997, environ 50 millions de personnes vivaient dans des conditions de dénuement total. Si les problèmes d'alimentation en Chine se sont stabilisés à l'heure actuelle, avec une production autour de 500 millions de tonnes, la récolte et la distribution de céréales demeurent toutefois irrégulières et les quantités produites à moyen et à court terme fluctuent énormément.

Une pollution environnementale aggravée par le développement

La pollution de l'environnement, particulièrement dans les villes, devient de plus en plus grave au fur et à mesure que l'économie continue de se développer. Cette détérioration du milieu ambiant affecte la santé des po-

Principes fondamentaux de l'aide de la JICA en Asie de l'Est et du Sud-Ouest

En Asie de l'Est, la Chine et la Mongolie seules ont établi une économie de marché. A cet effet, elles ont réformé et privatisé leurs anciennes entreprises d'Etat, introduit des réformes fiscales et modernisé leur système juridique. Toutefois, elles doivent encore affronter divers problèmes liés à la pénurie de personnel qualifié, qui est le résultat d'une longue période de domination communiste. La JICA fournit une coopération aidée sur la formation du personnel requis à la réalisation d'une économie de marché, afin de contribuer à un développement stable en Asie de l'Est.

Effets secondaires résultant du développement économique, les problèmes liés à la pau-

vreté et à l'environnement sont particulièrement graves en Chine. C'est principalement le Centre d'assistance sino-japonaise pour la protection de l'environnement qui traite des problèmes écologiques. La JICA conduit des débats avec le gouvernement chinois et d'autres donateurs afin d'envisager la diffusion d'un programme pilote de lutte contre la pauvreté.

Avec quatre pays parmi sept classés dans les PMA*, l'Asie du Sud-Ouest est l'une des régions les plus pauvres du monde. Tous ces pays ont vu à leur reconstruction, alors même qu'ils doivent faire face à de nombreux problèmes économiques et sociaux difficiles, et ils ont donc fortement besoin d'aide. Ces pays

entretiennent de longue date des relations d'amitié avec le Japon. Dans ce cadre, la JICA fournit à cette région une aide importante dans divers domaines, notamment la modernisation des infrastructures économique et sociale ou les secteurs essentiels de la vie quotidienne.

Parallèlement à la coopération sur les problèmes de portée mondiale**, tels que la population et le SIDA, la JICA contribue à la participation des femmes au développement (PFDF)* : l'Asie du Sud-Ouest présente en effet l'un des plus forts taux au monde de mortalité infantile (durant la grossesse et à l'accouchement) et le plus grand écart entre hommes et femmes sur le plan de l'alphabétisation.

pulations et l'on s'inquiète aujourd'hui de ce que, par le relais des pluies acides, cette pollution ne se propage aux pays voisins. Par ailleurs, comme l'ont montré les inondations provoquées par le Yang-Tseu-Kyang en 1998, la préservation des forêts et le reboisement (dans le cours moyen et supérieur du fleuve) sont des problèmes urgents.

En Mongolie, la confusion qui a suivi l'adoption de politiques d'ouverture économique et du passage à l'économie de marché a temporairement trouvé une solution grâce aux politiques de stabilisation économique du gouvernement, à l'encadrement du FMI et à la coopération économique d'outre-mer. Toutefois, l'infrastructure, les systèmes et l'équipement acquis auprès de l'ex-Union soviétique se délabrent de plus en plus, bloquant les tentatives en vue de stimuler l'industrie. Si la privatisation des entreprises s'effectue bien dans le droit fil du changement de système économique, les sociétés récemment privatisées affichent des déficiences dans leur gestion par rapport au respect des principes de l'économie de marché. La formation de personnel de gestion est donc une priorité absolue.

Une région où vivent la moitié des pauvres de la planète

La région de l'Asie du Sud-Ouest est composée de sept pays : Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka. Elle compte environ 1,2 milliard d'habitants (un cinquième de la population mondiale) dont 560 millions vivent dans le dénuement, soit près de la moitié de la population mondiale sous le seuil de pauvreté absolue. A l'exception des Maldives et du Sri Lanka, le PNB par habitant dans l'ensemble de la région est inférieur à 500 dollars. Des facteurs comme la stagnation de l'économie et la faiblesse des revenus, conjugués à une grande diversité ethnique, culturelle, religieuse, linguistique et climatique, contribuent à l'instabilité politique et sociale de la région.

A l'exception des Maldives, qui vivent essentiellement du tourisme et de la pêche, le principal secteur d'activité des pays de cette région est l'agriculture, qui est tributaire des conditions climatiques. Les activités du secteur commercial sont fondées sur l'exportation de produits primaires, tels que les produits agricoles et textiles, et sur l'importation d'équipements et autres biens de production. L'économie de ces pays est donc facilement affectée par les fluctuations des cours internationaux des produits primaires, si bien que la plupart d'entre eux sont constamment dans une situation de déficit commercial.



Népal

Création d'une zone de libre-échange

Comme la plupart des pays ayant accédé à l'indépendance après la Seconde Guerre mondiale, les pays de l'Asie du Sud-Ouest ont commencé par rechercher l'autonomie économique en protégeant leurs secteurs d'activité nationaux par des politiques de substitution des importations. Toutefois, après le Sri Lanka, qui a mis en œuvre dès 1977 une politique de libéralisation des échanges, l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et le Népal se sont engagés dans cette voie par l'adoption de mesures de déréglementation et par la promotion des investissements et des exportations. Les politiques des pays de cette région ont récemment porté leurs fruits puisqu'ils enregistrent une croissance économique attribuable en partie au développement de l'industrie légère, textile notamment. Avec un PNB par habitant situé à peine entre 160 et 900 dollars, l'Asie du Sud-Ouest demeure la région la plus pauvre du monde avec les besoins en développement les plus importants et compte quatre pays parmi les moins avancés* (Bangladesh, Bhoutan, Maldives et Népal).

Les sept pays de la région ont fondé en décembre 1985 l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR*) afin d'établir des relations de coopération dans des domaines techniques et pratiques, sans dimension politique. L'ASACR constitue pour les Etats membres une plate-forme d'échanges et de dialogue qui pourra peut-être conduire à la création d'une zone de libre-échange. En 1996, l'Inde et le Népal ont conclu un accord sur le développement intégré de la Mahakali, et en décembre de la même année, l'Inde et le Bangladesh ont signé un autre accord sur la distribution de l'eau du Gange. Les actions de coopération entre les pays de la région menées pour encourager un développement transnational ont donc tendance à progresser dans les domaines de l'irrigation, de la lutte contre les inondations et de la production d'énergie électrique.

Le traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

L'appui de l'expérience japonaise pour la réforme des sociétés

L'économie chinoise continue de se développer à un rythme rapide, entraînant divers problèmes dans son sillage. Plus forte population au monde avec 1,27 milliard d'habitants, celle-ci augmente de 15 millions par an. Les difficultés directes et indirectes résultant de cette croissance démographique constituent des problèmes de portée mondiale* dont l'impact se fait sentir non seulement en Asie mais dans le monde entier. La pauvreté et les déséquilibres régionaux, l'aggravation des problèmes écologiques, les incertitudes entourant le développement agricole et l'approvisionnement alimentaire, la réforme des entreprises d'Etat et la promotion des PME, toutes ces questions exigent une réponse immédiate et figurent par conséquent en tête de liste des priorités en matière d'aide pour la Chine.

Les problèmes de pauvreté et de déséquilibres régionaux doivent être traités rapidement par un programme de coopération englobant l'enseignement élémentaire, les services de santé et de soins médicaux et l'amélioration de l'infrastructure sociale, particulièrement dans les zones désertées à l'intérieur des terres.

Comme il est impossible d'intervenir directement par des mesures de protection de l'environnement englobant l'ensemble de la Chine, il faut aborder les problèmes écologiques suivant deux axes : premièrement, favoriser chez les Chinois l'auto-assistance par le biais d'une politique de dialogue et deuxièmement, apporter latéralement un soutien pour que les Chinois parviennent par eux-mêmes à diffuser à l'échelle nationale des technologies et des équipements de lutte contre la pollution, en s'appuyant sur les activités de coopération réalisées au Centre d'amitié sino-japonaise pour la protection de l'environnement.

La réponse aux problèmes alimentaires passe par la poursuite des activités déjà pratiquées dans le cadre de la coopération, telles que l'irrigation, le drainage et la mécanisation agricole, ainsi que les tentatives pour ren-



Pakistan

forcer les systèmes après récolte et d'autres aspects de l'infrastructure agricole. Les efforts de coopération en vue d'améliorer et de rectifier la distribution de produits agricoles, de même que l'étude et le test des ressources génétiques végétales, ainsi que la production de semences et la sélection des espèces appropriées, sont autant de moyens efficaces de favoriser l'augmentation de la production alimentaire. Des efforts sont accomplis pour accroître la production et relever le niveau des revenus des agriculteurs, par le biais de cours destinés à diffuser certaines pratiques culturelles et à moderniser l'organisation des exploitations.

La réforme des entreprises d'Etat requiert non seulement le transfert de la propre expérience du Japon dans ce domaine, mais aussi des améliorations systémiques, notamment en ce qui concerne les structures sociales d'aide aux salariés en perte d'emploi, ainsi que des efforts pour améliorer le logement, les prestations de retraite, l'assurance mixte, l'assurance chômage et l'assurance maladie. Les mesures d'aide aux PME sont également importantes, car ces entreprises peuvent constituer un filet protecteur pour les désertés et les travailleurs licenciés suite à la réforme des entreprises d'Etat. Parallèlement à la présentation de la propre expérience du Japon en matière de stimulation des PME, des efforts sont entrepris pour former des banquiers et d'autres agents du secteur financier.

Fourniture de l'appui intellectuel* requis pour le passage à une économie de marché

Jusque dans les années 80 en Mongolie, les infrastructures ont été subventionnées avec l'aide de l'ex-Union soviétique. A l'indépendance, la cessation de cette aide a entraîné la rapide détérioration des infrastructures liées à la distribution d'énergie, à la circulation, aux communications et aux transports. Il s'est alors avéré urgent de remettre en état les installations, d'intro-

duire de nouvelles technologies, de réformer les méthodes de gestion et de former du personnel en vue de moderniser les systèmes administratifs. Après 70 ans ou presque de politique communiste, il manquait de personnel qualifié pour passer à une économie de marché. Un appui intellectuel a donc été fourni par la politique économique, la modernisation des lois et la réforme administrative. Le principal secteur d'activité, à savoir l'agriculture et l'élevage, représente 40 % du PIB. La coopération de la JICA dans ce domaine concerne l'amélioration des systèmes de gestion utilisés par les coopératives, des méthodes de distribution des produits de l'agriculture et de l'élevage, ainsi que le soutien des éleveurs de bétail. Les changements intervenus dans le système politique ont occasionné une brusque détérioration des services sociaux, tels que la santé et les soins médicaux ou l'éducation. Une aide est donc fournie pour le renforcement des plans destinés à accroître la disponibilité des vaccinations et à moderniser les principaux hôpitaux.

Etude des possibilités de coopération dans un domaine plus large

Pays parmi les plus appauvris de l'Asie du Sud-Ouest, le Bangladesh est frappé presque tous les ans par des inondations ou d'autres catastrophes naturelles. A la

suite de l'envoi d'une mission d'étude consultative annuelle au Bangladesh en mars 1999, le Japon a confirmé que la priorité de la coopération demeurerait aux secteurs de la santé et des soins médicaux, de l'éducation, de l'environnement et du développement des ressources humaines. Parmi les projets lancés ces dernières années figure le "Projet d'amélioration des techniques d'élevage des volailles" (coopération technique de projet-type) qui doit servir à améliorer les normes d'alimentation des Bangladeshis et en particulier à élever le niveau de vie des petits producteurs. Des études ont également été réalisées dans la partie occidentale du pays (proche de la frontière avec l'Inde) sur les possibilités de coopération dans les domaines de la pollution par l'arsenic, la santé maternelle et infantile et l'enseignement primaire.

Essais nucléaires : un obstacle à l'aide

L'Inde a connu une forte croissance économique ces dernières années, mais ce pays a encore de gros besoins de développement qui devront être satisfaits avant qu'il puisse être assuré d'une croissance stable et durable. Cette situation résulte de plusieurs facteurs : la croissance démographique, la dégradation de l'environnement causée par la concentration de population dans les villes et l'existence d'un très grand nombre de pau-

II

Chapitre 2

Asie II / (Asie de l'Est et du Sud-Ouest)

Sur le terrain

Vaccination préventive d'enfants vivant dans les plaines de Mongolie

- Fourniture gratuite de réserves d'Inde par la Préfecture de Chiba

Les cas d'enfants retardés et d'enfants morts suite à des troubles dus à une carence en iode (TCI) sont relativement fréquents en Mongolie. Malgré le programme élargi d'immunisation (PEV) lancé en 1960 pour relever le taux de vaccinations préventives, il est toujours fait appel aux organisations internationales pour la fourniture des vaccins. Ce projet est spécialement destiné à éliminer les TCI et à donner à la Mongolie la possibilité de mettre elle-même en œuvre le PEV. Pour réaliser ces objectifs, nous avons commencé à travailler en collaboration avec l'OMAS et l'UNICEF, deux organisations actives dans ces domaines par le passé.

La modernisation des laboratoires, la formation de personnel, la diffusion d'informations sur le sel iodé, ainsi que la mise en place d'un système de surveillance, font partie des mesures de lutte contre les TCI. L'aide indispensable dans ce cadre est mise à disposition gratuitement par la Préfecture de Chiba, qui est l'un des plus grands producteurs au monde. Le sel iodé est mélangé au sel de table ordinaire pour la consommation courante.

Projet de santé maternelle et infantile (coopération technique de projet-type) **Mongolie**

- Véhicules motorisés traduisant les espérances enfantines

Dans le cadre du PEV, nous avons participé à la fourniture d'un réseau vaccin de la chaîne du froid et d'un équipement de diagnostic pour les maladies courantes par ce programme, ainsi qu'à la formation de personnel et à la sensibilisation de la population. La vaccination préventive exige un degré élevé de mobilité, notamment pour le transport des vaccins, la supervision du réseau de la chaîne du froid et les examens sur place pour vérifier si les maladies infectieuses ont été éradiquées.

Le gouvernement japonais s'est associé à l'UNICEF pour que 21 jeeps de fabrication russe soient affectées à la lutte contre les maladies infectieuses. Pour que la population sache que ces jeeps seraient utilisés pour transporter des vaccins pour leurs enfants, un concours de peinture a été organisé à l'attention de ces derniers. Nous avons reçu 169 propositions de décorations à peindre sur les flancs des jeeps. La cérémonie de remise des véhicules a été l'occasion de féliciter les enfants qui avaient proposé les plus belles peintures. Après l'interprétation de chaque de la campagne PEV, les voitures ont été remises



Jeunes gagnants d'un concours de peinture et leur jeep décorée

aux représentants du PEV et aux chefs des centres de soins de 21 régions.

Les jeeps, arborant les trucs en tissu ou en tissu, se sont alors dirigés vers Saldhe Bazar Square au centre de la capitale Ulan Bator. Les véhicules sont ensuite partis vers l'est et vers l'ouest, pour traverser le désert et rejoindre les plaines afin d'atteindre leurs provinces respectives, portant avec elles les espoirs de santé des mères et des enfants à travers le pays.

(Bureau de la JICA en Mongolie)

vres, qui représentent pas moins d'un tiers de la population. Une mission de haut niveau sur la coopération économique et technique envoyée en Inde en mars 1995 a établi trois domaines prioritaires pour l'aide : l'amélioration des infrastructures économiques, la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement. L'exercice 1998 a vu la mise en œuvre du projet de prévention d'affections diarrhéiques et du projet de promotion et de vulgarisation de pratiques de sériciculture bivoltine (coopération technique de projet-type) et le lancement de l'étude de voies de contournement des routes (étude de développement), qui doit contribuer à réduire les encombrements dans les grandes villes et à améliorer l'environnement urbain.

Cependant, en mai 1998, l'Inde et le Pakistan ont conduit des essais nucléaires souterrains. Conformément à la Charte de l'APD, le gouvernement japonais a suspendu tous les prêts et tous les apports au titre de la coopération financière non remboursable (à l'exception de l'aide d'urgence à caractère humanitaire et de l'aide non remboursable pour petits projets locaux*). Les institutions financières participant au développement international ont par ailleurs décidé d'adopter une approche prudente dans l'octroi de fonds à ces deux pays (par la suite, ces mesures ont été revues dans le cadre du financement accordé au Pakistan par les institutions financières).

Objectifs prioritaires : modernisation de l'infrastructure et protection de l'environnement

Une mission d'étude consultative annuelle envoyée au Népal en septembre 1997 a confirmé que la coopération dans ce pays devait être axée sur l'amélioration de l'infrastructure sociale, afin de réduire la pauvreté et sur la protection de l'environnement, notamment les mesures de lutte contre les catastrophes naturelles. Parallèlement à l'action complète menée dans l'ouest du Népal pour la préservation des forêts et le développement des villages, une action plus large est conduite pour la prévention de la tuberculose et les soins de santé primaires. Une étude de développement intitulée "Etude du plan de protection contre les crues de certaines rivières du Terai" a été lancée au cours de l'exercice 1997 en vue de prévenir les dommages causés par les inondations.

Les actions de guérilla de groupes communistes maoïstes se sont multipliées ces dernières années au Népal. La situation sur le plan de la sécurité s'est dégradée, particulièrement dans les régions de montagnes du pays, aussi une grande prudence est-elle recommandée dans l'exécution des projets japonais.

Sur le terrain

Projet d'un programme pilote pour le développement d'un système d'information sur les cours d'eau

Chine

Réduction du temps nécessaire pour réunir la documentation
de lutte contre les inondations d'une demi-journée à une minute

(coopération technique de projet-type)

♦ Introduction d'un système informatisé au ministère de la Maîtrise de l'eau

Entre juin et septembre 1998, la Chine a subi de graves inondations et ce projet a fortement contribué à appréhender l'étendue du problème.

Le projet a démarré en juin 1993, sous la forme d'un projet d'établissement d'un système de contrôle au service de lutte contre les dégâts des inondations et de formation d'experts en prévision des inondations en Chine. La moitié de la population chinoise et deux tiers de la production agricole et industrielle sont concentrés dans les plaines et les vallées des cours moyens et inférieurs des grands cours d'eau susceptibles de provoquer des inondations. Il est donc nécessaire de disposer d'un système capable de donner des informations sur les inondations aussi rapidement que possible, de prévoir les crues et de fournir des informations précises, notamment des avis/avertissements et des alertes.

Pour répondre à ces besoins, la coopération accordée dans le projet s'est portée sur trois domaines : prévision, télécommunications et traitement de l'information. Les résultats obtenus dans ce dernier domaine se sont avérés particulièrement efficaces durant les inondations de 1998. Le système central d'information sur les cours d'eau, développé dans le cadre du projet

sous la direction d'experts de la JICA, permet à Pékin de visualiser en temps réel l'état des principaux cours d'eau du pays. L'introduction de ce système par le ministère de la Maîtrise de l'eau en mai 1998 s'est traduite par une réduction phénoménale du temps de traitement de l'information, qui est passé d'une demi-journée à une minute.

Avant l'installation de ce système, la Direction générale nationale de la lutte contre les inondations - qui est l'office chargé de coordonner les interventions à partir des informations transmises par le ministère - réagissait toujours avec un temps de retard.

Grâce au nouveau système, les données sont reproduites sous la forme de cartes et de graphes aisément compréhensibles par des non-experts de la lutte contre les inondations. Ces informations sont diffusées au grand public par le biais de la télévision et d'autres canaux.

♦ Compréhension immédiate de l'information facilitant une réaction rapide

Il faut maintenant peu de temps au ministère de la Maîtrise de l'eau pour établir avec précision l'étendue des principaux dégâts des inondations, tels que ceux qui ont été causés par le Yang-Tseu-



Les formidables inondations provoquées par le Yang-Tseu-Kiang ont causé des dommages sans précédent

Kiang, et pour publier les informations nécessaires. Cela permet aux responsables de réagir sans délai (le responsable de la Direction générale nationale de la lutte contre les inondations est le vice-premier ministre Wen Jiabao). Le système a par conséquent été chaleureusement accueilli pour sa capacité à réduire de manière spectaculaire le nombre de victimes par rapport au passé.

(Bureau de la JICA en Chine)

Extension de la coopération technique au secteur social

Au Pakistan, un programme d'action sociale (PAS) a été établi en 1992 afin de mettre l'accent sur les enjeux sociaux souvent négligés par le passé, tels que l'enseignement élémentaire, les soins de santé primaires, la démographie et la planification familiale. En se fondant sur ces stratégies, la JICA a mis en place au cours de l'exercice 1995 un groupe d'étude de l'aide au Népal, afin d'analyser les besoins de développement et de proposer des apports d'aide pour l'avenir dans ces secteurs. Des apports de coopération financière non remboursables ont été fournis ces dernières années pour la construction de locaux destinés à la formation d'enseignantes et de centres de santé maternelle et infantile. Des actions ont été démarrées en 1996 dans le cadre du projet de santé maternelle et infantile et des experts ont été détachés auprès du ministère de la Condition féminine pour donner des conseils sur les programmes d'action et former des enseignantes. La coopération technique dans le secteur social devrait s'étendre à l'avenir.

Comme dans le cas de l'Inde, il est toutefois difficile - à quelques exceptions près - de s'engager actuellement

dans de nouveaux projets, compte tenu des mesures décidées après les essais nucléaires.

Le développement régional comme solution aux conflits religieux et ethniques

Au Sri Lanka, il est dans une certaine mesure facile de mettre en place des actions de coopération technique, car les revenus et le niveau d'éducation dans ce pays sont relativement plus élevés que dans d'autres pays de la région. Les actions de développement des infrastructures économiques réalisées grâce à des prêts en yens se déroulent bien et nous devons faire en sorte d'assurer une meilleure coordination avec des actions de coopération technique telles que les études de développement et l'envoi d'experts.

L'étude de développement intitulée "Etude du boulevard périphérique et d'une bretelle de raccordement à Colombo" a été lancée au cours de l'exercice 1998. Cependant, les écarts économiques entre différentes parties du pays ont contribué à l'exacerbation des dissensions religieuses et ethniques. Celles-ci constituent des obstacles majeurs au développement national et doivent être prises en compte pour les apports de coopération.

II

Chapitre

Asie II / (Asie de l'Est et du Sud-Ouest)

Sur le terrain

Projet de promotion et de vulgarisation de pratiques de sériciculture bivoltine

(coopération technique de projet-type)

La pratique japonaise en matière de sériciculture contribue à l'autonomie des agriculteurs pauvres et des femmes

◆ Un système garantissant une production auto-suffisante de soie pour les caris

Même si l'Inde est le deuxième plus grand producteur de soie naturelle au monde, la plupart des produits qui y sont fabriqués sont réalisés à partir de vers à soie du pays au rendement faible et de mauvaise qualité. La soie de qualité supérieure pour les caris (système traditionnel des femmes en Inde) doit être importée, presque en totalité de Chine. Une demande de coopération a été adressée par le gouvernement indien au Japon pour l'aider à devenir auto-suffisant dans la production de soie.

Faire à cette demande, la JICA a proposé des vers à soie japonais de qualité élevée (les vers des bivoltines, car ils peuvent donner deux générations par an) au principal centre de production de soie du pays - Mysore, dans l'Etat de Karnataka, au sud de l'Inde. Six ans de coopération entre les techniciens indiens et les experts japonais ont été consacrés par la production de vers variétés améliorées de vers à soie à haut rendement et de qualité élevée et la sélection d'espèces supérieures pour les autres États.

◆ Des journées de formation couvrant une région presque aussi vaste que la moitié du Japon

Ces résultats ont toutefois été obtenus dans des conditions de laboratoire. Il n'est pas chose aisée de diffuser ces méthodes et de parvenir à les faire adopter par les sériciculteurs pauvres vivant dans des régions frappées par le manque d'eau et d'électricité. C'est pourquoi, dans la deuxième phase du projet

avec axes durant le projet de promotion et de vulgarisation de pratiques de sériciculture bivoltine, qui doit s'étendre de 1997 à 2002. Au Karnataka, 80 expérimentations ont été sélectionnées dans cinq districts différents et sont actuellement engagées dans la culture expérimentale.

Les problèmes à résoudre sur les sites de mise en œuvre du projet sont nombreux. Premièrement, les techniciens indiens tenaient pour acquis que l'introduction de nouvelles espèces doit automatiquement conduire à la production de vers à soie de qualité dans les expérimentations. Deuxièmement, les sériciculteurs bénéficiaires d'un encadrement se sont habitués avec les années à la culture extensive d'espèces multivoltines indigènes. Troisièmement, l'Etat du Karnataka compte à lui seul une vaste superficie équivalente à la moitié du Japon et des centaines de formations doivent être conduites de manière intensive dans toute la région. Quatrièmement, nous devons gérer l'insatisfaction des exploitants qui n'ont pas été inclus dans le groupe pilote. Et enfin cinquièmement, il n'y a pas suffisamment de communications et de contacts entre le gouvernement central, qui est responsable du développement technique, et les autorités régionales, chargées d'organiser les activités de vulgarisation dans la pratique.

Face à ces problèmes, l'équipe d'experts de la JICA et les techniciens indiens ont parcouru entre 3 000 et 5 000 kilomètres par avion pour former les agriculteurs et faire connaître les méthodes concernées. L'équipe d'experts, le bureau local de la



Formation à la culture de la mère blanche pour les sériciculteurs et les homologues

JICA et l'ambassade du Japon ont agi de concert pour convaincre les autorités régionales d'adopter une politique susceptible de stimuler la sériciculture bivoltine. Dès lors, le rendement par coupe s'est considérablement accru et les autorités régionales participent maintenant avec plus d'enthousiasme.

Tous les participants au projet ont été invités de voir comment de simples agriculteurs ont su amplifier des efforts des agriculteurs sélectionnés et comment ils en sont venus à obtenir les mêmes résultats dans leurs exploitations, très éloignées ainsi d'un développement auto-éc.

◆ Le soutien de la sériciculture est synonyme de soutien à l'intégration de la femme dans le développement (IDD)

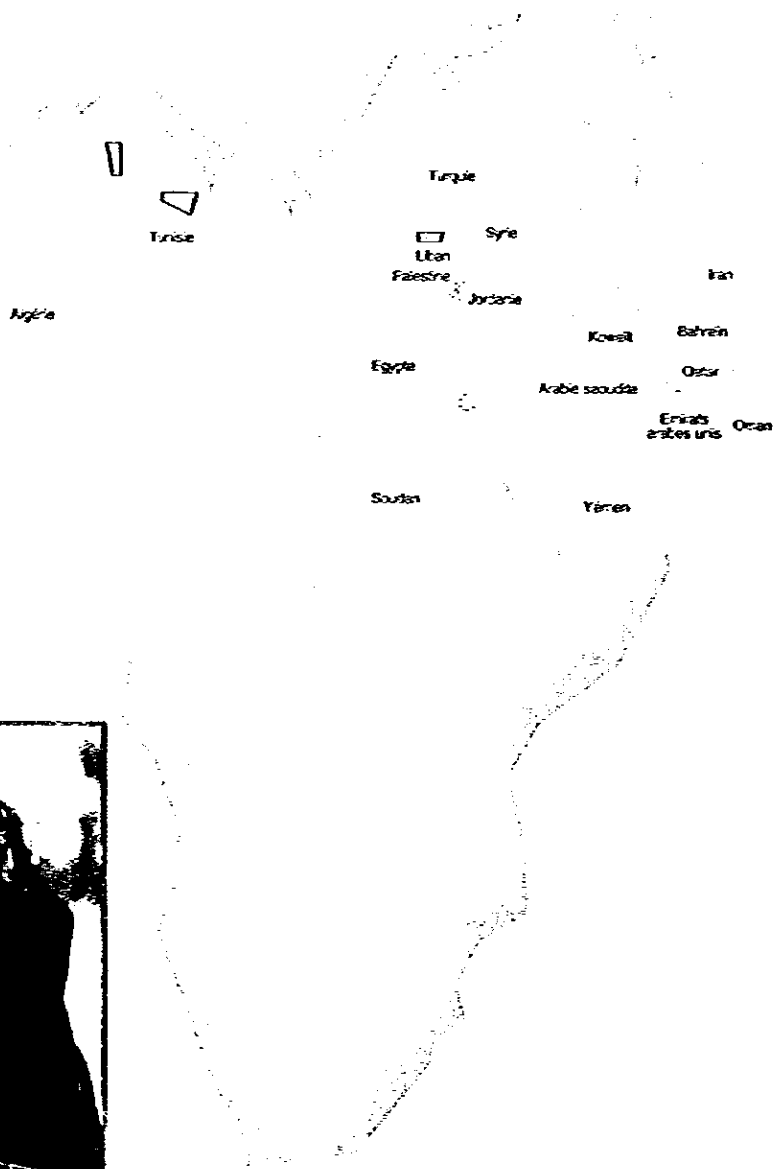
Presque tous les agriculteurs pratiquent la sériciculture en Inde appartenant à la classe la plus pauvre de la société. En outre, c'est une industrie qui emploie un grand nombre de femmes de régions rurales. Ce projet est donc très important, non seulement du point de vue de la contribution qu'il peut apporter à la promotion de la sériciculture, mais aussi parce qu'il peut aider à lutter contre la pauvreté rurale et soutenir l'IDD. Tous les participants, des côtés japonais comme du côté indien, s'efforcent par conséquent de parvenir à une collaboration encore plus étroite, afin d'assurer le succès durable de ce projet. Bureau de la JICA en Inde

Chapitre 3

Moyen-Orient et Maghreb



Moyen-Orient et Maghreb



Pays	1970 (en millions de \$)		1975 (en millions de \$)		1980 (en millions de \$)		1985 (en millions de \$)		1990 (en millions de \$)		Croissance annuelle (%)	Régime
	Produit intérieur brut	Population	Produit intérieur brut	Population	Produit intérieur brut	Population	Produit intérieur brut	Population	Produit intérieur brut	Population		
Algérie	14	26	15	26	15	26	15	26	15	26	-	1
Arabie saoudite	13	10	13	10	13	10	13	10	13	10	7,5	1
Égypte	12	32	12	32	12	32	12	32	12	32	4,4	1
Liban	11	19	11	19	11	19	11	19	11	19	4,2	1
Jordanie	10	11	10	11	10	11	10	11	10	11	1,9	1
Israël	10	4,5	10	4,5	10	4,5	10	4,5	10	4,5	1,9	1
Yémen	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	2,5	1
Qatar	10	1,4	10	1,4	10	1,4	10	1,4	10	1,4	11,4	1
Émirats arabes unis	10	1,7	10	1,7	10	1,7	10	1,7	10	1,7	11,4	1
Bahreïn	10	1,0	10	1,0	10	1,0	10	1,0	10	1,0	11,9	1
Koweït	10	1,0	10	1,0	10	1,0	10	1,0	10	1,0	11,9	1
Oman	10	1,0	10	1,0	10	1,0	10	1,0	10	1,0	11,9	1
Soudan	10	1,0	10	1,0	10	1,0	10	1,0	10	1,0	11,9	1
Tunisie	10	1,0	10	1,0	10	1,0	10	1,0	10	1,0	11,9	1
Maroc	10	1,0	10	1,0	10	1,0	10	1,0	10	1,0	11,9	1

Source: Banque mondiale, Indicateurs de développement, 1991.

Etat actuel du développement régional



Syrie

II

Chapitre 3

Moyen-Orient et Maghreb

Diversité des contextes économiques et politiques

La région du Moyen-Orient et du Maghreb, qui comprend 21 pays, s'étend de l'Afghanistan à l'est au Maroc à l'ouest, et du Soudan au sud à la Turquie au nord.

La plupart des pays de cette région ont un climat aride ou semi-aride, à l'exception de la mer Rouge et du golfe Persique, où règne une forte humidité, de l'Afrique du Nord qui jouit d'un climat méditerranéen et de la partie sud de la péninsule arabique, qui bénéficie d'un climat de montagne. Sur le plan ethnique, les Arabes dominent dans la région, exception faite essentiellement de l'Afghanistan, d'Israël, de l'Iran et de la Turquie. Dans les systèmes politiques, on trouve des monarchies et des émirats dans les Etats du Golfe, des républiques séculaires en Turquie et en Egypte, et enfin en Iran, une république islamique proclamant la prééminence des préceptes religieux. Les disparités économiques entre les pays de cette région sont considérables. Alors que les Etats du Golfe et les pays d'Afrique du Nord recèdent d'impressionnantes ressources en pétrole ou en gaz naturel, des pays comme le Soudan ou le Yémen, en retard par rapport à l'exploitation de telles ressources, sont classés parmi les pays les moins avancés (PMA)*.

Diversité des conditions de développement

Plusieurs pays du Moyen-Orient ont une histoire très ancienne, bien antérieure à l'ère chrétienne et les contextes sociaux et culturels sont donc très variés. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la région a connu de nombreux conflits, notamment quatre guerres entre Israël et les pays arabes, le conflit du Liban, la guerre civile en Afghanistan, la guerre Iran-Iraq et la guerre du Golfe.

Si le Moyen-Orient est une région contrastée, le tableau du développement l'est tout autant. Ainsi, les Etats du Golfe se sont appuyés sur les énormes recettes résultant de l'exploitation pétrolière pour se détacher sur le plan économique et social. Si ces pays ont atteint des niveaux élevés concernant les infrastructures* mises en place, plusieurs d'entre eux demeurent toutefois tributaires de techniciens et d'ingénieurs étrangers. La première priorité pour ces pays consiste donc à former du personnel afin d'étayer leurs efforts de construction nationale. D'autres pays ont de telles difficultés économiques qu'ils ne peuvent même pas allouer un budget raisonnable pour les soins de santé primaires et la distribution d'eau.

Principes fondamentaux de l'aide de la JICA au Moyen-Orient et au Maghreb

La JICA intervient en particulier dans les domaines du développement prioritaires dans tout le Moyen-Orient et le Maghreb, notamment dans les ressources en eau, le tourisme et la protection de l'environnement. Parallèlement, du fait de la diversité politique, économique et sociale de la région, la coopération doit prendre en compte la situation particulière des différents pays.

L'aide est apportée aux pays producteurs de pétrole, tels que l'Arabie saoudite, afin de les aider à plus d'autonomie et à diversifier leur économie exclusivement fondée sur le pétrole.

Dans ce cas, la priorité est accordée à la formation professionnelle.

L'aide aux pays au revenu relativement élevé, tels que la Tunisie ou la Turquie, est fondée sur une coopération technique axée sur la production de l'industrie.

Les pays au revenu relativement faible, comme l'Egypte, la Jordanie, la Syrie et le Yémen, bénéficient d'une aide financière non remboursable et d'une coopération technique. L'aide est ciblée sur le développement des infrastructures industrielles, afin de permettre une croissance économique durable, mais aussi

sur les BEEH*, tels que la santé et les soins médicaux.

Les Emirats arabes unis, le Qatar et le Koweït ont été retirés en janvier 1996 de la liste du CAD* établie par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et sont considérés comme étant financés* du statut de bénéficiaire d'aide. La coopération avec ces pays a donc été progressivement réduite. En dehors d'apports ponctuels de secours d'urgence et d'aide humanitaire, la Libye, le Soudan, l'Iraq et l'Afghanistan sont exclus de l'aide (à compter d'avril 1999).

Le traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Une action de soutien en faveur de la paix au Moyen-Orient

Le Moyen-Orient est le théâtre de conflits régionaux et de guerres civiles, notamment en Palestine, au Liban et en Afghanistan.

Les plus importantes évolutions qu'a connues récemment la région sont intervenues en Palestine.

En septembre 1993, le gouvernement israélien et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) ont conclu l'accord d'Oslo, établissant un territoire autonome à Gaza et dans une partie de la Cisjordanie, territoires occupés par Israël depuis la guerre des Six jours (1967). En septembre 1995, un nouvel accord a entériné l'élargissement du territoire autonome de Palestine.

Le processus de paix s'est poursuivi de manière intermittente depuis l'élection de Benjamin Netanyahu à la tête du gouvernement israélien en mai 1996. La communauté internationale, Japon compris, s'est efforcée par divers moyens de soutenir la dynamique en cours.

Réalisations dans les secteurs de l'économie, de l'environnement et des ressources en eau

Lors des négociations multilatérales de 1992 pour la paix au Moyen-Orient, cinq comités de travail ont été créés (sur l'environnement, la maîtrise des armements, le développement économique, les ressources en eau et les réfugiés) et le Japon a apporté une contribution positive en assurant la présidence du premier et la vice-présidence des trois derniers cités.

Dans le cadre des travaux du Comité sur le développement économique, la JICA a réalisé en Jordanie une étude de développement intitulée "Plan de développement touristique" et a organisé en janvier 1995 un sémi-



naire sur la promotion des PME.

Dans le cadre des travaux du Comité des ressources en eau, la JICA a entrepris une étude de développement sur le dessalement des eaux saumâtres souterraines dans l'espoir un jour de mettre en valeur les vastes réserves d'eau saumâtre que recèle le sous-sol jordanien. Elle a également parrainé en février 1996 un séminaire sur la technologie de dessalement et la gestion des ressources en eau. Dans le cadre des travaux du Comité sur l'environnement, la JICA a fourni une aide financière non remboursable au projet de lutte contre les pollutions accidentelles par les hydrocarbures dans le nord du golfe d'Akaba.

Compte tenu du rôle joué par la JICA dans la fourniture d'aide à la Palestine, un bureau de la JICA a été ouvert à Gaza en juillet 1998.

Des hôpitaux et des écoles pour la Palestine

Le Japon apporte également une aide diversifiée en appui à la Palestine. La JICA a notamment fourni une coopération au gouvernement provisoire autonome de l'Autorité nationale palestinienne par l'intermédiaire du PNUD et de l'UNRWA (*United Nations Relief and Works Agency for Palestinians Refugees in the Near East*).

Depuis l'exercice 1997, les programmes de formation technique de la JICA sont ouverts aux stagiaires palestiniens sur la base d'accords bilatéraux comme pour les autres pays en développement. Par ailleurs, des études et des actions de promotion de l'exécution ont été réalisées dans le cadre de projets de coopération financière non remboursable, tels que le projet de construction d'un hôpital à Jéricho et le projet de construction d'installations scolaires pour l'enseignement de base dans la bande de Gaza. Parallèlement, la JICA entreprend des études de développement dont l'étude du plan d'amélioration de l'assainissement dans la municipalité de Khan Yunis.

En tant qu'acteur de premier plan dans la fourniture de l'aide du Japon à la Palestine, la JICA a ouvert un bureau à Gaza en juillet 1998.

Mesures du programme de coopération nippo-saoudien

Afin d'élargir les relations entre le Japon et l'Arabie saoudite, un accord a été conclu en octobre 1998 entre les deux pays sur l'extension de la coopération dans cinq domaines : 1) l'enseignement et le développement des ressources humaines, 2) l'environnement, 3) les soins médicaux, la science et la technologie, 4) la culture et le sport et 5) l'investissement et les coentreprises, dans le cadre du programme de coopération nippo-saoudien.

La JICA apporte son aide dans les domaines de l'enseignement et du développement des ressources humaines, de la science et de la technologie, de l'environnement, et des soins médicaux. Plus précisément, elle accueille des stagiaires dans les secteurs de la conception d'installations éducatives, de la gestion des déchets et de la gestion hospitalière, elle envoie des experts comme conseillers en matière d'éducation et de politique environnementale, elle organise des séminaires afin de présenter le système de santé japonais en Arabie saoudite et enfin, elle conduit deux études de développe-



Tunisie

ment : l'étude des habitats côtiers/marins et inventaires biologiques de la partie nord de la côte de la mer Rouge et le projet de surveillance de l'environnement dans le golfe Persique. Au cours de l'exercice 1998, 20 maîtres d'école ont été accueillis au Japon à l'occasion du pre-

II

Chapitre

Moyen-Orient et Maghreb

Sur le terrain

Projet d'approvisionnement en eau potable Maroc dans la région du Pré-Rif

Renforcement du sentiment de participation des communautés locales par la prise en charge partielle des projets

(coopération financière non remboursable)

♦ Participation des communautés locales à la gestion des installations une fois en place

Le mot qui vient à l'esprit de la plupart des Japonais lorsqu'ils pensent au Maroc, c'est le désert. Mais cette impression est démentie par les abondantes ressources en eau souterraine dont dispose ce pays. Cette eau provient de la fosse des nappes des montagnes de l'Atlas. Les Marocains qui vivent en dehors des grandes villes sont tributaires des puits pour l'alimentation en eau potable, que ce soit pour leurs besoins quotidiens ou pour leur bétail.

Aussi, le gouvernement marocain prévoit de faire creuser des puits et d'installer des systèmes d'approvisionnement en eau dans 3 100 villages à travers le Maroc. Pour ce projet, qui touche plus de 11 millions de personnes, il recherche l'aide d'organisations et de citoyens donateurs.

Le Maroc souffre d'un considérable déséquilibre économique et social entre la zone côtière, dans laquelle sont situées les principales villes, notamment Casablanca et Rabat, et l'intérieur du pays. L'aide au développement dans cette dernière zone est par conséquent devenue prioritaire. La nécessité de puiser l'eau à la main fait peser un fardeau lourd sur les femmes et les enfants. D'autre part, les bœufs et les moutons boivent l'eau des mêmes puits, ce qui est contraire à l'hygiène et entraîne des diarrhées et d'autres maladies infectieuses.

Les gouvernements du Japon et du Maroc aident les habitants de 202 villages dans le sud

d'Agadir se partagent les dépenses liées à l'installation d'autopompes intégrées, de générateurs, de réservoirs et de robinets et de canalisations (39 % par le gouvernement japonais, 37 % par le gouvernement marocain et 24 % par les communautés locales).

En prenant elles-mêmes en charge une partie des dépenses, les communautés locales ont plus nettement le sentiment qu'il s'agit de leurs propres projets. Cela correspond bien à l'un des objectifs de l'aide qui est de consacrer aux projets leur nature participative, de manière à ce que les communautés locales en assurent le contrôle et la gestion, en prenant en charge les coûts d'exploitation courante et de fonctionnement après que les systèmes ont été entièrement installés.

Cette approche participative a été très bien accueillie au Maroc et l'on voit un enthousiasme grandissant pour la mise en œuvre de projets de ce type dans l'ensemble du pays.

♦ Accueil chaleureux du président de la JICA par la population locale

Le président de la JICA a visité le Maroc en janvier 1999 pour se rendre compte de l'état d'avancement du projet. Il a été chaleureusement accueilli par la population locale. Pour l'occasion, celle-ci a même organisé les cérémonies marquant la fin du Ramadan, le mois de jeûne qui est l'un des événements les plus importants de l'année musulmane.



Un système d'alimentation régulier évite aux femmes et aux enfants la tâche pénible du transport de l'eau

La population locale l'a remercié car, depuis la mise en place du projet, il y avait eu des cas de diarrhées, de typhoïdes et de dysentées, le sort des femmes et des enfants, qui devaient précédemment puiser l'eau à la main, avait été amélioré. Toutes les personnes ayant participé au projet, tant du côté japonais que du côté marocain, ont ainsi eu le sentiment d'avoir été réellement récompensés de leurs efforts.

(Bureau de la JICA au Maroc)

mier programme d'invitation de jeunes adultes mis à exécution au Moyen-Orient dans le cadre du programme de coopération nippo-saoudien.

Promotion de la coopération Sud-Sud

De nombreux pays du Moyen-Orient ne sont pas uniquement des récipiendaires de l'aide et entreprennent eux-mêmes, à partir de leur propre expérience en matière de développement, des actions avec d'autres pays, dans le cadre de la coopération Sud-Sud*. Le Japon soutient activement les efforts de ces pays. Au cours de l'exercice 1998, il a signé avec l'Égypte et la Tunisie un accord-cadre sur la coopération Sud-Sud dans lequel il prévoit d'apporter son soutien à la coopération fournie par ces deux pays à l'Afrique.

La JICA appuie ces activités par une aide aux projets de stages de formation dans un pays tiers*. Seize projets de ce type sont organisés en Égypte, en Jordanie, en Turquie, au Maroc et en Arabie saoudite, à l'attention de l'Afrique, du Moyen-Orient et du Maghreb, et notamment de la Palestine.



Maroc

Sur le terrain

Communication en matière de protection maternelle et infantile à l'aide de moyens audiovisuels Turquie

Premier exemple de stage dans un pays tiers

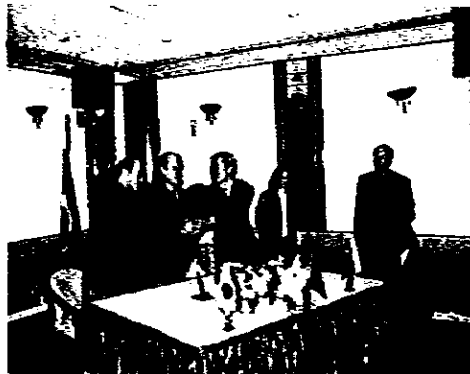
(stage dans un pays tiers)

◆ **Coopération avec les pays d'Asie centrale.**
Depuis l'éclatement de l'ex-Union soviétique, la Turquie a forgé des relations étroites avec les nouveaux pays indépendants de l'Asie centrale, avec lesquels elle partage beaucoup de caractéristiques communes, notamment du point de vue ethnique, linguistique et culturel. L'Agence turque de coopération internationale (TICA) qui a été instituée en janvier 1992 pour stimuler la coopération dans le domaine économique et social, participe également à la coopération bilatérale* en faveur des pays de l'Asie centrale.

Le Japon et la Turquie ont confirmé que les apports de coopération technique du Japon seraient en priorité destinés à encourager la coopération Sud-Sud. Le premier projet de stage dans un pays tiers, mis en place en Turquie, s'est déroulé en mars 1997 sous l'intitulé "Exploration et évaluation des ressources souterraines".

En octobre 1998, un cours sur la communication en matière de protection maternelle et infantile à l'aide de moyens audiovisuels a été lancé, afin d'étendre la coopération Sud-Sud. Ce cours était le premier cas de stage de formation mené en coopération avec la TICA.

Les stagiaires participant à ce projet venaient de sept pays différents, dont les cinq républiques d'Asie centrale, c'est-à-dire le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan, ainsi que de l'Azerbaïdjan et de la Bosnie-Herzégovine. Les méthodes étudiées ont porté sur l'établissement de matériels didactiques et



Poignée de mains entre représentants turcs et japonais après la signature du procès-verbal des discussions

d'information. Ces méthodes avaient été précédemment transmises à la Turquie dans le cadre du projet de protection de l'éducation en matière de démographie, auquel le Japon participe depuis 10 ans.

◆ **Une solution à l'obstacle linguistique.**
C'était le premier stage que la Turquie organisait et finançait en partie. Après négociations, les représentants turcs ont accepté d'assumer 20 % des frais à la signature du procès-verbal des discussions qui se

sont tenues dans le cadre du projet.

Lors de la première session de formation, la barrière linguistique a constitué un obstacle majeur. Alors qu'il avait été stipulé que les cours seraient dispensés en anglais et en turc, il s'est avéré que la plupart des participants ne maîtrisait aucune de ces deux langues. Un interprète russe a alors été engagé par la TICA pour permettre le bon déroulement des cours. L'évaluation du projet devrait nous permettre d'étudier les moyens d'améliorer la formation.

(Bureau de la JICA en Turquie)

Chapitre 4

Afrique



Afrique



Pays	AFD (années Jan.-Dec. 1999)			Comptes publics à 31/12/2000 (Jan. Dec. 1998)				Capacité d'emprunt (en % du PIB)	Éch. de dette (en % du PIB)
	Crédit (en % du PIB)	Crédit net (en % du PIB)	Prêt (en % du PIB)	Prêt (en % du PIB)	Prêt (en % du PIB)	Prêt (en % du PIB)	Prêt (en % du PIB)		
Algerie & Sud	0,8	0,8	0,8	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Angola	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Burkina Faso	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Burundi	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
Cameroun	7,8	7,8	7,8	7,8	7,8	7,8	7,8	7,8	7,8
Cap Vert	7,8	7,8	7,8	7,8	7,8	7,8	7,8	7,8	7,8
Cote d'Ivoire	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
Guinée	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
Egypte	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8
Ethiopie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ghana	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée Equatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Kenya	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Lesotho	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Madagascar	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Malawi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mali	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mozambique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nigeria	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République d'Afrique du Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Swaziland	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tanzanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Zimbabwe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Note: Données en millions de dollars américains (1 milliard = 1 000 millions).
 En cas de doute, se référer à l'annuaire de la Banque mondiale.

Etat actuel du développement régional



Ghana

Un développement socio-économique confronté à des difficultés croissantes

L'Afrique (on entend ici l'Afrique subsaharienne hors le Soudan) s'étend sur 21,78 millions de km². Caractérisée par un climat varié, elle comprend essentiellement des zones désertiques arides et une forêt tropicale dense et humide.

Bien que la plupart des pays africains aient obtenu leur indépendance au cours des années 60, beaucoup d'entre eux, en raison des modes de gestion agricole de l'ère coloniale, ont hérité d'une structure économique fondée sur la monoculture de quelques produits primaires. Des vagues de sécheresse, des modifications de l'environnement naturel et des fluctuations des cours mondiaux peuvent ainsi avoir des répercussions immédiates sur les fondations économiques de l'Etat et se traduisent par des structures économiques fragiles.

Comme une grande part de la population n'a pas accès à l'éducation de base, les pays africains manquent de ressources humaines pour leur développement. Depuis leur indépendance, ils ont donc été confrontés à de nombreuses difficultés qui entravent leur développement socio-économique.

Deux PMA sur trois sont africains

De nombreux pays africains ont accédé à l'indépendance pendant les années 60 et sont parvenus à cette époque à un bon taux de croissance dans un environnement économique caractérisé par la stabilité des cours des produits primaires à l'exportation, en bénéficiant de l'aide fournie par les pays industrialisés. La tendance est toutefois à la stagnation depuis les années 70 en raison

Principes fondamentaux de l'aide de la JICA en Afrique

Dans sa politique d'aide à l'Afrique, la priorité de la JICA est de prévenir les affrontements et de consolider la paix après d'éventuels conflits.

Depuis la fin de la guerre froide, des conflits ont éclaté dans de nombreuses parties du monde et l'Afrique a été durement touchée. Les conflits régionaux se traduisent par un gaspillage de ressources et d'énergie qui pourraient être utilisées pour améliorer la vie des populations et favoriser l'économie et figurent parmi les principaux facteurs qui freinent l'avancement du développement. D'autre part, lors d'un conflit, d'énormes ressources doivent être déversées en faveur de l'aide d'urgence et, par la suite, pour l'aide à la reprise. Par ailleurs, l'assistance fournie par les organismes d'aide est souvent interrompue durant la période de transition entre

la fourniture d'une aide humanitaire d'urgence et la fourniture d'une aide au développement, ce qui constitue fréquemment un obstacle essentiel à un développement durable par la suite.

Par rapport à la prévention des conflits, la coopération de la JICA s'est portée sur le renforcement des institutions gouvernementales par la formation de la police et des séminaires sur l'introduction de la démocratie. Concernant la consolidation de la paix après les conflits, la JICA est intervenue par la construction de routes et d'installations médicales et a fourni ou soutenu la formation professionnelle des réfugiés revenant au pays, afin de permettre à ces derniers de reprendre leur activité quotidienne et d'aider à la reconstruction de l'économie.

La JICA prévoit d'accroître ses efforts dans

le domaine de l'aide à la reconstruction. Dans ce cadre, elle a organisé, en collaboration avec l'Agence canadienne de développement international (CIDA), une conférence internationale sur le transfert de technologie en septembre 1999, sur le thème de la consolidation de la paix. Les échanges de vues avec d'autres organismes d'aide permettent de conduire des études de base sur la coordination systématique et stratégique des résultats précédemment obtenus en matière de consolidation de la paix et d'assurer ainsi une aide plus efficace en matière de coopération. La JICA participe par ailleurs à l'élaboration de projets en matière de prévention des conflits et d'aide à la reprise dans des domaines de coopération nouveaux pour l'Afrique, notamment la suppression des mines terrestres et l'assistance aux réfugiés.

de plusieurs facteurs : la chute des cours des produits de base, la crise du pétrole, l'échec des politiques économiques, l'instabilité des régimes politiques, les conflits régionaux et les guerres civiles. De nombreux pays ont contracté de très gros emprunts au cours des années 70 pour maintenir revenus et investissements à flot, mais depuis les années 80, la croissance du PNB a été négative en termes réels, si bien que leur dette extérieure a pris des proportions gigantesques. Ainsi appelle-t-on souvent les années 80 "la décennie perdue". La dette accumulée était vingt fois plus lourde au début des années 90 qu'au cours des années 70.

Sur les 48 pays les moins avancés (PMA) du monde, 32 sont africains, et environ deux personnes sur cinq vivent dans le dénuement absolu, avec moins d'un dollar par jour.



L'appui à l'Afrique en période d'évolution

.....

Les pays africains prennent actuellement un tournant politique et économique décisif.

Sur le plan politique, de nombreux pays s'étaient dotés après l'indépendance d'un système de gouvernement fortement centralisé chapeauté par un chef charismatique afin de préserver l'unité nationale, et beaucoup étaient en fait dirigés par une junte militaire ou une dictature à parti unique. Toutefois, depuis l'effondrement de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide, une tendance à la démocratisation et à l'adoption du multipartisme se manifeste.

La politique économique s'étant soldée par un échec, de nombreux pays ont abandonné un régime étatique pour s'efforcer de restructurer et libéraliser leur économie sous la conduite de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI).

Face aux problèmes économiques de l'Afrique, des organisations internationales et des pays du CAD ont créé le Fonds spécial d'aide à l'Afrique subsaharienne (FAA) et le Programme spécial d'assistance à l'Afrique subsaharienne (SPA), gérés par la Banque mondiale, et le FMI a mis en place les Facilités d'ajustement structurel¹, afin d'appuyer les efforts des pays africains dans cette voie. Plusieurs pays, dont l'Ouganda et le Burkina Faso, ont alors pris des mesures d'ajustement structurel hautement appréciées. D'un autre côté, les mesures administratives, fiscales et gouvernementales, qui s'appuient sur une libéralisation et une privatisation rapides de l'économie, ont pour effet d'abaisser le niveau des services sociaux et d'accroître la pauvreté. C'est pourquoi la Banque mondiale et les organismes d'aide s'efforcent de fournir une coopération qui tienne compte de tels facteurs sociaux dans le cadre de l'aide à

l'ajustement structurel.

Les organisations internationales et les pays donateurs ont tenu de fréquentes réunions sur place en Afrique, afin de garantir que l'aide est fournie efficacement dans le respect de la situation réelle et des problèmes de développement que connaît chacun des pays. Organismes internationaux et pays donateurs travaillent ensuite en étroite collaboration à ces questions de développement.

Une méthode globale de développement sectoriel, ou programme sectoriel, a été adoptée progressivement ces toutes dernières années. Cette approche, qui est appliquée aux secteurs de l'éducation, de la santé et des soins médicaux, s'appuie sur l'idée d'appropriation par les pays africains de leur propre développement. Les pays donateurs continuent d'assurer des relations de coopération étroite en ce qui concerne la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation de la planification du développement dans chacun des secteurs. Pour désigner cette approche, la Banque mondiale avait précédemment utilisé le terme de "programme d'investissement sectoriel" (PIS). A la différence des précédentes formes d'aide par projet, une approche intégrée est assurée conformément aux problèmes de développement par secteur, permettant ainsi d'établir des procédures d'aide commune. D'autre part, il faut créer de nouvelles formes de coopération qui permettent d'injecter les fonds de différents pays donateurs dans des projets communs.



Démocratisation et renforcement des capacités nationales

.....

L'abolition de l'apartheid et l'élection de Nelson Mandela à la présidence de l'Afrique du Sud constituent les meilleurs témoignages du mouvement vers la démocratisation. Le Nigeria, principal Etat de l'Afrique occidentale, a été le siège, en février 1999, d'une élection présidentielle démocratique et le processus de transition vers un gouvernement civil est maintenant bien avancé. De nombreux autres pays africains se sont également engagés dans un nouveau processus de développement. La Gambie, en particulier, montre des signes manifestes de progression vers la démocratie.

En revanche, ce processus demeure précaire dans plusieurs autres pays, notamment dans la République démocratique du Congo (anciennement Zaïre) et en Angola. Ces problèmes entravent les efforts déployés par les pays industrialisés et les pays en développement pour promouvoir le développement social et économique.

Le traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA



Nigeria

Exploitation du plan d'action de Tokyo de la TICAD II

La deuxième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD II) a été organisée en commun par les Nations unies et le gouvernement japonais en octobre 1998. Suivie par des représentants de 80 pays, de 40 organismes internationaux et de 22 ONG, elle a vu l'adoption du plan d'action de Tokyo, un plan qui vise à établir le calendrier de base de la coopération en Afrique à l'avenir. Compte tenu de ce plan d'action et consciente de ce que l'objectif ultime du développement en Afrique est l'élimination de la pau-

vreté, la JICA contribue activement sur ce continent au renforcement des capacités dans chacun des domaines prioritaires résumés ci-dessous.

Développement social

1. Education

Les cours dans les matières scientifiques et les mathématiques sont au cœur de la coopération japonaise dans le secteur éducatif. Sur la lancée du programme dispensé au Kenya, nous étudions actuellement les possibilités d'envoyer des experts en tant que conseillers au Ghana, afin de mettre en œuvre dans ce pays une coopération technique de projet-type dans le domaine de l'enseigne-

ment. Dans la République d'Afrique du Sud, une aide à l'enseignement scientifique secondaire par l'envoi d'experts est prévue pour l'exercice 1999, dans le prolongement du recrutement d'experts à court terme au cours de l'exercice fiscal 1998. La JICA procède par ailleurs à des apports de coopération financière non remboursable pour la construction d'établissements dans l'enseignement primaire et secondaire (Djibouti, Afrique du Sud, Zambie, Cameroun, etc.) et contribue à la formulation de plans de développement de l'enseignement par le biais d'études de développement (Tanzanie).

L'enseignement dans le primaire comme dans le secondaire resteront des domaines prioritaires de la coopération à l'avenir. Celle-ci sera axée sur des études de nature pratique et englobera l'enseignement des sciences et des mathématiques, dans lequel le Japon excelle, ainsi que la formation professionnelle (Ouganda) directement liée à l'emploi.

2. Santé publique et soins médicaux

La coopération s'exerce en matière de soins de santé primaires* et d'action éducative des communautés locales en Tanzanie, au Malawi et en Zambie. Au Ghana et au Kenya, la JICA procède à la formation de médecins praticiens que la population locale peut facilement consulter grâce aux services de soins de santé. L'Agence souhaite par ailleurs renforcer les actions de coopération en cours concernant la prévention des maladies infectieuses, telles que le VIH/sida, la malaria et la tuberculose, au Ghana, au Kenya, en Zambie et au Zimbabwe.



Tanzanie

Les projets d'alimentation en eau sur le plan local, mis en place depuis la première conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD I) en 1993, feront par ailleurs l'objet d'une extension. Dans ce même domaine, nous nous efforcerons d'élaborer des projets qui prennent en compte les possibilités d'une coopération durable, notamment en renforçant les capacités des communautés locales afin qu'elles entretiennent et gèrent par elles-mêmes les installations, comme en Ethiopie.

Développement économique

1. Développement du secteur privé

Au Kenya, en Tanzanie et au Zimbabwe, la formation dans les domaines de la modernisation et de la consolidation du système d'économie de marché, de la promo-

Sur le terrain

Le Centre de développement régional agricole de l'Université Sokoine Tanzanie

Création d'une nouvelle méthodologie conciliant sagesse traditionnelle et technologie moderne

(coopération technique de projet-type)

Les méthodes culturelles irrationnelles sont empreintes d'un évident bon sens scientifique. Le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) classe la Tanzanie dans les pays très pauvres et plus précisément dans la catégorie inférieure de l'indicateur de développement humain (IDH). Quel sens donner toutefois à ce classement ? En effet, lorsque l'on vit au

quatrième des exploitants agricoles des villages au cœur du pays, on voit des gens qui, même s'ils vivent dans un environnement sans électricité et sans approvisionnement régulier en eau, accordent une grande importance aux biens familiaux et au rôle de ses différents membres, et qui exploitent au maximum leurs connaissances innées de la nature. La richesse spirituelle et la

force de ces populations ne peuvent que marquer profondément toute personne qui les a côtoyés. Telle est également l'impression recueillie par les experts de la JICA qui ont partagé la vie de leurs homologues dans les villages agricoles reculés dans le cadre du projet de recherche approfondie sur l'écologie de l'agriculture dans la région forestière de Morogoro.

Cette recherche en coopération a montré que la méthode de culture Nguru, utilisée par les Matengo (population vivant dans les montagnes de la région de Morogoro, dans le sud-ouest de la Tanzanie), est une méthode indigène de protection de l'environnement faisant appel de manière étonnante au bon sens scientifique. Les recherches ont par ailleurs montré que les régions villageoises forment des systèmes complexes qu'il convient d'appréhender de manière globale afin de permettre un développement local durable.

Partage des résultats du développement avec la communauté locale

Le gouvernement tanzanien a été très impressionné par ces recherches. Aussi, dans l'espoir

d'un résultat futur encore meilleur, il a demandé l'aide du gouvernement japonais dans le cadre du projet concernant le Centre de développement régional agricole de l'Université Sokoine. Suite à plusieurs études, un accord a été conclu en mars 1999 sur le contenu exact de la coopération.

Ce projet a pour objectif de créer une institution dans laquelle les gens puissent travailler de manière indépendante sur les thèmes du développement, les résultats de ces travaux étant ensuite partagés et utilisés par la communauté locale ainsi que par les pays voisins. Plus précisément, l'objectif est de créer un centre de développement régional à l'intérieur de l'université et d'établir des méthodes usiques de développement régional grâce à la recherche de

cas dans les zones pilotes et à la réévaluation des méthodes traditionnelles employées dans les projets pilotes.

Ce projet devrait établir une nouvelle méthodologie qui permette de mieux cerner les indicateurs d'une prospérité véritable et qui soit réellement adaptée à l'environnement local grâce au lien entre le bon sens traditionnel et les méthodes modernes. L'utilisation de cette méthodologie dans la pratique devrait permettre d'améliorer les capacités de la population. Cette expérience devrait révéler un nouveau type de coopération internationale, à savoir une aide qui favorise un développement régional au mieux au lieu de l'aider.

(Bureau de la JICA en Tanzanie)



La mission chargée de l'étude de base sur la coopération technique de projet-type et l'équipe de l'Université Sokoine sont chaleureusement accueillies sur le terrain agricole.

tion du commerce et des investissements, de l'encouragement aux PME, ainsi que de l'entretien et de la gestion des routes, est assurée principalement par l'organisation au Japon de cours régionaux spéciaux et l'envoi d'experts dans ces pays. Nous poursuivrons nos efforts afin de formuler des projets dans ces domaines. La modernisation de l'infrastructure économique (routes, construction de ponts, électrification locale, etc.), qui joue un rôle indispensable dans le développement du secteur privé, s'effectue grâce à une coopération financière non remboursable en association avec la *Japan Bank for International Cooperation* (JBIC), anciennement Fonds de coopération économique du Japon (OECF).

2. Développement agricole

Consciente de ce que le développement agricole des pays africains est étroitement lié à l'élimination de la pauvreté, la JICA fournit actuellement une aide visant à relever la productivité des petites exploitations agricoles au Ghana et en Tanzanie. Afin de promouvoir la coopération dans le domaine de la riziculture, des experts ont été détachés auprès de la WARDA (Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest) et une coopération technique de projet-type est en cours au Ghana.

3. Dette extérieure

Comme on le rappelle souvent, la dette extérieure



Ma'am

cumulée est un obstacle majeur au développement en Afrique. Pour que les pays africains puissent assurer une meilleure gestion de leur dette et de leurs capitaux, nous les aidons à renforcer leurs capacités par des stages que nous organisons en coopération avec des organismes financiers de développement du Japon et d'outre-mer.

Fondements du développement

1. Bonne gestion des affaires publiques

Prenant en compte les contextes historiques et culturels des différents pays africains, la JICA étudie comment les aider à renforcer l'obligation de rendre compte, la transparence et l'efficacité de leurs gouvernements, conformément aux principes essentiels de constitutionnalisme, de démocratie, des droits de l'homme et de maintien de la paix. Ce type de coopération s'applique

Sur le terrain

Projet de renforcement de la formation des compétences médicales Kenya

(coopération technique de projet-type)

Prestations minimales en matière de soins de santé primaires dans les districts isolés

◆ Dispensaires sans docteur dans les zones reculées

Même si le Kenya se situe à la latitude de l'équateur, la plupart du pays est à une altitude relativement élevée, de sorte que l'air est frais et rafraîchissant le matin comme le soir et qu'il y a de l'ombre toute la journée. Dans les villages, la première tâche des agriculteurs est d'aller puiser de l'eau. Ensuite, ils rassemblent le bois qui servira de combustible. Les familles construisent trois ou quatre petites structures faites de bœufs de paille. Les parents sont au centre du feu et, près de leurs enfants. Lorsque ces derniers grandissent, ils restent dans la même enceinte, avec leurs épouses et leurs propres enfants. Une enceinte familiale peut alors comprendre pas moins de trente personnes. Les maraichers sont entourés de champs, où la culture de maïs, de haricots et de légumes permet d'avoir l'auto-suffisance de la famille. Le cas échéant, les villageois cultivent aussi du café qu'ils vendent facilement. Si ce commerce se déroule favorablement, ils peuvent se procurer du lait frais.

Même si le Kenya est souvent le "pays sans miasme", les gens du pays sont bien évidemment infectés lorsqu'un membre de leur famille a de la fièvre. La première maladie évacuée est la

malaria, bien que relativement peu de personnes connaissent vraiment son mode de propagation. Lorsque les jeunes enfants ont leur première diarrhée, les parents souhaitent emmener leur enfant immédiatement dans un dispensaire ou un hôpital. Mais le dispensaire le plus proche est souvent distant de plusieurs kilomètres qu'il faut parcourir à pied. Et, pire encore, pratiquement aucun dispensaire ne dispose de médecins spécialisés.

◆ Former la population à l'auto-assistance

Le *Kenya Medical Training College* (KMTCC) est une institution qui forme des docteurs, ainsi que des infirmières, des auxiliaires médicaux et des techniciens de laboratoire. Créé en 24 unités à Nairobi même et dans tout le pays, le KMTCC forme environ 1 000 diplômés par an et fournit le personnel nécessaire à l'ensemble des activités médicales dans tout le pays, depuis les dispensaires de villages sans médecin jusqu'aux centres hospitaliers de la capitale.

En mai 1988, la JICA a lancé un projet de coopération sur cinq ans, au siège du KMTCC, à Nairobi. Le but de cette coopération est de fournir une formation dans les domaines des



Lors de la visite médicale d'une mère et de son enfant à l'hôpital du district de Kakamega

soins infirmiers, de la santé publique et de l'hygiène, de la médecine clinique (auxiliaires médicaux), de la gestion de l'information et de la compilation des statistiques sanitaires. On espère que les participants à cette formation seront en mesure de répondre à tous les problèmes auxquels ils seront confrontés, depuis la vulgarisation des méthodes de prévention jusqu'aux améliorations des conditions de vie, afin que les personnes vivant dans les parties les plus reculées du pays où il y a peu de chances qu'un docteur soit détaché, soient à même de recevoir le minimum requis de soins de santé primaires.

(Bureau de la JICA au Kenya)

plus spécifiquement aux domaines suivants : appui au processus de démocratisation, soutien administratif, aide à la formation des systèmes juridiques et judiciaires, soutien aux forces de police et prévention de la corruption. La JICA renforce l'accueil de stagiaires dans ces domaines par des séminaires sur l'appui au processus de démocratisation et des cours sur le rôle de la police (Afrique du Sud). Elle examine par ailleurs les possibilités de coopération sur le plan administratif et juridique.

2. Prévention des conflits et soutien à la reconstruction

La JICA a engagé des études de base pour renforcer les actions susceptibles de permettre aux pays africains de prévenir et de résoudre les conflits par eux-mêmes. Nous élaborons des projets dans ce domaine en prenant pour base les discussions axées sur le thème de l'aide à la construction de la paix qui se sont déroulées lors la Conférence internationale sur le transfert de technologie, conférence organisée en septembre 1999 sous les auspices conjoints de la JICA et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Prenant en compte la nécessaire continuité entre l'aide au développement sur le plan humanitaire et celui de la reconstruction, l'idée est de formuler en Afrique des projets dans le droit fil des modèles précédemment mis en place au Cambodge et en Bosnie. Les sujets traités dans



Rwanda

ces projets concerneront le déminage, l'aide aux victimes de mines terrestres et le soutien aux réfugiés, dans le respect de la situation de toutes les parties engagées au conflit et des pays voisins.

II

Chapitre 2 Afrique

Sur le terrain

Institut de recherche virale

à la pointe de la recherche médicale en Afrique

◆ Création de l'Institut de recherche virale au sein l'Université de l'Hôpital de Zambie

Il n'est certainement pas nécessaire de souligner ici l'importance du sida dans le cadre des mesures de lutte contre les maladies infectieuses en Afrique. Ce continent est toutefois la zone cible que FOMS a choisie pour sa campagne d'éradication de la polio, laquelle devrait se terminer en l'an 2000. Le projet de contrôle des maladies infectieuses traite particulièrement du sida et de la polio.

Il est impossible de déterminer à partir des seuls symptômes si une personne est contaminée par le virus VIH. Pour émettre un diagnostic définitif, il faut procéder à une prise de sang et à un test de virus du sida.

Dans le cas de la polio, pour vérifier si la maladie a bien été éradiquée, il faut rechercher le virus dans les selles du patient qui présente une paralysie similaire à celle causée par la polio. C'est ainsi seulement que l'on peut vérifier si le virus de la polio est la cause de la paralysie.

Les installations d'inspection virale jouent donc un rôle essentiel dans la lutte contre le sida et la polio. L'Institut de recherche virale a été créé en 1992 au sein de l'Université de l'Hôpital de Zambie avec la coopération du Japon. La

plupart des biotechnologies parties au Japon en formation.

◆ Détection de virus de la polio de souche sauvage

L'Institut a détecté en 1996 plusieurs cas de polio virus de type I (souche sauvage) chez des patients de Zambie et de Tanzanie, ce qui a confirmé le fait que le virus de la maladie survivait dans cette région. Avec la coopération de l'Organisation mondiale de la santé, le gouvernement de Zambie met actuellement en œuvre une campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite. Le programme de détection du virus de la polio continuera à l'Université de Zambie jusqu'au jour où l'éradication de la maladie pourra enfin être déclarée.

◆ Visites d'experts spécialisés mondiaux dans le domaine du sida

Des spécialistes du sida du monde entier observent étroitement les activités de l'Institut. Les recherches, qui avaient jusqu'ici été conduites grâce au transport aérien du sang des patients vers les États-Unis et l'Europe, sont en effet maintenant possibles à l'Institut même. Des propositions pour la conduite de recherches

conjointes ont affilé et l'Institut est devenu une pièce maîtresse pour la production de données d'informations sur le sida en Afrique.

(Bureau de la JICA en Zambie)

Projet de lutte contre les maladies infectieuses | Zambie

(coopération technique de projet-type)



Etudes qualifiées sur la prévention du sida et de la polio.

conjointes ont affilé et l'Institut est devenu une pièce maîtresse pour la production de données d'informations sur le sida en Afrique.

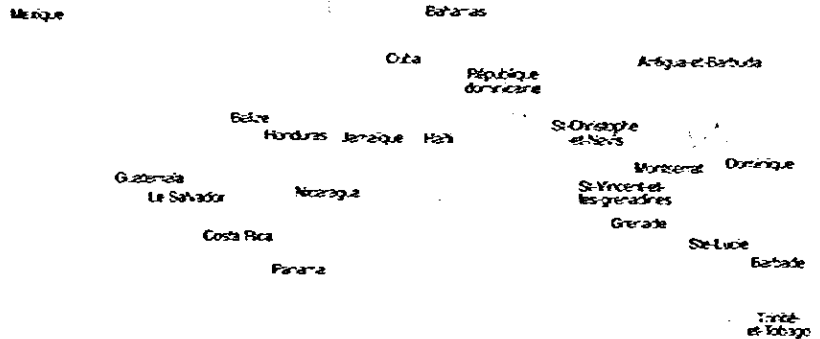
(Bureau de la JICA en Zambie)

Chapitre 5

Amérique centrale et Caraïbes



Amérique centrale et Caraïbes



Pays	1977 (Jan. - Oct. 1978)		Pays en développement (1977)	Type				Capital (1977)	Pop. (1977)
	Capital (1977)	Pop. (1977)		Aggr.	Spéc.	Multi-économique	PCC		
Argentine	1.8	2.4	...	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1
Australie	1.8	1.8	...	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8
Autriche	1.6	1.6	...	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6
Canada	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Chili	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Colombie	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Costa Rica	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Cuba	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Dominique	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Émirats Arabes Unis	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
États-Unis	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
France	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Grèce	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Irlande	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Israël	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Italie	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Japon	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Malaisie	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Mexique	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Népal	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Norvège	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Pakistan	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Pays-Bas	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Perou	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Portugal	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Royaume-Uni	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Suisse	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Taiwan	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Turquie	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Union soviétique	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
USA	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Yugoslavie	1.4	1.4	...	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4

Notes: 1. Capital (1977) - End of period or start of period. 2. Type - Aggr. = Aggregating; Spéc. = Specific; Multi-économique = Multi-economic; PCC = Political and Cultural Cooperation.

Etat actuel du développement régional



Honduras

II

Chapitre 5

Amérique centrale et Caraïbes

Une région composée de petits pays

La région de l'Amérique centrale et des Caraïbes comprend 21 pays, dont 8 en Amérique centrale et 13 dans les Caraïbes. Elle couvre une superficie de 2,96 millions de km², soit 2,2 % des terres émergées, et compte 158 millions d'habitants, soit environ 3 % de la population mondiale. L'économie de la plupart de ces pays est fondée sur l'agriculture et tributaire de l'exportation de produits primaires rendue possible par l'abondance des ressources naturelles. Dans les pays caribéens, les principaux secteurs d'activité sont la pêche et le tourisme. Les industries, de transformation ou autres, sont partout à la traîne, sauf au Mexique. Beaucoup de pays de la région ont accumulé une dette conséquente et se sont engagés dans un processus de reconstruction. Les pays de la région sont souvent petits : 8 ont un territoire de moins de 10 000 km² et 9 (soit environ la moitié) comptent moins d'un million d'habitants.

Les troubles qui ont sévi en Amérique centrale dès la fin des années 70 et pendant plus d'une décennie ont ravagé les nations et brisé leur économie, en affectant égale-

ment les pays voisins par des problèmes d'afflux de réfugiés. Depuis le début des années 80, les juntes militaires ont peu à peu cédé la place à des gouvernements civils, et Cuba est désormais le seul Etat où le gouvernement n'est pas élu par la voie démocratique. En outre, la paix règne désormais dans tous les pays d'Amérique centrale, depuis la signature au Guatemala, en décembre 1996, de l'accord de paix final. Les infrastructures sociales et économiques de ces pays ont beaucoup souffert des années de turbulence. A l'heure actuelle, nombre d'entre eux ont encore des infrastructures sociales inadéquates dans des domaines tels que l'approvisionnement en eau, les services sanitaires et médicaux ou l'éducation de base. Une aide des pays industrialisés est donc essentielle pour permettre à ces pays de surmonter leurs problèmes, y compris celui du surendettement.

A l'automne 1998, l'Amérique centrale et la région des Caraïbes ont été frappées par un cyclone d'une ampleur sans précédent, qui a causé d'énormes dégâts. Le Honduras, qui a été sévèrement touché, ainsi que les autres pays victimes du cyclone, accordent aujourd'hui la priorité au renforcement de leurs infrastructures, en prenant appui sur les plans de reprise et de reconstruction.

Principes fondamentaux de l'aide de la JICA en Amérique centrale et dans les Caraïbes

La coopération en matière de développement humain et des capacités nationales devrait se poursuivre en Amérique centrale et aux Caraïbes, tout en tenant compte des priorités et des efforts d'auto-assistance des pays bénéficiaires.

1. La réaction face aux troubles

Les troubles qui ont affecté l'Amérique centrale pendant plusieurs décennies ont gravement endommagé les infrastructures sociales et économiques de la région. Parmi les secteurs particulièrement touchés, et pour lesquels une aide s'impose, figurent les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, les services sanitaires et médicaux, l'éducation de base et bien d'autres domaines influençant la vie quotidienne de la population. Ce sont par exemple le développement de l'agriculture, nécessaire pour un approvisionnement alimentaire constant et la modernisation des infrastructures, notamment les routes et les ponts.

L'instauration de régimes démocratiques solides et la lutte contre la pauvreté figurent également parmi les points importants à aborder absolument.

2. Développements suite aux dégâts causés par le cyclone

En octobre 1998, l'Amérique centrale et la région des Caraïbes ont été frappées par un cyclone d'une ampleur sans précédent, qui a causé d'énormes dégâts. Le Honduras, qui a été sévèrement touché, ainsi que les autres pays victimes du cyclone, accordent aujourd'hui la priorité au renforcement de leurs infrastructures, en prenant appui sur les plans de reprise et de reconstruction.

3. Environnement

Dans cette région, la modernisation et le développement industriel et économique ont entraîné la pollution de l'air et de l'eau et la production de substances nocives. La concentration de la population dans les agglomérations urbaines

s'est scellée par des problèmes sur le plan du traitement des déchets solides et des eaux usées. Le développement a par ailleurs entraîné des problèmes écologiques, tels que la destruction des forêts et la pollution par les mines. Il est aujourd'hui urgent d'apporter une solution à ces problèmes.

4. Coopération Sud-Sud

Plusieurs pays de la région, notamment le Mexique, disposent d'un PIB par habitant relativement élevé et de capacités techniques. De ce fait, ils conduisent leur propre programme de coopération Sud-Sud¹. Ainsi, le Mexique, le Costa Rica et le Panama ont contribué à la coopération Sud-Sud dans la région par le biais de stages dans un pays tiers². Alors que les sources de financement s'amenuisent, suite au retrait de l'assistance de plusieurs pays européens à l'égard de l'aide, la coopération Sud-Sud en Amérique centrale est susceptible de devenir un enjeu de plus en plus important.

Le traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Le Mexique s'investit dans la coopération Sud-Sud

Le Mexique, qui est à la fois le plus grand pays d'Amérique centrale et le plus peuplé, a connu une nette amélioration de son statut au sein de la communauté internationale depuis la signature en janvier 1994 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et son adhésion à l'OCDE en mai 1994. Le Mexique a lancé son propre petit programme de coopération avec d'autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes et, en tant que plus important Etat de la région, a intégré la coopération Sud-Sud* à sa politique étrangère. Par conséquent, si l'on veut une coopération efficace dans les pays de cette région, il semblerait que l'approche la plus rationnelle consiste à concentrer les activités sur le Mexique. Dans ce cadre, le Japon envoie depuis mai 1998 des spécialistes de la formulation de projets chargés de transmettre au Mexique les connaissances et l'expérience japonaises et d'examiner les possibilités de coopération et d'appui.

Lors des débats sur la politique de coopération technique en février 1996, le Japon et le Mexique avaient confirmé que les deux domaines prioritaires pour la coopération entre ces deux pays étaient l'environnement et la mise en valeur des ressources humaines pour le développement industriel et régional. Le principal exemple de projet de coopération, amorcé au cours de l'exercice 1998, est une étude de développement intitulée "Etude de la gestion des déchets solides à Mexico", dont l'objectif est d'élaborer un plan à moyen et à long terme pour le traitement des déchets dans la capitale mexicaine.

Ajout au Programme commun d'action nippo-américain

Les domaines prioritaires pour l'aide fournie au Salvador sont le développement de l'infrastructure économique pour stimuler le secteur de la production, le développement social, et la protection de l'environnement.



Des experts et des JOCV ont été envoyés au Guatemala pour développer l'enseignement primaire.

nement. L'exercice 1997 a vu le démarrage des premières activités de coopération technique de projet-type avec le projet de renforcement du programme de formation d'infirmiers. Le thème "Société civile et démocratisation au Salvador" a été rajouté au Programme commun d'action* nippo-américain à l'occasion de la visite du président Clinton au Japon en avril 1996. Par la suite, un stage en groupe par pays, intitulé "Démocratisation et société civile" a été organisé au cours de l'exercice 1997.

Une aide pour réparer les dégâts causés par le cyclone

A l'exception de Haïti, le Nicaragua est le pays au niveau de revenu le plus faible d'Amérique centrale. Le Japon et le Nicaragua ont convenu que l'aide devait se porter en priorité sur le développement social et la lutte contre la pauvreté, l'infrastructure sociale et économique, l'environnement, la démocratisation, la stabilisation de l'économie et la coopération sur le plan de la prévention des catastrophes, au vu des dégâts causés par le cyclone. Dans le cadre de la coopération technique, une étude de développement intitulée "Etude du plan global pour les transports dans la municipalité de Managua" a été lancée en janvier 1998. Une équipe médicale d'urgence a été envoyée au Nicaragua suite au cyclone d'octobre 1998. Une mission d'étude pour la promotion de la coopération financière non remboursable, des conseillers pour la formulation de projets et des experts en infrastructure dans des domaines tels que la maîtrise des crues, l'érosion des sols et les ponts, ont été envoyés pour soutenir le plan de reconstruction, suite aux dégâts infligés par le cyclone.

Enseignement primaire pour les jeunes filles de la population autochtone

Au Guatemala, le gouvernement a signé en décembre 1996 un accord de paix avec la guérilla, marquant la fin d'un long conflit interne. Le travail d'une mission de

coopération économique envoyée en juin 1997 a permis de confirmer les domaines d'aide prioritaires, qui sont la modernisation des infrastructures sociales (éducation, soins médicaux, etc.) et économiques ainsi que du droit constitutionnel et judiciaire. Le développement de l'enseignement primaire pour les filles des populations indigènes est l'un des enjeux du programme commun nippo-américain. La JICA a envoyé des experts au cours de l'exercice 1996 afin d'encourager des liens et une coopération dans ce domaine avec les Etats-Unis. L'année suivante, du personnel administratif guatémaltèque travaillant dans les services régionaux de l'éducation est venu au Japon participer à un stage axé sur le Guatemala. Des JOCV ont ensuite été envoyés pour prendre part à des activités connexes.

Le Costa Rica possède un bon système éducatif ainsi qu'un système de sécurité sociale bien organisé. C'est aussi le pays d'Amérique centrale où la démocratie est la plus stable. Un volet important de la coopération de la JICA avec le Costa Rica a été le projet du Centre de formation des instructeurs et agents techniques pour le développement industriel de l'Amérique centrale (coopération technique de projet-type), achevé en août 1997. Pour que l'impact de ce projet rejaille sur les pays voisins, un stage dans un pays tiers* intitulé "Amélioration de la productivité" est organisé au Centre depuis l'exercice 1997.

Des besoins considérables sur le plan du développement

Le Honduras est avec le Nicaragua et Haïti l'un des pays les moins développés de la région. Ses besoins sont considérables, et le Japon lui fournit de l'aide sous des formes diverses. Celle-ci concerne en priorité la modernisation des infrastructures de base, le secteur social (santé et soins médicaux) et le développement des ressources humaines (enseignement et formation de personnel). Comme dans le cas du Nicaragua, une équipe d'urgence a été envoyée au Honduras suite à la catastrophe provoquée par le cyclone en octobre 1998. Un groupe d'étude pour la promotion de la coopération financière non remboursable et des conseillers pour la formulation de projets ainsi que des experts en infrastructure dans des domaines tels que la maîtrise des crues, l'érosion des sols et les ponts, ont été envoyés pour soutenir le plan de reconstruction suite aux dégâts infligés par le cyclone et contribuer au transfert technique.

Bien que le Panama ait dans l'ensemble un bon niveau économique, ce pays d'Amérique centrale est celui où l'écart entre les riches et les pauvres est le plus grand. Un problème relativement récent est la perte rapide des ressources forestières due à la culture sur coupe et brûlis et à l'abattage. Cette tendance est préoccupante en raison des effets néfastes sur l'environnement mais aussi du fait que

I

Chapine

Amérique centrale et Caraïbes

Sur le terrain

Centre de développement industriel et technique Mexique pour la petite et moyenne industrie dans l'Etat de Querétaro

Soutien aux PME par un encadrement du contrôle qualité et des consultations

(coopération technique de projet-type)

◆ Un écho très favorable aux améliorations techniques

La ville de Querétaro est située à 210 kilomètres au nord-ouest de Mexico. Elle compte de nombreuses PME fabricant des pièces détachées pour l'automobile et des appareils d'électroménager. Il est urgent pour les entreprises de cette région d'introduire une technologie capable de résister à la rude concurrence internationale. En février 1998, la JICA s'est engagée dans un projet sur quatre ans dénommé "Centre de développement industriel et technique pour la petite et moyenne industrie dans l'Etat de Querétaro (CIDESI)" en vue de soutenir les petites et moyennes entreprises situées dans cet Etat et à proximité. Ce projet était le premier de la JICA dans cet Etat, le gouvernement de Querétaro lui manifeste un grand intérêt et le CIDESI a reçu en fait un important nombre de visiteurs impatients et accueillant le gouvernement de l'Etat. Le personnel du Centre démontre un grand enthousiasme et le budget alloué au projet, ainsi que l'affectation des postes, sont soumis à un examen minutieux.

◆ Un enthousiasme certain pour le contrôle qualité

Dans le cours de leurs activités quotidiennes, les experts sont amenés à transmettre des connaissances et des compétences essentielles

directement à leurs homologues*, par le biais de tests et de débats sur divers produits présentés au Centre par les PME. Le projet a pour objectif d'apporter une formation qui permette aux homologues de fournir un encadrement technique approprié aux PME dans le domaine des contrôles de vérification des matériaux et des essais non destructifs.

Dans le cadre de leurs activités de soutien, les experts et les homologues ont visité depuis mai 1998 environ 50 PME afin d'évaluer leur niveau technique et leurs procédures de test des matériaux. Ces entreprises ont présenté diverses requêtes au Centre, mais ce qu'il faut surtout noter, c'est l'intérêt manifesté par un grand nombre d'entre elles d'en apprendre plus sur les exigences du contrôle qualité à l'échelon international.

◆ Une volonté manifeste de réduire les taux de rejet

Des séminaires pour les administrateurs de PME et six sessions de cours de formation destinés à des techniciens expérimentés étaient prévues en 1999. Parallèlement à la diffusion des compétences et de la technologie requises par ces personnes, la JICA prévoit de sélectionner dix entreprises pilotes parmi celles visitées et en collaboration avec ses homologues, de fournir un



Formation d'un personnel de contrôle qualité qualifié grâce aux techniques transmises par les experts

enseignement et de prendre part à des débats sur les problèmes techniques effectivement rencontrés par chaque PME.

Nous espérons que ce projet aura pour effet d'accroître le nombre d'essais demandés au Centre et d'augmenter le nombre de produits achevés grâce aux discussions techniques.

(Bureau de la JICA au Mexique)

la diminution du volume de stockage de l'eau risque d'affecter la navigation sur le canal de Panama. Des actions de coopération sont donc nécessaires pour lutter contre la pauvreté et protéger l'environnement. La JICA se penche sur ces problèmes depuis 1994 dans le cadre du projet de développement des techniques de conservation des forêts (coopération technique de projet-type). Le projet d'amélioration de la productivité de l'élevage bovin qui doit permettre d'accroître les revenus de petits éleveurs, a été mis en route au cours de l'exercice 1998.

Perspective régionale de développement face à des enjeux communs

La plupart des pays des Caraïbes sont petits avec une population peu nombreuse, et leur indépendance est relativement récente. Comme le revenu par habitant y est relativement élevé et l'échelle de l'économie réduite, la coopération japonaise n'y a jamais été très importante. La coopération dans cette région, qui regroupe de nombreux petits États, doit se fonder sur une perspective de développement régionale face à des enjeux communs, en exploitant les ressources d'organisations telles que la Communauté des Caraïbes

(CARICOM). La coopération s'est jusqu'ici limitée à une formation régionale organisée au Japon (formation pour le développement du tourisme notamment).

Les relations entre le Japon et la Jamaïque, pays situé au centre de l'aire des Caraïbes, sont devenues plus étroites au fil des ans. À l'heure actuelle, ce pays reçoit une aide sous forme de prêts et de coopération technique. L'exercice 1998 a marqué le début du projet de renforcement des soins de santé dans la région sud, dont l'objectif est d'améliorer l'administration et les services dans ce domaine.

La République dominicaine accueille de nombreux immigrants, dont certains de descendance japonaise, et reçoit du Japon des apports d'aide importants, surtout dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation ainsi que de la santé publique et des soins médicaux, qui tiennent compte des intérêts des émigrés et personnes d'ascendance japonaise. Les consultations sur les politiques qui se sont tenues en avril 1999 ont permis de confirmer que les domaines à traiter en priorité étaient l'infrastructure (routes, ponts, etc.), la santé publique et les soins médicaux, l'agriculture, l'exploitation d'élevage, la pêche, l'éducation et l'environnement. Le projet de développement agricole des terrains en pente (coopération technique de projet-type), démarré au cours de l'exercice 1997, devait servir à renforcer le niveau de vie des petits exploitants agricoles.

Sur le terrain

Experts individuels République dominicaine

(envoi d'experts)

Diffusion de méthodes de culture respectueuses de l'environnement

♦ **Épandage massif de produits chimiques agricoles tous les jours**

Le district de Constanza, dans la province de La Vega, se situe à deux heures de route au nord de Santo Domingo, capitale de la République dominicaine. Ce district est situé à une altitude de 1 200 mètres et, grâce à la fraîcheur de son climat, il est connu comme l'un des principaux lieux de production de légumes d'hiver. Toutefois, le sol s'est considérablement dégradé suite à quarante ans d'exploitation excessive. L'utilisation massive d'engrais chimiques et de produits chimiques agricoles est devenue pratique courante pour maintenir la productivité. Des produits chimiques sont répandus presque tous les jours par des avions à maïs ailes et la pollution de ces produits a entraîné les vallées de Constanza. Les risques inhérents pour la santé, non seulement des ouvriers occupés, mais aussi pour un grand nombre de personnes à bas revenus vivant dans ce district, est un sujet de préoccupation.

♦ **Un flux constant de visiteurs**

Des experts japonais spécialistes de l'agriculture biologique ont été détachés à Constanza en avril 1997. L'objectif du projet est d'introduire les débuts de méthodes organiques résultant des activités agricoles dans le district afin de montrer comment il est possible de réduire l'emploi d'engrais chimiques et les cultures grâce aux produits chimiques, puis de vulgariser de telles méthodes

organiques parmi la population locale. Dans le cadre du projet, un engrais organique est fabriqué, des essais de culture sont réalisés dans les champs réservés à l'expérimentation à l'intérieur de la zone d'essai pour les légumes et des cultures légumières sont réalisées dans les champs des producteurs. Les essais de culture ont permis de montrer l'efficacité des méthodes de culture organique par rapport aux méthodes traditionnelles et les résultats des récoltes ont été comparés dans des fermes pilotes. Les herbes hautes et les bulbes d'ail résultant des méthodes d'agriculture biologique ont été particulièrement bien accueillis et les visiteurs se pressent de manière incessante pour venir les voir. La production mensuelle d'engrais organiques de fermentation (bovace), obtenue par un processus empirique avec les homologues, atteint désormais les cinq tonnes et il s'avère impossible de répondre à la demande des exploitants locaux. Nous avons donc décidé de lancer un nouveau projet pilote et l'objectif est la création d'une usine d'engrais (bovace).

Pour marquer l'annonce de ce projet, une manifestation sportive a été organisée à Constanza en février 1999 : elle a réuni environ 130 personnes, notamment des représentants de groupes d'exploitants agricoles, le vice-ministre de l'Agriculture et d'autres membres de premier plan, des membres de la presse, des immigrants japonais propriétaires d'une exploitation agricole



Culture maraîchère suivant les principes de l'agriculture biologique

dans la région et des représentants d'ONG contribuent au développement local par la protection de l'environnement.

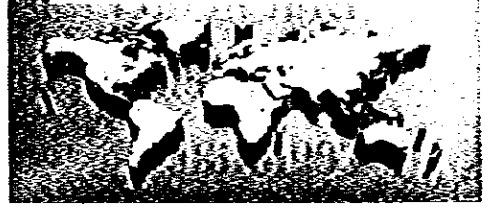
♦ **Des efforts soutenus pour surmonter les dégâts causés par la catastrophe**

Le cyclone George, qui a frappé la République dominicaine en septembre 1998, a détruit de nombreuses pépinières et inondé les champs, menant ainsi en grande partie l'infrastructure mise en place durant les dix-huit mois précédents. Les experts ont redoublé d'efforts pour que les activités puissent reprendre rapidement et avec les intervenants, notamment les collaborateurs de la JICA, ont ressenti un sentiment de fierté et d'evaluation lorsqu'est arrivé le grand jour de la manifestation associant le nouveau projet. La plus grande partie de la population de Constanza, qui regroupe 53 000 habitants, participe directement ou indirectement à des activités agricoles et les résultats de ce projet auront donc une influence directe sur leur prospérité à l'avenir. Nous espérons que cet exemple fasse davantage prendre conscience à la population de la République dominicaine des mesures qui s'imposent pour la protection de l'environnement, car la sensibilisation dans ce domaine est encore faible à l'heure actuelle.

(Bureau de la JICA en République dominicaine)

Chapitre 6

Amérique du Sud



Amérique du Sud



Pays	AFD (milliards de \$) 1998				Coopération bilatérale (milliards de \$) JCA (Jan-Déc. 1998)									
	Coopération bilatérale	Coopération multilatérale	Prêt	Coopération technique	Argentine	Bolivie	Brazil	Chili	Colombie	Équateur	Paraguay	Uruguay	Coopération technique	Prêt
Argentine	-	3,0	4,3	2,3	13 milliards + 5 de dons	4 milliards + 8 de dons	2 milliards + 1 de dons	1 milliard + 12 de dons	1 milliard + 12 de dons	0,5	1	1	1	1
Bolivie	2,4	4,8	4,8	2,7	15 milliards + 12 de dons	6 milliards + 4 de dons	7 milliards + 1 de dons	2 milliards + 14 de dons	1 milliard + 12 de dons	0,5	1	1	1	1
Brazil	-	5,8	9,0	0,2	20 milliards + 6 de dons	11 milliards + 3 de dons	2 milliards + 1 de dons	1 milliard + 12 de dons	1 milliard + 12 de dons	0,5	1	1	1	1
Chili	0,5	4,8	4,3	0,4	10 milliards + 1 de dons	4 milliards + 2 de dons	2 milliards + 1 de dons	1 milliard + 12 de dons	1 milliard + 12 de dons	0,5	1	1	1	1
Colombie	0,8	7,0	2,7	0,3	10 milliards + 7 de dons	1 milliard + 2 de dons	0,5 milliard + 2 de dons	1 milliard + 12 de dons	1 milliard + 12 de dons	0,5	1	1	1	1
Équateur	0,2	4,3	2,4	0,2	12 milliards + 2 de dons	1 milliard + 7 de dons	1 milliard + 1 de dons	1 milliard + 12 de dons	1 milliard + 12 de dons	0,5	1	1	1	1
Paraguay	0,5	0,2	-	0,8	4 milliards + 7 de dons	1 milliard + 1 de dons	1 milliard + 1 de dons	1 milliard + 1 de dons	1 milliard + 1 de dons	0,5	1	1	1	1
Uruguay	0,2	0,8	0,0	0,2	10 milliards + 2 de dons	7 milliards + 7 de dons	0,5 milliard + 2 de dons	1 milliard + 12 de dons	1 milliard + 12 de dons	0,5	1	1	1	1
Pérou	0,8	0,5	2,9	0,5	11 milliards + 3 de dons	1 milliard + 1 de dons	1 milliard + 1 de dons	1 milliard + 1 de dons	1 milliard + 1 de dons	0,5	1	1	1	1
Venezuela	0,3	1,9	1,3	0,8	11 milliards + 3 de dons	2 milliards + 12 de dons	2 milliards + 1 de dons	1 milliard + 12 de dons	1 milliard + 12 de dons	0,5	1	1	1	1
Autres	0,2	0,0	0,0	1,0	6 milliards + 4 de dons	1 milliard + 1 de dons	1 milliard + 1 de dons	1 milliard + 1 de dons	1 milliard + 1 de dons	0,5	1	1	1	1

Notes: Nouveaux États indépendants et États à régime d'urgence (1998). En cas de doute, consultez les sites Internet de l'AFD.

Etat actuel du développement régional



Pérou

Une région qui entretient de longue date des relations étroites avec le Japon

L'Amérique du Sud couvre une superficie de 17,72 millions de km² (environ 13 % des terres émergées de la planète) et compte quelque 310 millions d'habitants (soit environ 6 % de la population mondiale). Les pays de la région, au territoire grand ou moyen pour la plupart, sont caractérisés par de vastes étendues de terre et d'abondantes ressources humaines et naturelles.

De longue date, des Japonais ont émigré en Amérique du Sud. Ainsi, plusieurs générations d'émigrés et de personnes d'ascendance japonaise vivent au Brésil, au Pérou, en Argentine, au Paraguay et en Bolivie. Depuis 1873, date de l'établissement de relations diplomatiques entre le Japon et le Pérou, des liens étroits ont été forgés avec l'Amérique du Sud : un échange constant de personnalités importantes est intervenu, et de nombreuses entreprises japonaises se sont implantées dans la région.

Lutte contre les difficultés économiques

Plusieurs pays d'Amérique du Sud comme le Brésil et l'Argentine, déjà bien industrialisés et au revenu relativement élevé, sont classés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire, bien qu'ils appartiennent encore au monde en développement. La région compte toutefois des pays où de longues années de troubles politiques et économiques ont entravé le développement des infrastructures sociales.

Les pays qui avaient emprunté des capitaux à des pays avancés et à des institutions financières privées au cours des années 60 et 70 pour accélérer le processus de modernisation connaissent de très grosses difficultés économiques depuis les années 80. Le déficit de leur balance des paiements s'est creusé et il leur est très difficile de rembourser leur dette dans une conjoncture défavorable, avec notamment la chute des cours des produits primaires et la hausse des taux d'intérêts internationaux. C'est dans ce contexte qu'un accord de réduction de la

Principes fondamentaux de l'aide de la JICA en Amérique du Sud

L'Amérique du Sud compte de nombreux habitants d'ascendance japonaise et des ressortissants japonais, notamment au Brésil et au Pérou. Mêmes pays de cette région ont entrepris de longue date des relations diplomatiques amicales avec le Japon. Aussi, les relations économiques entre ces pays et le Japon se sont renforcées ces dernières années.

Plusieurs pays, dont l'Argentine et le Brésil, ont nettement progressé dans la voie de l'industrialisation et bénéficient de niveaux de revenu relativement élevés. Les domaines d'aide prioritaire convenus à ces pays concernent la protection de l'environnement et particulièrement la résolution des problèmes tels que la déperdition de la forêt dense tropicale d'Amazonie, la pollution atmosphérique dans les villes et le soutien à la coopération Sud-Sud*, dont le but

est de favoriser, dans ces autres pays de la région, une coopération du type de celle qui est mise en œuvre par l'Argentine et le Chili.

Toutefois, l'Amérique du Sud est une région marquée par de grandes disparités de revenus d'une partie du continent à l'autre et par un grand déséquilibre des richesses personnelles. L'aide aux classes déshéritées de la société et au développement local est par conséquent déterminante. L'accueil de stagiaires et d'autres formes de coopération bilatérale sont actuellement en cours pour lutter contre le problème de la drogue.

Le meurtre de trois experts de la JICA au Pérou en juillet 1991 et l'attaque par une organisation terroriste de la résidence officielle de l'ambassadeur japonais au Pérou en décembre 1996 étaient le symbole d'une délérioration de

l'ordre public, notamment d'une augmentation des crimes ordinaires dans plusieurs dizaines. Dans toutes les opérations de coopération technique faisant intervenir du personnel de la JICA, il convient d'apporter toute l'attention nécessaire pour que la sécurité soit garantie, et par exemple demander l'aide du gouvernement récipiendaire dans ce contexte.

Parmi les projets d'aide aux immigrants figure l'accueil en stage de personnes ayant émigré du Japon vers l'Amérique du Sud, ainsi que de leurs enfants. Dans le cas de projets de coopération technique ordinaires, un soutien est apporté à la demande du gouvernement du pays récipiendaire pour les immigrants et les personnes d'ascendance japonaise par le biais d'une modernisation des infrastructures* économiques et sociales dans les régions où ils vivent.

dette fondé sur une nouvelle stratégie de la dette* - le Plan Brady - a été adopté en 1993 pour presque tous les pays débiteurs. Les pays sud-américains ont commencé à mettre en œuvre des programmes d'ajustement structurel appuyés par la Banque mondiale et le FMI afin de réduire l'appareil administratif, de juguler l'inflation, de réformer les finances et les industries nationalisées, d'améliorer le système fiscal et de libéraliser les échanges, et de parvenir ainsi à diminuer leur dette.

Evolution marquée en faveur du libre échange

Les démarches de regroupement économique lancées au début des années 90 se sont concrétisées principalement par le Mercado Comun del Sur (Mercosur), qui associe officiellement l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, par le G3 (Mexique, Venezuela et Colombie) et par la Communauté des pays andins (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela). Ces dernières années ont été marquées par une tendance accrue à l'intégration et par le renforcement des relations misant sur l'établissement du libre échange avec d'autres organisations intégrées.

Le premier et le deuxième sommet des Amériques, qui se sont tenus respectivement en décembre 1994 et en avril 1998, ont vu l'adoption de la déclaration et du plan d'action de Santiago. Il a alors été convenu d'entamer

des négociations, afin d'établir une zone de libre échange des Amériques qui constituerait à terme un marché unique, comprenant toutes les nations d'Amérique du Nord et du Sud et que ces négociations s'achèveraient en 2005.

En Amérique du Sud, les problèmes écologiques, et notamment l'épuisement forestier dans la région de l'Amazonie, se font de plus en plus graves. La toxicomanie, qui résulte de la production de drogues, notamment en Colombie, au Pérou et en Bolivie, est également un problème important à résoudre de toute urgence. C'est l'un des principaux facteurs expliquant la pauvreté et le déséquilibre des revenus des villages agricoles et des districts de montagne.



Démarrage en Bolivie d'un projet de lutte contre l'érosion des sols dans lequel la population locale joue le rôle central.

II

Chapitre 6

Amérique du Sud

Sur le terrain

Centre de recherche sur la prévention de la pollution par l'exploitation minière

Argentine

(coopération technique de projet-type)

Equilibre entre la promotion des exploitations minières et la protection de l'environnement

◆ Les dernières ressources minières encore inexploitées au monde

Dans tous les pays qui disposent d'une industrie extractive développée, la pollution est allée de pair avec l'exploitation minière. Le gouvernement argentin suit parfaitement ce double et il est important de respecter un équilibre entre la prévention de l'industrie minière et la nécessité de protéger l'environnement et il prévoit de créer un institut de recherche pour la formation d'experts dans le domaine de l'entretien et de la gestion de la qualité de l'eau. Le Japon a été sollicité pour apporter son soutien à la mise en place de cet institut.

Depuis 1992, le gouvernement argentin a promulgué une loi sur les investissements miniers et une loi sur la réhabilitation des terrains miniers dans le cadre de l'exploitation des métaux non-ferreux. Il a revêtu des régions minières aux investissements étrangers, fourni des garanties concernant la récupération des fonds de développement et pris d'autres mesures pour promouvoir l'investissement dans l'industrie minière. Cela a provoqué une augmentation des

projets d'exploration et environ 80 sociétés étaient engagées dans des activités minières en 1997. Plusieurs exploitations à grande échelle sont apparues et, notamment, la mine Bajo de la Alumbrera (cuivre et or) et la mine Salar de Hombre Muerto (lithium). L'Argentine a ainsi acquis la réputation d'être le dernier plus grand domaine inexploité sur le plan des ressources minières. L'exploration et l'exploitation ont fait l'objet d'une protection énergétique par l'injection de capteurs étrangers et l'on prévoit que l'Argentine devrait bientôt s'imposer comme l'une des premières grandes nations minières au monde.

◆ Formation de techniciens dans le domaine du maintien de la qualité et de la gestion de l'eau
Lancé le 1er mai 1998, le projet du Centre de recherche sur la prévention de la pollution par l'exploitation minière avait pour objectif de développer cette dernière en harmonie avec l'environnement. Le projet a commencé il y a déjà plus d'un an et il ne devrait pas se terminer avant trois ans. L'objectif principal est de prévenir la pollu-



Coopération technique pour la prévention de la pollution causée par le développement des exploitations minières.

tion causée par les eaux résiduaires s'échappant des mines d'or. Nous prévoyons un transfert de technologie en matière de méthodes respectueuses de l'environnement pour le traitement des minerais et le raffinage des métaux, ainsi que pour l'analyse des minerais et des eaux résiduaires.

Nous prévoyons également un transfert de technologie pour former des techniciens dans le domaine du maintien et de la gestion de la qualité de l'eau pour le compte du gouvernement argentin, lequel s'efforce de prévenir la pollution causée par le développement minier et de promouvoir les industries extractives suivant un mode compatible avec l'environnement.

(Bureau de la JICA en Argentine)

Le traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA



Bolivie

Soutien à la coopération Sud-Sud par la formation dans un pays tiers

L'Argentine est le pays sud-américain où les revenus sont les plus élevés. Le Fonds argentin de coopération horizontale, qui a été créé en 1992, a marqué le démarrage d'une coopération technique fondée sur l'organisation, en Argentine, d'actions de formation destinées à des personnes provenant de toute l'Amérique latine et sur l'envoi d'experts argentins dans d'autres pays de la région. Au cours de l'exercice 1997, la JICA a entrepris des actions de formation dans un pays tiers* dans les domaines de l'élevage, de la pêche et des chemins de fer, en appui aux efforts argentins de promotion de la coopération Sud-Sud* (coopération entre pays en développement). Les gouvernements du Japon et de l'Argentine envisagent actuellement la conclusion d'un programme de partenariat en appui à la coopération Sud-Sud. La coopération avec l'Argentine couvre de nombreux domaines et tient compte d'objectifs tels que la rectification des écarts régionaux et la protection de l'environnement. Un projet de coopération technique lié au Centre de recherche sur la prévention de la pollution par l'exploitation minière a débuté au cours de l'exercice 1998.

Coopération énergétique en faveur du développement du Nord-Est du Brésil

Par son importance en Amérique latine, le Brésil est le plus gros bénéficiaire de coopération technique japonaise dans la région. C'est aussi le pays étranger qui compte le plus grand nombre d'habitants d'ascendance japonaise. Les domaines prioritaires pour l'aide au Brésil sont l'environnement, l'industrie, l'agriculture, la réduction des écarts régionaux, la lutte contre la pau-

reté et la coopération Sud-Sud. L'exercice 1998 a marqué le début du projet de développement technologique pour une agriculture durable dans l'Est de l'Amazonie et de la coopération technique* sur le renforcement des mécanismes macroéconomiques.

D'importants besoins en matière de développement

Comme la Bolivie est l'un des pays les plus pauvres et les plus sous-développés d'Amérique latine et qu'il compte de nombreux habitants d'ascendance nipponne, la coopération japonaise y est très active. Une mission d'étude envoyée en octobre 1997 pour l'identification de projets a permis de conclure un accord sur les domaines prioritaires pour la coopération. Ceux-ci incluent le développement économique durable et des améliorations dans des secteurs essentiels tels que la santé publique et les soins médicaux, l'eau potable et l'éducation pour relever le niveau de vie, la lutte contre la pauvreté, les infrastructures (ponts, etc.) et l'environnement. Au cours de l'exercice 1998 a débuté le projet de prévention de l'érosion et de reboisement dans la communauté de la vallée de Tarija (coopération technique de projet-type) et le projet d'amélioration de la distribution des produits agricoles dans la province de Santa Cruz (étude de développement). Une étude locale liée au projet d'extension des vaccinations préventives est par ailleurs réalisée en vue de protéger la santé des enfants.

Conclusion d'un programme de partenariat

Au Chili, pays au revenu relativement élevé, l'aide japonaise a surtout été fournie sous forme de coopération technique. Les consultations sur les politiques qui se sont tenues en août 1997 ont permis de confirmer que la priorité serait accordée à la coopération Sud-Sud, l'envi-

ronnement, à la lutte contre la pauvreté, et enfin à l'accroissement de la productivité et de la qualité des productions. Parmi les exemples notables de coopération technique, on peut citer le projet de développement des ressources aquacoles benthiques (coopération technique de projet-type) qui a démarré au cours de l'exercice 1997 et le projet d'un système de transmission par fibre optique (stage dans un pays tiers). Un programme de partenariat entre le Japon et le Chili a été signé en juin 1999 par le ministre chilien des Affaires étrangères et l'ambassadeur du Japon au Chili.

Confirmation des domaines de coopération

Parmi les domaines d'aide prioritaires établis par le Japon et la Colombie figurent l'environnement, l'enseignement primaire, les soins médicaux primaires et d'autres aspects du développement social, ainsi qu'une amélioration qualitative et quantitative des productions industrielles pour accroître leur capacité concurrentielle. L'exercice 1999 devait marquer le début du plan d'amélioration des méthodes de valorisation des minerais dans les mines de petite et moyenne importance

(coopération technique de projet-type). Pour des raisons de sécurité, le nombre des régions de la Colombie où l'aide repose sur l'envoi de personnel a été réduit. Une mission d'étude sur la sécurité a été envoyée dans ce pays en novembre et décembre 1997 pour recueillir des renseignements sur la situation en matière de sécurité et déterminer les régions dans lesquelles la coopération pouvait être assurée.

La compétitivité au sein de la région doit être renforcée de toute urgence

Comme la Bolivie, le Paraguay a des besoins de développement importants et compte de nombreux habitants d'ascendance nipponne. Jusqu'à présent, la coopération japonaise avec ce pays a concerné divers domaines et principalement l'agriculture. Les domaines d'intervention prioritaires confirmés lors des consultations sur les politiques qui se sont tenues en juillet 1997 sont l'agriculture, la santé publique et les soins médicaux, l'environnement et le développement des ressources humaines. Une équipe d'experts japonais a été envoyée au Paraguay au cours de l'exercice 1998 pour entamer

Sur le terrain

Projet de recherches cliniques à l'Université de Campinas Brésil

(coopération technique de projet-type)

Réduction considérable des causes de décès les plus répandues, un pari remporté par un personnel zélé

◆ Projet médical pour le 21^e siècle

Campinas est une ville d'un million d'habitants de l'État de São Paulo. Elle se situe environ à 100 kilomètres au nord-ouest de la ville du même nom, à laquelle elle est rattachée par une autoroute à six voies. A seulement une heure de route de cette métropole, l'air semble d'une certaine manière plus propre. Et en fait, il l'est bel et bien grâce aux vents violents qui chassent continuellement la fumée et les poussières. Aussi, le vent est devenu un synonyme pour désigner la ville de Campinas.

C'est dans cette cité ventouse que l'on trouve l'Université d'État de Campinas, où se déroule actuellement un projet de recherches cliniques. Ce projet comporte deux phases, la phase I (1990-96) et la phase II (1997-2002). Il devrait donc s'achever bientôt. A l'origine, il traitait de la lutte contre les maladies hémorragiques intestinales (Schistosoma mansoni, etc.). Les tentatives actuellement effectuées en vue d'établir les bases du traitement des infections mycosiques combinées, chez les patients atteints du sida au Brésil, occupent le point culminant de la coopération en matière de recherche technologique. D'après les statistiques de l'OMS, ce pays est en deuxième place au niveau international par le nombre de patients atteints du sida.

◆ Un personnel qualifié

L'Université d'État de Campinas est située au centre des quatre États du sud-est où la pauvreté

est la plus grande et le nombre de cas de sida le plus élevé du pays. L'Hôpital universitaire traite exclusivement les membres appartenant aux classes sociales pauvres et dispose des seuls équipements de la ville pour le traitement hospitalier ou ambulatoire du sida.

Le médecin qui a diagnostiqué le premier cas de sida au Brésil figure parmi les membres enthousiastes du personnel hospitalier. Grâce à un transfert de technologie réalisé par des personnels japonais de premier plan dans le domaine des infections mycosiques, on a pu enregistrer une baisse considérable du nombre de décès par infection respiratoire, auparavant la cause la plus fréquente de mortalité. Une étude de développement se poursuit sur la deuxième cause la plus fréquente de décès (infection alimentaire) et la lutte contre les troubles nutritionnels. Dans le prolongement des travaux réalisés dans la phase I de ce projet, la JICA coopère également sur le plan de la recherche et du développement au diagnostic de l'hépatite B et C (qui, avec le sida, sont des affections virales incurables), ainsi qu'à la prévention des maladies conduisant à la cirrhose ou au cancer du foie.

◆ Renforcement des liens de coopération entre les soins primaires, secondaires et tertiaires

D'une manière générale, la coopération en matière de sida porte essentiellement sur les



Un transfert de technologie a permis de réduire de manière considérable les infections respiratoires qui étaient l'une des principales causes de décès.

soins de santé primaires. Le Brésil, toutefois, ne veut pas se limiter aux seuls soins de santé primaires, mais vise également la modernisation des services tertiaires, tels que les établissements ou les hôpitaux d'enseignement et de formation qui traitent de la prévention des maladies et de la promotion des soins de santé à l'échelon national et régional. L'approche qui sous-tend ce projet, dont l'objectif est d'établir des moyens de traiter les infections complexes liées au sida, est particulièrement efficace au Brésil. On considère que ce projet est extrêmement important, ne serait-ce que pour sa contribution au renforcement des liens sur le plan de la coopération des services de santé, du primaire jusqu'au tertiaire.

(Bureau de la JICA au Brésil)

des travaux sur le plan d'amélioration de la qualité de l'eau du lac Ypacara et de son bassin lacustre. Parmi les pays du Mercosur, le Paraguay est le plus en retard sur le plan du développement, aussi est-il urgent d'améliorer la compétitivité de ce pays au sein de la région. Pour répondre à ce besoin, la JICA a amorcé au cours de l'exercice 1998 une étude de développement (étude de développement économique).

Coopération marquée par le souci de sécurité

A la suite du meurtre de trois experts de la JICA au Pérou en juillet 1991, la coopération technique avec ce pays a été fondée essentiellement sur l'accueil de stagiaires au Japon et la fourniture d'équipements. Bien que l'ordre public ait été mieux rétabli depuis, la résidence officielle de l'ambassadeur du Japon à Lima a été occupée en décembre 1996, et cet incident a engendré une nouvelle interruption de l'envoi d'experts au Pérou. Après la résolution de cet incident en avril 1997, une mission d'étude sur les mesures de sécurité a été envoyée en juillet de la même année et une mission de haut niveau sur la coopération économique a suivi en février 1998. Selon l'accord conclu à cette occasion, les domaines prioritaires sont l'appui aux pauvres, l'appui à des volets du secteur social comme l'éducation ou les services sanitaires et médicaux, l'amélioration de l'in-



Chô

frastructure économique et la protection de l'environnement. Il a également été convenu que des experts et d'autres agents seraient envoyés dans le cadre de la coopération, mais uniquement dans les régions où la sécurité serait assurée. Une tentative a été effectuée au cours de l'exercice 1998 avec deux études de développement : un projet de développement touristique et une étude approfondie sur les mesures de lutte contre la pollution dans la baie de Puno sur le lac Titicaca. Une mission d'étude sur la sécurité a été envoyée au Pérou pendant les mois de janvier et février 1999 pour recueillir des informations sur la situation en matière de sécurité et les mesures à prendre.

Sur le terrain

Projet de reboisement dans l'Est du Paraguay Paraguay

Action pour la restauration des ressources forestières

(coopération technique de projet-type)

◆ Création d'une forêt modèle de plus de 70 hectares

Dans le monde entier, les problèmes liés à l'environnement ont pris une place déterminante. C'est le cas également au Paraguay où, ces dernières années, on a assisté à un rapide déclin des ressources forestières - et où la recherche de alternatives pour les besoins quotidiens et la protection de l'environnement posent des problèmes de plus en plus sérieux. L'objectif du projet est de promouvoir la recherche par les travailleurs forestiers et d'étendre la production de bois et les ressources forestières.

Le projet prévoit la création et l'exploitation d'une forêt modèle. Les efforts déployés dans la première partie du projet doivent permettre de diffuser le savoir-faire et les méthodes liés à la création de ressources forestières. De 1997 à 1998, 22 hectares de forêt de bois de chauffage, 24 hectares de forêt d'exploitation, 11 hectares de forêt pour l'agriculture et 13 hectares de forêt pour l'environnement (soit au total 70 hectares) ont été plantés le long de la route nationale 2 près de Itarubi, à 83 kilomètres de Asunción, la capitale du Paraguay. Ces forêts font l'objet d'une culture et d'un entretien régulier.



Partation d'arbres pour commémorer un séminaire suivi par tous les élèves.

◆ Vif intérêt de la communauté locale

Ce projet pousse à éveiller chez le maire d'Itarubi et ses habitants un grand intérêt pour le reboisement. A la demande du maire, un séminaire de deux jours sur l'exploitation forestière dans la région a été organisé en juin 1998 à Itarubi, sous le patronage conjoint des autorités municipales et des administrateurs du projet. L'une des journées a été dédiée "Australie de l'Arbre" du Paraguay. Le séminaire a été suivi par des représentants des communautés locales et par les élèves des écoles secondaires voisines. Le deuxième jour, des arbres ont été plantés dans deux écoles secondaires locales, en présence de

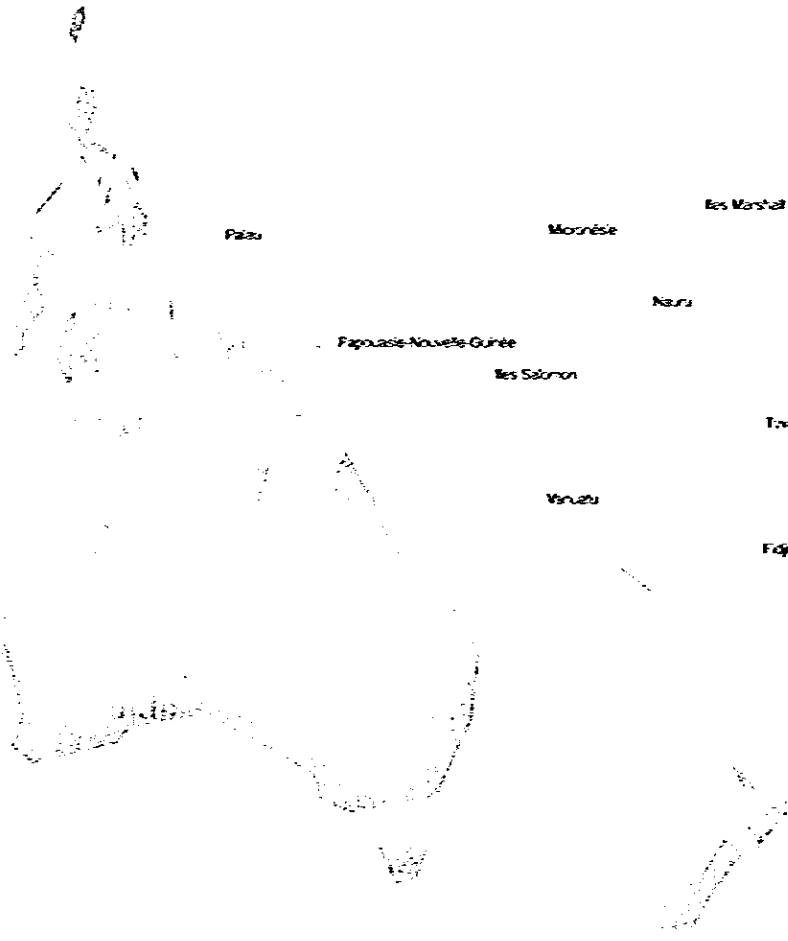
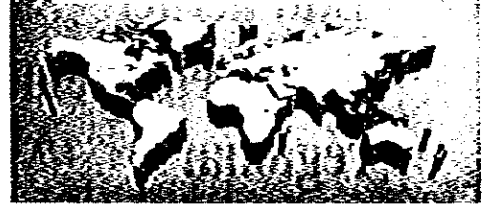
l'ensemble des élèves.

Les participants au séminaire ont également suivi une session de formation pour travailleurs forestiers sous la conduite des administrateurs du projet. Les activités de culture et de récolte, telles que la plantation ou le débroussaillage des sous-bois dans la forêt pilote, sont désormais évaluées en sous-œuvre par les participants aux sessions de formation et par des membres de la population locale employés temporairement. Notre objectif est de travailler en coopération avec la communauté locale pour créer une forêt pilote et en faire prochainement le plus grand soin.

(Bureau de la JICA au Paraguay)

Chapitre 7

Océanie



Palau

Micronésie

Les Marshall

Nauru

Fidjousi-Nouvelle Guinée

Kiribati

Les Salomon

Tuvalu

Vanuatu

Samoa

Les Cook

Fidji

Tonga

Niue

Océanie



Pays	PIB (milliards de \$) - 1998			Capitalisation (milliards de \$) - 31 Dec. 1998			Population (millions) - 1998				Capitalisation par habitant (\$)	PIB par habitant (\$)	
	Constant 1990	Constant 1995	1998	Constant 1990	Constant 1995	1998	Constant 1990	Constant 1995	1998				
Palau	-	0,3	-	0,6	4 millions + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans
Micronésie	0,3	0,7	-	1,0	5 millions + 1/2 ans	2 millions + 1/2 ans	2 millions + 1/2 ans	2 millions + 1/2 ans	2 millions + 1/2 ans	2 millions + 1/2 ans	2 millions + 1/2 ans	2 millions + 1/2 ans	2 millions + 1/2 ans
Les Marshall	0,2	0,6	-	0,9	2 millions + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans
Nauru	-	0,2	0,3	0,5	6 millions + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans
Fidjousi-Nouvelle Guinée	0,2	0,4	-	0,6	5 millions + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans
Les Salomon	-	0,2	-	0,3	3 millions + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans
Tuvalu	-	0,1	-	0,1	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans
Vanuatu	-	0,1	-	0,1	2 millions + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans
Samoa	-	0,1	-	0,1	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans
Les Cook	-	0,1	-	0,1	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans
Fidji	0,2	0,4	-	0,6	3 millions + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans
Tonga	-	0,1	-	0,1	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans
Niue	-	0,0	-	0,0	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans	1 million + 1/2 ans

Notes: Nouvelle-Guinée: PIB corrigé en accord de l'agence World Commerce 1998.
Et dans l'ensemble des statistiques World Commerce 1998 en pourcentage.

Etat actuel du développement régional



Papouasie-Nouvelle Guinée

De nombreuses entraves à l'autonomie économique

A de rares exceptions près, la plupart des pays d'Océanie sont de petites nations, sans ressources propres significatives. Leur économie est largement tributaire du secteur primaire et donc fragile, car facilement perturbée par les conditions météorologiques ou les fluctuations des cours mondiaux. Leur aspiration à une meilleure autonomie économique est entravée par plusieurs facteurs : leur émiettement en une myriade d'îles, un marché intérieur très limité, l'éloignement des marchés internationaux, et des moyens de transport et de communication très insuffisants pour compenser cet isolement. Les relations avec les anciennes puissances de tutelle sont généralement étroites. Toutefois, suite à la morosité de l'économie en Australie, l'aide fournie par ce pays, principalement à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, a affiché une tendance à la baisse. Depuis le début des années 90, le niveau des apports d'aide bilatérale* et multilatérale* fournis aux pays océaniques en développement est par ailleurs demeuré plutôt stationnaire. En Micronésie, les Etats fédérés de

Micronésie, les îles Marshall et Palau ont obtenu leur indépendance des Etats-Unis et reçoivent depuis une aide financière américaine, conforme aux prescriptions de l'Accord de libre association. Celle-ci représente 50 à 70 % des recettes du gouvernement. Cette aide doit cesser à l'expiration de l'accord en 2001, pour les Etats fédérés de Micronésie et les îles Marshall et en 2009, pour Palau.

Une approche d'ensemble de la région est indispensable

Pour les pays insulaires d'Océanie, l'instauration d'une économie qui ne soit plus tributaire de l'aide est un enjeu majeur. Des efforts sont donc accomplis pour renforcer la coopération au sein de la région en vue de répondre de manière solidaire aux problèmes communs et notamment de réduire un secteur public pléthorique et d'accroître l'investissement privé, afin de stimuler les principaux secteurs d'activité que sont l'agriculture, la pêche et le tourisme.

Principes fondamentaux de l'aide de la JICA en Océanie

Les nations insulaires d'Océanie ont acquis leur indépendance il y a peu et ce dont elles ont toutes le plus besoin est le développement des ressources humaines. Dans les économies tributaires des industries primaires, il est urgent de développer et de promouvoir les domaines de l'agriculture et de la pêche, tout comme il est urgent de relever le niveau de vie de base.

En outre, chacun de ces pays diffère par la taille, l'économie, la répartition ethnique, la population, l'existence de ressources naturelles, les bases sociales traditionnelles, le mode de vie et la capacité des gouvernements respectifs à formuler et à mettre en place des plans de

développement. Les principes dans ce domaine doivent donc être établis avec précision suivant les phases d'évolution respectives de chaque pays et l'aide fournie doit être soigneusement adaptée aux besoins ainsi déterminés.

De nombreux problèmes doivent être abordés de manière globale au niveau de la région, notamment ceux de la pollution de l'environnement marin et du développement des transports et des communications entre les îles. Une approche régionale d'ensemble est donc indispensable. C'est exactement ce type d'approche que s'efforce de mettre en œuvre la JICA en promouvant la collaboration avec les pays qui

exerceraient anciennement leur autorité sur la plus grande partie de la région (Australie et Nouvelle-Zélande principalement) et qui disposent aujourd'hui de leur propre programme d'action spécialisé à grande échelle, ainsi que les organisations internationales qui connaissent bien la région, notamment le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ou la Banque asiatique de développement (BAD) et enfin les institutions régionales, telles que la Commission, le Forum, l'Université du Pacifique Sud et la Commission des Géosciences appliquées pour le Pacifique Sud.



Micronésie

Sur le terrain

Projet d'amélioration **Iles Salomon** du marché central de Honiara

(coopération financière non remboursable)

Le marché, qui subvient aux besoins alimentaires de la capitale, joue également un rôle important comme lieu de rencontre entre amis

◆ Le marché central est le siège d'une activité incessante

Ces îles ont été le théâtre des affrontements parmi les plus rudes de la bataille du Pacifique. L'archipel compte moins de 400 000 habitants, dont 50 à 70 000 vivent dans la capitale Honiara. Les îles étant formées à l'origine de basses corallines, le sol n'est pas particulièrement fertile.

Le marché central est très éloigné pour les marchands des îles voisines. En effet, après quatre ou cinq heures de bateau, ils doivent encore affronter de fréquents maës de poules sur les routes de File centrale de Guadalcanal pour rejoindre Honiara. Dans ces conditions, il est extrêmement difficile de proposer des légumes frais. Par ailleurs, aucun endroit n'est prévu pour l'événement de ces produits.

Tous supermarchés regorgent de légumes et d'autres denrées importées, mais ils sont extrêmement chers et la population locale fait ses achats dans des marchés en plein air et des magasins à la périphérie de la ville.

Le marché central a été construit au centre d'Honiara, il y a deux ans, avec des apports de coopération financière non remboursable du Japon. Son apparition a radicalement changé les habitudes de la population en matière d'achat. Le marché central est actuellement en plein essor, car il est accessible et dispose, à un prix abordable, de légumes, de poissons et de produits nécessaires à la vie courante. Tous les jours, les habitants des villages et des îles voisines s'y pressent pour vendre leurs produits.



Malgré la simplicité de sa structure, le marché central est le pôle des activités sociales à Honiara

◆ Un lieu pour les rencontres et les concerts

Il n'en coûte que 3 dollars des États-Unis pour louer un mètre carré d'espace sur le marché à la journée, ce qui est un prix très raisonnable par rapport au bénéfice que l'on peut en retirer. Et la productivité agricole semble avoir nettement augmenté depuis que les exploitants ont constaté qu'ils pouvaient réaliser des bénéfices intéressants en vendant leurs produits sur le marché. On y trouve désormais des légumes de saison tout au long de l'année.

L'un des atouts du marché central est la simplicité de sa structure. En effet, c'est une simple dalle en béton dans laquelle ont été enchâssés des

piéris pour supporter un toit. La brise rafraîchissante, qui souffle de la mer, atténue le chaleur écorçante du soleil. Construction importante pour les îles Salomon en dépit de la simplicité de sa structure, le marché est l'endroit idéal pour organiser des concerts et des rencontres entre amis.

Le marché central devrait continuer de jouer un rôle prépondérant pour la prospérité des petits exploitants agricoles et continuer de répondre aux besoins quotidiens d'approvisionnement de la capitale Honiara.

(Bancas de la JICA JOCV aux îles Salomon)

Approche des enjeux prioritaires par la JICA



Concours d'aérobic remporté par une équipe composée d'élèves d'une école primaire du Tonga sous l'encadrement de JOCV.

Deux enjeux essentiels

Dans le cadre de la coopération au développement économique et social de l'Océanie, un groupe d'étude de l'aide pour cette région a été mis en place en 1991 dans le but d'analyser les besoins de développement et d'étudier les formes possibles de l'aide à l'avenir. Ces travaux ont conduit à la réalisation d'études de confirmation de projets en Micronésie, aux îles Marshall et à Palau (exercice 1995), en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux îles Salomon (exercice 1996), aux îles Fiji et Samoa (exercice 1997) et, enfin, au Tonga et au Vanuatu (exercice 1998).

Les domaines d'action prioritaires en matière de coopération pour la quasi totalité des pays de la région concernent (1) le soutien à l'autonomie économique et (2) la protection de l'environnement et la gestion des ressources garantissant un développement durable. Les pays concernés étant presque tous de petites nations insulaires, l'aide apportée doit s'appuyer sur l'identification et la formulation de projets de coopération convaincants qui bénéficient à la région dans son entier, tout en tenant compte de l'aide apportée par les organisations internationales intervenant dans la région, notamment le Forum du Pacifique Sud. Dans le même temps, il convient de renforcer les liens avec les autres donateurs* disposant d'une expertise et d'une expérience notoire en matière de pays insulaires.

Soutien en faveur de l'autonomie économique

La formation de personnel pour la construction et la modernisation des infrastructures destinées au développement des industries clés sont deux des points les plus importants du soutien en faveur de l'autonomie économique.

Afin d'aider à la formation de personnel, la JICA

procède régulièrement à l'envoi de JOCV et à l'accueil de stagiaires, en vue de constituer un corps de personnes qualifiées, susceptibles de prendre en charge la gestion de l'économie et d'autres secteurs de pointe de l'industrie. Des apports de coopération financière non remboursables sont par ailleurs fournis pour l'amélioration et l'extension de l'Université du Pacifique Sud aux Fidji, de l'Université de technologie de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de l'Université nationale de Samoa.

Afin de renforcer l'assise nécessaire au développement des secteurs clés de l'industrie, les infrastructures en matière de communication et de radiodiffusion, de transport et d'énergie électrique sont mises à niveau de manière à refléter les besoins des nations insulaires. Une aide au développement technique est par ailleurs apportée, principalement dans le domaine de la pêche, du transport maritime et du développement des ressources liées à la pisciculture, à la promotion des petites industries de pêche, à l'élaboration des cartes marines, aux inspections maritimes et à l'exploration des ressources minières sur les fonds marins.

Aide à la protection de l'environnement et à l'exploitation des ressources

La destruction des écosystèmes côtiers et l'abattage des forêts dans cette région étant bien avancés, une aide est fournie pour la protection de l'environnement et la gestion rationnelle des ressources, de manière à garantir un développement durable. Cette coopération, axée sur la préservation des richesses naturelles, est assurée par exemple grâce à l'enseignement de méthodes destinées à protéger la barrière corallienne. L'aide fournie est également destinée à faire en sorte que les ressources renouvelables soient utilisées en harmonie avec les écosystèmes naturels, comme c'est le cas par exemple au travers de la coopération technique de projet-type liée à

la recherche forestière en Papouasie-Nouvelle-Guinée ou avec la recherche et le développement des méthodes de reproduction et d'amélioration génétiques au Tonga. Au vu des énormes progrès réalisés par les chercheurs tongans sur le plan technologique, on étudie actuellement les possibilités de diffuser les connaissances acquises dans ce domaine aux autres pays de la région par la mise en place d'un stage dans un pays tiers au Tonga.

Dans les exemples d'aides qui ont bénéficié à la région tout entière, on peut citer le projet de coopération financière non remboursable à destination de la pièce maîtresse de l'enseignement supérieur en Océanie, à savoir l'Université du Pacifique Sud. Ce projet portait sur la mise à disposition d'installations pour l'enseignement à distance et mettait en jeu des installations de recherche océanographique et des satellites. Dans le cadre des relations avec les autres organismes d'aide, le premier projet mené en collaboration avec l'Australie, qui a été lancé en janvier 1996, s'efforçait d'améliorer l'accès aux soins médicaux aux îles Fiji. On compte parvenir à des résultats similaires à ceux obtenus par la coopération technique de projet-type en combinant l'envoi d'experts individuels, l'accueil de stagiaires et les programmes de fourniture d'équipements. En outre, des travaux de recherche conjoints ont été lancés en août



Fidji

1997 afin d'analyser la structure des volcans souterrains et de circonscrire les dégâts causés par le volcan Raboul. Dans le cadre du Programme commun d'action nippon-américain, la JICA envisage également de travailler avec les Etats-Unis sur un projet concernant la création d'un centre sur la protection des récifs coralliens à Palao.

Sur le terrain

Projet de recherche forestière, phase II
(coopération technique de projet-type)

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Exploitation durable des ressources forestières à travers les générations

♦ **Efforts en vue d'un développement durable des forêts**

Environ trois quarts du territoire national de la Papouasie-Nouvelle-Guinée sont recouverts par une forêt dense tropicale. Depuis les temps les plus reculés, les habitants de ce pays ont utilisé les ressources de la forêt pour se nourrir et pour d'autres besoins quotidiens, recourant dans ce cadre à des méthodes traditionnelles de gestion communautaire. Ces dernières années, des abatages d'arbres à grande échelle ont été pratiqués dans certaines parties du pays, aussi est-il plus qu'urgent d'entreprendre des études et des recherches approfondies, afin de permettre un développement durable des ressources forestières.

De cette nécessité est né un projet de recherche forestière, animé pour l'essentiel par l'Institut national de recherche forestière, une entité créée grâce à l'aide financière non remboursable du Japon. La phase I de coopération s'est déroulée entre 1989 et 1994. La phase II, qui a débuté en 1995, traite essentiellement du développement durable des ressources forestières. Six thèmes de recherche ont été dégagés, les uns concernant la forêt naturelle et les autres, la forêt artificielle.

♦ **Etude des effets des méthodes d'abattage sélectives sur la forêt vierge**
L'un des objectifs de la recherche consiste à

déterminer avec précision les effets des opérations d'abattage commercial sur la forêt dense tropicale. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, il est obligatoire, lors des coupes sélectives, d'évacuer une certaine quantité de bois fine pour l'exportation. Mais une étude détaillée a toutefois été entreprise sur l'influence qu'une telle méthode de coupe peut avoir sur l'écologie de la forêt dense tropicale.

Dans le projet de recherche forestière, une zone test a été établie dans la forêt vierge où des coupes devaient être pratiquées à des fins commerciales et l'évolution du sol et de la forêt avant et après la coupe a été observée. Une partie de la forêt a été consignée intacte dans la zone de test, ce qui a permis de faire des comparaisons et d'obtenir des données précieuses. Ces informations sont importantes, non seulement du point de vue de l'exploitation des ressources forestières mais également sur le plan de la protection de l'environnement. Les résultats sont attendus impatiemment par les spécialistes du monde entier.

♦ **Vie en pleine nature et poursuite des études**
La zone de test étant éloignée, le groupe d'étude de plein air, composé d'experts japonais et de leurs homologues locaux, doit parfois passer plusieurs semaines dans la nature pour les besoins de leur mission. On dresse alors des tentes rudimentaires constituées de quelques



Groupes d'étude de plein air constitué d'experts japonais et de leurs homologues participant à des recherches sur la forêt vierge.

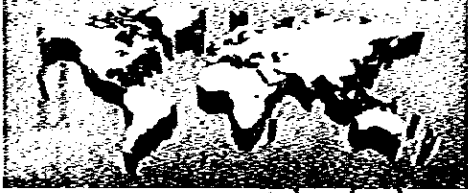
piquets fichés dans le sol supportant une grande feuille de revêtement viable en guise de toit. Les membres de l'équipe cherchent ensuite aux abords du camp de quoi se faire un lit de fortune. Même si le groupe emporte des provisions avant de partir, il y a sur place suffisamment de quoi garnir la table des coévites et notamment des créateurs, des poissons, des anguilles et des crevettes. Jusqu'aux charmes souris et aux serpents qui font même parfois partie du menu ?

Grâce au transfert de technologie réalisé par le biais de ces études et de ces mesures sur site, ainsi que par des méthodes d'analyse des données, ce projet contribue à former des chargés de recherche forestière en Papouasie-Nouvelle-Guinée, un pays dont de vastes régions sont recouvertes par la forêt dense tropicale.

(Bureau de la JICA en Papouasie-Nouvelle-Guinée)

Chapitre 8

Europe



Europe



1970 - 1975 (en \$ 1000)

Capitales (en \$ 1000)

Population (en \$ 1000)

Superficie (en \$ 1000)

Capitales (en \$ 1000)

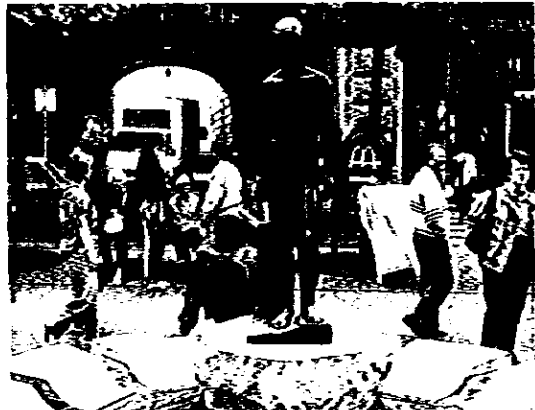
Population (en \$ 1000)

Superficie (en \$ 1000)

País	Capital	Pop.	Superficie	País	Capital	Pop.	Superficie
Albanie	Tirane	2.500.000	28.748	Chypre	Nicosie	500.000	9.251
Autriche	Vienne	8.000.000	83.859	Danemark	Copenhague	1.300.000	43.094
Belgique	Bruxelles	10.000.000	30.528	Allemagne	Berlin	21.000.000	101.853
Bulgarie	Sofie	10.000.000	110.913	France	Paris	55.000.000	640.577
Croatie	Zagreb	4.500.000	56.538	Grèce	Athènes	11.000.000	131.958
Chypre	Nicosie	500.000	9.251	Irlande	Dublin	2.500.000	70.273
Colombie	Bogotá	10.000.000	110.913	Italie	Rome	55.000.000	301.330
Corée	Pékin	10.000.000	110.913	Israël	Tel-Aviv	4.000.000	20.336
Cuba	Havane	10.000.000	110.913	Espagne	Madrid	40.000.000	505.992
Danemark	Copenhague	1.300.000	43.094	Portugal	Lisbonne	10.000.000	92.090
Allemagne	Berlin	21.000.000	101.853	Roumanie	Bucarest	21.000.000	231.501
France	Paris	55.000.000	640.577	Russie	Moscou	150.000.000	17.098.242
Grèce	Athènes	11.000.000	131.958	Slovaquie	Bratislava	5.000.000	49.035
Irlande	Dublin	2.500.000	70.273	Slovenie	Ljubljana	2.000.000	20.273
Israël	Tel-Aviv	4.000.000	20.336	Espagne	Madrid	40.000.000	505.992
Italie	Rome	55.000.000	301.330	Union soviétique	Moscou	150.000.000	17.098.242
Israël	Tel-Aviv	4.000.000	20.336	Ukraine	Kiev	50.000.000	603.628
Espagne	Madrid	40.000.000	505.992	URSS	Moscou	150.000.000	17.098.242
Portugal	Lisbonne	10.000.000	92.090				
Roumanie	Bucarest	21.000.000	231.501				
Russie	Moscou	150.000.000	17.098.242				
Slovaquie	Bratislava	5.000.000	49.035				
Slovenie	Ljubljana	2.000.000	20.273				
Espagne	Madrid	40.000.000	505.992				
Union soviétique	Moscou	150.000.000	17.098.242				
Ukraine	Kiev	50.000.000	603.628				
URSS	Moscou	150.000.000	17.098.242				

Notes: 1. Données de l'Annuaire de la Démographie et de la Statistique de l'ONU, 1975. 2. Population de la zone métropolitaine de Moscou (1970) en italique.

Etat actuel du développement régional



Hongrie

II

Chapitre 8

Europe

Appui à la démocratisation et à la réforme socio-économique

Pendant de longues années après la Seconde Guerre mondiale, les pays d'Europe centrale et orientale sont restés sous la férule de Moscou et les droits de l'homme et de l'environnement sont devenus des problèmes très préoccupants sous ces régimes à économie centrale planifiée. Au cours des années 80, l'inefficacité de la gestion de l'économie a inévitablement conduit à leur effondrement.

En 1989, la Pologne et la Hongrie ont quitté le communisme pour s'orienter vers une économie de marché. Les autres pays de la région les ont ensuite rejointes dans le processus de démocratisation et de réforme sociale.

Les pays industrialisés ont salué ces réformes et ont

apporté leur soutien à ces nations dans le cadre du Groupe des 24 (le G-24), qui associe les pays donateurs concernés - notamment les 12 Etats de l'Union européenne, le Japon, les Etats-Unis, le Canada et l'Australie - ainsi que des organisations internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Suite aux résolutions du G-24, le gouvernement japonais a depuis 1990 élargi son aide à 12 autres pays : République tchèque, Slovaquie, Bulgarie, Roumanie, Albanie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Slovaquie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine et Croatie. Une aide est par ailleurs fournie depuis 1997 dans le cadre de l'APD à l'Ukraine et à la Moldavie (qui a été transférée en janvier 1997 sur la première partie de la liste du Comité d'aide au développement (CAD)*).

Principes fondamentaux de l'aide de la JICA en Europe centrale et orientale

Depuis 1990, le Japon apporte une coopération soutenue à l'Europe centrale et orientale et axe son aide sur les domaines prioritaires suivants :

(1) Appui à l'introduction d'une économie de marché (politique économique, accroissement de la productivité, méthodes de gestion, etc.) ;

(2) Problèmes d'environnement (pollution atmosphérique, élimination des déchets, etc.) ;

(3) Reconstruction des infrastructures économiques.

En plus de ces thèmes classiques, nous devons renforcer les approches par pays dans les domaines prioritaires de l'aide suivant les orientations et le

rythme de développement de différents pays. La Pologne, la République tchèque, la Hongrie et l'Estonie sont relativement bien avancées dans la voie du développement et devraient rejoindre l'Union européenne en 2002. L'aide à ces pays concerne essentiellement la coopération pour le suivi de précédents projets et plus particulièrement le transfert de technologie et d'expertise industrielles et la lutte contre la pollution industrielle.

D'autre part, dans le cas de pays où les réformes n'ont pas suivi de manière aussi harmonieuse qu'on le souhaitait, comme la Bulgarie, la Roumanie et la Moldavie, la priorité a été donnée à des formes de coopération socio-économique

de type plus classique, dans des domaines tels que la modernisation des infrastructures économiques, le développement agricole, les soins de santé et l'aménagement de réseaux d'adduction d'eau et d'égouts.

Plusieurs pays, notamment la Macédoine, l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine connaissent d'épineux problèmes politiques liés aux questions ethniques. L'aide s'attache dans ce cas à la consolidation de la paix après les conflits et au soutien de la reprise à moyen et à long terme, en accordant à l'équilibre ethnique l'attention qui lui est due.



Slovaquie

L'importance d'une évaluation de la situation économique et des besoins d'aide de chaque pays

Maintenant qu'une décennie s'est écoulée depuis la chute du communisme, de nettes différences commencent à se dessiner entre les différents pays d'Europe centrale et orientale sur le plan de la transition vers une économie de marché et des résultats de la réforme économique et sociale.

Plusieurs pays, notamment la Pologne, la Hongrie et la République tchèque progressent en douceur dans la voie des réformes. Après avoir rejoint l'OTAN, ils devraient bientôt entrer dans l'Union européenne. D'autre part, la Roumanie, la Bulgarie et l'Ukraine éprouvent de très graves difficultés à reconstruire leurs économies et leurs tissus industriels. Non seulement, ces pays souffrent de problèmes de gestion économique,

mais ils connaissent aussi une tendance de plus en plus marquée à l'augmentation du nombre de pauvres et au déclin du niveau des soins médicaux.

Les pays des Balkans, notamment ceux qui formaient l'ex-Yougoslavie et l'Albanie, sont aujourd'hui déstabilisés par de nombreux facteurs liés à la guerre civile et aux problèmes ethniques, aussi la stabilité politique ainsi que la reconstruction et le développement économique sont-ils des enjeux importants pour chacun d'eux.

C'est pourquoi il est devenu toujours plus important ces dernières années d'évaluer correctement la situation économique et les besoins d'aide de chaque pays d'Europe centrale et orientale, afin de combiner et de moduler le plus efficacement possible les différentes formes de soutien intellectuel*, notamment l'appui à l'introduction d'une économie de marché et les types plus classiques de coopération au développement sur le plan économique et social.

Sur le terrain

Amélioration de la gestion, accroissement de la productivité, assurance qualité

Bulgarie

Aspiration au renouveau industriel de "la belle Bulgarie"

(envoi d'experts)

◆ Des difficultés à échapper à l'ancien système

Durant les années de régime communiste, la Bulgarie jouissait d'une situation nettement plus favorable que les autres pays satellites de Moscou, grâce à ses exportations vers les pays du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) et notamment des tomates et des fruits, des ordinateurs, des chariots élévateurs à fourche et des machines à commande numérique. Les besoins quotidiens de la population étaient pris en charge par l'Etat, ce qui se traduisait par un certain bien-être, même avec le changement de système politique. Aussi, le pays a mis longtemps avant de s'engager dans la voie de la réforme. La situation économique s'est de ce fait progressivement détériorée jusqu'à ce que le pays commence à ne plus lui offrir ses avantages. Les choses ont changé au printemps 1997, avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement démocratique. Enfin arrivée en 1998, la privatisation des entreprises devait s'achever en 1999. Elle a consisté de nombreuses sociétés à procéder à des réformes sur le plan de la gestion et l'on a assisté à une augmentation du nombre de demandes de formation et de conseil dans ce domaine.

◆ Formation de cadres dirigeants : l'un des principaux enjeux de la réforme des entreprises

Auparavant, les sociétés n'avaient pas obligation de réaliser des ventes ou de rechercher les bénéfices ou la qualité. En outre, les domaines de responsabilité et les champs de compétence étaient très fixes, et l'évaluation objective des performances restait chose exceptionnelle. Personne n'avait d'incitation à faire des efforts, tout le monde percevait le même salaire, indépendamment de ses capacités, et le niveau des revenus ne reflétait aucunement les aptitudes ou l'assiduité.

L'un des moyens de changer cette situation consistait à préciser les objectifs, les responsabilités et les compétences dans l'entreprise et à instaurer un système impartial d'évaluation des performances. Cela n'est possible que si les cadres dirigeants se sentent investis d'une mission et font preuve de solides qualités d'amateurs. Réformer la gestion d'une entreprise suppose de faire changer des idées ancrées depuis presque plus d'un demi siècle. Les cadres dirigeants doivent agir dans la ferme conviction que cette réforme contribue à la



Conseillers en gestion mettant à jour les problèmes par le biais d'entretiens avec les directeurs de sociétés.

prosperité de leur société et au bien-être des employés. Si les cadres supérieurs ne sont pas motivés, ce ne sont pas leurs subordonnés qui prendront l'initiative. Dans les sociétés qui croquent des dirigeants d'exécution, les effets d'un fort leadership se font rapidement sentir. La formation des cadres supérieurs demeure le principal prétexte à l'envoi d'experts.

(Bureau de la JICA en Bulgarie)

Approche des enjeux prioritaires par la JICA



Hongrie

II

Chapitre 8

Europe

Exploitation optimale de la coopération

L'appui à la transition vers une économie de marché est l'un des enjeux prioritaires de l'aide en Europe centrale et orientale. Vaste concept, il englobe la fourniture de conseils en matière de politique sur le soutien à l'industrie, l'amélioration des systèmes juridiques, l'apport d'une aide pour le développement des ressources humaines* (intégrant la formation du personnel requis pour les nouveaux systèmes économiques et les nouvelles industries) et le transfert de technologie et de savoir-faire.

En Pologne, la JICA aide au développement des ressources humaines dans le domaine des sciences de l'information à l'Université nippo-polonaise des techniques de l'information dans le cadre d'un projet sur quatre ans, lancé en 1996. En Hongrie, l'aide de la JICA, qui devait se poursuivre jusqu'à fin 1999, s'est concrétisée par la création du Centre hongrois d'amélioration de la productivité et un appui sur le plan du contrôle de la qualité, des améliorations des usines, de la dotation en personnel et du travail. Ce projet de coopération a par exemple permis d'organiser, au cours de l'exercice 1999, un séminaire sur l'amélioration de la productivité, sous la direction conjointe du gouvernement japonais et du Parlement européen. Ce séminaire est destiné spécialement aux autres pays de l'Europe centrale et orientale et nous espérons que le transfert de technologie* de la Hongrie vers ces derniers portera les fruits escomptés.

Dans l'aide que la JICA fournit à ces pays, qui sont dotés d'excellentes capacités technologiques et d'un grand capital humain – contrairement à la plupart des pays en développement – il faut veiller tout particulièrement à concilier les acquis en matière de technologie et le niveau d'expertise de l'aide japonaise. L'objectif final de ces pays étant d'adhérer à l'Union européenne, nous devons établir la meilleure manière de faire ressortir les spécificités de la coopération japonaise, tout en

garantissant une totale harmonie avec les politiques, les règles fondamentales et les systèmes juridiques de l'Union européenne.

Aide à la consolidation de la paix après les conflits et à la reconstruction

Le soutien à la reprise après les conflits est un enjeu majeur de la coopération future avec l'Europe centrale et orientale, particulièrement dans la région des Balkans.

Suite à l'accord de Dayton signé en novembre 1995, le Japon s'est mobilisé pour appuyer le processus de reconstruction de la Bosnie-Herzégovine. Depuis 1996, la JICA continue de détacher des spécialistes de la formulation de projets et des missions d'étude en Bosnie. Elle contribue également à la consolidation après les conflits et à la reconstruction par des apports d'aide financière non remboursable et de coopération technique dans les domaines où les activités entreprises sont susceptibles de produire des résultats assez rapidement, comme l'énergie électrique, les transports et les soins médicaux.

Au cours de l'exercice 1999, la coopération devrait couvrir l'élimination des mines terrestres et l'aide aux victimes des mines. Nous prévoyons par ailleurs d'entreprendre une action de soutien en faveur d'un développement national durable à moyen et à long terme.

Le soutien apporté par le Japon à la Bosnie-Herzégovine prend pleinement en compte l'équilibre ethnique et concerne donc la consolidation après les conflits et non pas uniquement le redressement et le développement national, un fait qui a été salué avec enthousiasme par les Bosniaques.

Les apports d'aide et l'expérience du Japon devraient donc avoir une action déterminante à l'avenir sur la consolidation et la reconstruction des autres pays des Balkans et des Etats voisins encore sous le coup des conflits ethniques et de leurs répercussions.



Slovaquie

Sur le terrain

Le logo de la JICA flotte sur un hôpital des urgences

◆ Relèvement du niveau des soins médicaux en Roumanie

Tout premier hôpital des urgences en Roumanie, l'Hôpital Floreasca à Bucarest porte le logo de la JICA. La coopération avec cet établissement a débuté par l'accueil de stagiaires en 1995 et se poursuit aujourd'hui. L'action a été dirigée à la fourniture d'équipements, l'envoi de JOCV et d'experts et l'apport d'une aide financière non remboursable. Tous ces efforts sont axés sur cet hôpital.

Même si la Roumanie est située en Europe, les services médicaux dans ce pays sont très défectueux. Les étrangers et même les Roumains dont l'état nécessite une intervention sont généralement envoyés vers la France, l'Autriche ou l'Allemagne, pour y recevoir des soins en urgence. Souvent, les proches roumains ne sont même pas en mesure d'offrir les soins médicaux primaires.

De ce fait, de nombreux pays apportent leur coopération dans le domaine des soins de santé. La JICA avec ses efforts sur l'Hôpital des urgences Floreasca et le relèvement du niveau des soins médicaux en Roumanie.

◆ Capacité de traitement quotidienne portée à quinze patients

Cette photographie prise lors de la cérémonie organisée pour le don d'une unité d'angiographie réunit tous les participants au projet. Les experts, l'ambassadeur du Japon, les membres du personnel, des anciens stagiaires et des JOCV ont été photographiés dans le hall d'entrée de l'hôpital où le logo de la JICA a été apposé. Nous n'avons

L'Hôpital des urgences Floreasca à Bucarest [Roumanie]

(accueil de stagiaires, etc.)



Logo de la JICA dans le hall d'entrée de l'hôpital

pas été consultés, mais bien de nous plaindre de cet état, nous avons remercié nos collègues roumains pour leur attitude généreuse.

La coopération avec l'Hôpital Floreasca a débuté par une formation pour des stagiaires roumains sur les transplantations du foie et d'autres questions médicales à l'Hôpital universitaire d'Osaka. Il s'en est suivi une fourniture d'équipements qui, grâce aux efforts des Roumains, permettent aujourd'hui de traiter 15 patients par jour. En tant qu'hôpital des urgences, il fonctionne en continu suivant un système de triple équipe rotative et ouvre ainsi des vies locales 24 heures sur 24.

◆ Activités des infirmières JOCV

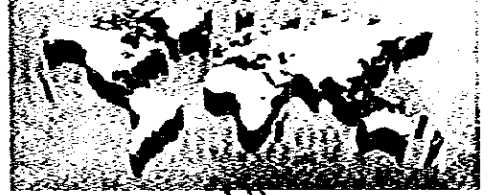
Outre le manque d'équipements médicaux, l'insuffisance de notions élémentaires d'hygiène

chez les infirmières et la pénurie de simples consommables, notamment des seringues, posent de sérieux problèmes. L'Hôpital Floreasca ne fait pas exception à la règle et les infirmières JOCV ont eu rôle important à jouer dans ce cadre. Le premier obstacle à franchir n'était pas seulement celui de la langue; elles devaient également composer avec l'absence de connaissances de base des infirmières roumaines, une structure de travail très hiérarchisée, un manque de communication et le fait que la bureaucratie hospitalière entravait le transfert des rôles consommables vers les services qui en avaient le plus besoin. Malgré ces frustrations, les infirmières JOCV continuent de travailler en étroite collaboration avec leurs collègues roumaines et la démarche japonaise s'impose désormais lentement mais sûrement.

(Bureau de la JICA JOCV en Roumanie)

Chapitre 9

Asie centrale et Transcaucasie



Asie centrale et Transcaucasie



Pays	1970 (année de base)			Chapitre 1982 à 1984 (Jan.-Dec. 1984)							
	Population (millions)	Produit Intérieur Brut (milliards de dollars)	PIB par habitant (dollars)	Indice de développement humain	Indice de développement humain	Indice de développement humain	Indice de développement humain	Indice de développement humain	Indice de développement humain	Indice de développement humain	Indice de développement humain
Arménie	4.6	0.8	170	11	11	11	11	11	11	11	11
Azerbaïdjan	15.1	0.8	53	11	11	11	11	11	11	11	11
Géorgie	5.6	0.8	140	11	11	11	11	11	11	11	11
Kazakhstan	17.8	0.8	45	11	11	11	11	11	11	11	11
Kyrgyzstan	4.5	0.8	180	11	11	11	11	11	11	11	11
Tadjikistan	1.8	0.8	450	11	11	11	11	11	11	11	11
Uzbekistan	15.0	0.8	55	11	11	11	11	11	11	11	11

Notes: Nouveaux États (après le retrait de l'Union soviétique) en 1991. Données des années précédentes (avant 1991) si disponibles.

Etat actuel du développement régional



Kirghizistan

Développement des capacités nationales et besoin de reconstruction de l'économie

Situés au cœur du continent eurasiatique, l'Asie centrale (Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghizistan, Turkménistan et Tadjikistan) et la Transcaucasie (Azerbaïdjan, Géorgie et Arménie) couvrent une superficie de 4,2 millions km² et totalisent 70 millions d'habitants. Ces pays sont devenus indépendants suite à l'éclatement de l'Union soviétique en décembre 1991. Dans les cinq pays de l'Asie centrale et l'Azerbaïdjan, la langue principale est le russe. Le Tadjikistan est persanophone, alors que les cinq autres pays sont de langue turque. Tous les pays d'Asie appartiennent à la branche islamique sunnite, bien que l'influence de l'islam ne soit pas très forte, excepté dans certaines parties du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan. L'Arménie et la Géorgie sont des pays de religion chrétienne avec chacun leur propre langue.

Les turbulences liées à la transition du communisme vers une économie de marché ont été durement ressen-

ties par les économies nationales de chaque pays de la région. Même si les réformes requises pour l'adoption d'une économie de marché ont été en partie couronnées de succès, fin 1998, le PIB de chaque pays – Ouzbékistan excepté – était toujours inférieur de moitié à ce qu'il avait été lors de l'accession à l'indépendance. De nombreux problèmes graves restent à résoudre, notamment la stagnation de l'économie et le manque d'infrastructures*. Les raisons d'espérer une amélioration de la situation économique restent minces, et le développement des capacités nationales ainsi que la reconstruction économique doivent être menés de pair pour relever le niveau de vie de la population.

Situations diversifiées sur le plan politique et économique

Plus de sept ans ont passé depuis l'accès des pays de la région à l'indépendance et leurs situations sur le plan politique et économique se diversifient de plus en plus.

Principes fondamentaux de l'aide de la JICA en Asie centrale et en Transcaucasie

Après avoir acquis leur indépendance de l'Union soviétique, les pays d'Asie centrale et de Transcaucasie ont connu des évolutions majeures sur le plan du système politique. Dans son aspiration à réaliser la transition vers une économie de marché, chaque pays s'emploie à libéraliser les prix et les échanges, à privatiser les entreprises publiques, à introduire une réforme monétaire et à moderniser le système juridique. Toutefois, de par la pénurie de capital humain occasionnée par les longues années passées sous le régime communiste, ces pays sont confrontés à quantité de problèmes. La JICA fournit une aide principalement axée sur la formation de personnel en appui à l'économie de marché, afin de contribuer au développement

économique de l'Asie centrale et de la Transcaucasie.

Les problèmes écologiques dont on ne se préoccupait que rarement au temps de l'Union soviétique émergent actuellement. Parmi les principaux, on peut citer la pollution de l'air par les émissions industrielles de suie et de fumée, la contamination de l'eau par les usines et les effluents rursiers, l'affaissement des terrains lié au pompage de l'eau souterraine, la dégradation des sols par salinisation dans les régions adjacentes à la mer d'Aral et la pollution de l'eau de la mer Caspienne. La JICA apporte une aide axée sur la réalisation d'études pour recueillir les problèmes de ce type dans la région et la fourniture d'une formation destinée à la modernisa-

tion des systèmes administratifs en relation avec les problèmes d'environnement.

Divers problèmes font leur apparition suite aux importants changements survenus sur le plan social. Toutefois, la JICA cible son aide sur des domaines étroitement liés à la vie quotidienne de la population et notamment les soins médicaux. Outre la fourniture d'équipements par le biais d'appels de coopération financière non remboursable, nous concentrons sur des formes moins tangibles d'aide, telles que le recrutement d'experts et l'accueil de stagiaires.

Nous poursuivons par ailleurs notre aide visant à réhabiliter les infrastructures économiques délaissées de la région.

Si les économies nationales reposent sur l'agriculture (secteur qui compte pour près de 40 % du PIB), elles bénéficient aussi de la présence de ressources naturelles, telles que le pétrole et le gaz naturel. Elles disposent en outre de ressources minérales, notamment de métaux rares et de charbon, ainsi que d'usines de première transformation. La première phase de stabilisation économique est maintenant passée et les pays riches en ressources naturelles, tels que l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan cherchent des moyens d'exploiter au mieux ces dernières. Leur principale aspiration est de les développer et d'établir des débouchés d'exportation, afin de recueillir les devises étrangères nécessaires à leur développement économique et au maintien de leur indépendance. La Géorgie et l'Arménie, qui ne possèdent pas de ressources naturelles notables, s'efforcent de jouer un rôle dans le transport d'énergie. Au Tadjikistan, les conflits internes qui ont éclaté suite à l'indépendance se sont considérablement atténués et le pays s'est engagé sur la voie de la réforme économique.

Sur le plan de la mise en œuvre des réformes, l'Ouzbékistan et le Turkménistan suivent les voies qu'ils se sont eux-mêmes tracés et qui s'écartent des programmes d'ajustement structurel⁹ de la Banque mondiale et du FMI en matière de politique de change, de privatisation et de déréglementation. A l'opposé, le

Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et les trois pays de la Transcaucasie procèdent à des réformes structurelles dans le domaine de la libéralisation des prix, de la privatisation, de la déréglementation et de la libéralisation des échanges, conformément aux directives de la Banque mondiale et du FMI.

En mars 1996, le Kazakhstan et le Kirghizistan ont conclu avec le Belarus un accord visant à renforcer l'union entre ces trois nations, et se sont montrés favorables à l'idée d'un renforcement de la Communauté des Etats indépendants (CEI) autour de la Russie. L'Ouzbékistan et le Turkménistan ont toutefois tendance à faire cavalier seul. En Transcaucasie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie renforcent leurs liens avec l'Ouest, notamment dans le cadre du développement pétrolier, alors que l'Arménie se tourne vers la Russie, plus particulièrement pour des questions de sécurité.

La crise financière qui a frappé la Russie en août 1998 a porté un coup sévère à ces pays. Leurs exportations vers la Russie ont chuté de manière spectaculaire, les envois d'argent des personnes travaillant en Russie vers leur pays d'origine ont baissé, les investisseurs étrangers ont quitté la place et l'investissement a décliné. L'économie stagne, ce qui freine les efforts de réforme. Les répercussions sont particulièrement importantes au Kirghizistan et en Géorgie.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Etablissement du premier bureau régional à Tachkent

L'accèsion des pays d'Asie centrale et de Transcaucasie à l'indépendance est relativement récente, aussi sont-ils tous confrontés au même problème, à savoir une infrastructure qui ne leur permet pas d'assurer leur propre développement économique. Face à cette situation,



Ouzbékistan

la JICA fait porter ses efforts de coopération dans quatre domaines : appui à l'introduction d'une économie de marché, modernisation de l'infrastructure économique axée sur les transports et les communications, coopération dans le secteur social axée sur les soins médicaux et l'éducation, et protection de l'environnement. Ces pays traversant le processus de transition d'un régime communiste vers une économie de marché, diverses formes concrètes de coopération devraient avoir pour eux leur

importance. Au mois de mars 1999, le Japon avait enregistré la visite de 810 stagiaires originaires de ces pays. En outre, nous fournissons une aide axée sur le recrutement d'experts et des études de développement dans les domaines des communications, de la finance, de l'environnement, de l'infrastructure des transports et de l'exploitation des ressources.

En juillet 1997, le premier ministre japonais de l'époque, M. Hashimoto, a présenté sa "diplomatie eurasiennne", dont le principe repose sur la promotion des relations diplomatiques avec les pays d'Asie centrale et de Transcaucasie, regroupés au sein d'une région dite de la Route de la soie. Dans le cadre des efforts pour renforcer les liens sur le plan de la coopération économique, la JICA a été invitée à étendre la coopération technique dans cette région. C'est le contexte qui a présidé à l'ouverture en juillet 1999 du premier bureau de la JICA dans la région, à Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan. Ce bureau travaille actuellement à l'établissement d'un système d'exécution de l'aide dans cette zone.

Appui à l'économie de marché

Le "soutien décisif aux politiques importantes*", tel qu'il est pratiqué en Ouzbékistan, constitue l'un des modes d'appui à l'économie de marché dans la région. L'objectif consiste à soutenir la transition vers une économie de marché en véhiculant la propre expérience d'après-guerre du Japon en matière de reconstruction économique, une expérience dont témoignent le remaniement des finances nationales, la privatisation ou encore la réforme administrative et fiscale. Des chercheurs, des administrateurs et des dirigeants de sociétés privées du Japon sont envoyés à l'Ecole pour la construction nationale et sociale pour intervenir dans des séminaires et assurer un vaste programme de cours magistraux intensifs sur les idées inconnues dans les économies dirigées.

Nous nous efforçons par ailleurs de créer des "Centres Japon" dans la région. Ces établissements serviront à l'enseignement du commerce, à l'apprentissage du japonais et comme relais pour les échanges avec le Japon. Nous espérons qu'ils pourront servir de lieu pour la formation des ressources humaines chargées de réaliser la transition vers une économie de marché et aussi pour approfondir les relations avec le Japon. Un centre de ce type a été créé au Kirghizistan par le biais d'un comité de soutien (*). La JICA prévoit à l'avenir non seulement de coopérer avec ce Centre, mais également d'établir des Centres similaires en Ouzbékistan et au Kazakhstan.



Ouzbékistan

Aide aux victimes de l'exposition aux rayonnements à Semipalatinsk

Dans le domaine des soins médicaux, les efforts ont consisté jusqu'ici à réduire certaines difficultés liées au passage à l'économie de marché, notamment par la fourniture d'un équipement médical grâce à des apports de coopération financière non remboursable. Ces activités sont maintenant complétées par une formation dans les domaines de l'administration, de la gestion et du contrôle sanitaire. L'aide aux victimes de l'exposition aux rayonnements à Semipalatinsk au Kazakhstan est récemment venue s'ajouter à ces activités. L'Union soviétique a réalisé environ 470 essais nucléaires sur ce site dans le nord-est du pays et plus de 200 000 habitants de la région souffrent aujourd'hui de leurs retombées. En collaboration avec les agences concernées, la JICA étudie les possibilités d'envoi d'experts pour soigner les personnes touchées et fournir l'équipement médical requis pour le diagnostic et le traitement.

Nous nous efforçons par ailleurs d'aider à la transition vers la démocratie au Tadjikistan, un pays qui est maintenu en état d'instabilité politique suite à la guerre civile. En mars 1999, la JICA a organisé un séminaire sur la démocratisation dans ce pays à l'intention des représentants du gouvernement et d'anciens groupes d'opposition. L'objectif est d'accueillir 500 stagiaires sur une période de cinq ans à compter de 1999 pour soutenir le processus de paix et la transition vers la démocratie. Des cours de formation spéciaux focalisés sur l'appui à la démocratisation, à la reconstruction et à la modernisation des infrastructures seront institués et spécifiquement axés sur le Tadjikistan.

(*) Comité de soutien : Agence internationale créée en vertu d'un accord entre le gouvernement japonais et les gouvernements des NPI (nouveaux pays industrialisés) en vue de soutenir les réformes visant à réaliser la transition vers une économie de marché.

Aperçu des activités de la JICA

III^{eme} Partie



Identification et formulation



Mission chargée de la formulation de projets dans le domaine des soins médicaux en Albanie. Même l'Hôpital universitaire de Tirana, dans la capitale, souffre de la pénurie d'équipements de base et de médicaments.

Aperçu des activités de la JICA

Les activités de la JICA suivent un processus intégré (le cycle du projet) constitué de quatre grandes étapes : la planification, la mise en œuvre, l'évaluation, puis l'intégration de l'information pertinente à l'étape de la planification d'un nouveau projet. Pour pouvoir améliorer le contenu des programmes et optimiser l'impact de la coopération technique, chaque étape du cycle doit être suivie et gérée en fonction d'un plan intégré. La liste suivante indique les aspects particulièrement importants des principales étapes :

(1) Planification :

L'étude et l'analyse des besoins et des demandes des pays en développement, la définition des groupes cibles ainsi que la spécification des objectifs, des cibles, des ressources à utiliser (nombre d'experts à recruter, domaines de spécialisation, coût projeté pour l'ensemble du projet, etc.) et du programme détaillé des activités.

(2) Mise en œuvre :

L'exécution d'un projet conformément au plan, la révision des orientations du plan en fonction du suivi de la mise en œuvre, et l'obtention de résultats.

(3) Evaluation :

L'analyse de la concordance des résultats obtenus avec les cibles établies à l'origine, la mesure de l'impact du projet, l'étude des modes d'obtention des résultats et l'exploitation de l'information obtenue pour la conception de nouveaux projets.

Dans la troisième partie de ce rapport, les activités de la JICA sont examinées sous l'angle des trois étapes du cycle du projet ainsi que des efforts déployés pour renforcer les bases permettant leur réalisation :

1. Identification, formulation et planification des projets (chapitre 1)
2. Mise en œuvre des projets (chapitre 2)
3. Evaluation et suivi (chapitre 3)
4. Renforcement des bases pour la mise en œuvre des projets (chapitre 4).

Aperçu des activités d'identification, de formulation et de planification

Pour optimiser l'efficacité des actions d'aide de la JICA, il est important de bien cerner les besoins des PED et de planifier et de réaliser des projets adaptés aux circonstances de chaque pays, en fonction des connaissances obtenues sur les conditions, l'organisation et les systèmes sociaux et économiques de chacun (en d'autres termes, il convient d'adopter une approche par pays).

Pour que la JICA puisse mettre en route un projet, le gouvernement du pays récipiendaire doit en principe soumettre une demande d'aide par la voie diplomatique. Toutefois, certains pays en développement ne disposent pas de décideurs politiques qualifiés pour déterminer les types de projets à mettre en œuvre pour la promotion du développement national.

En outre, même ceux qui sont en mesure de bien cerner leurs besoins et de concevoir des projets peuvent ne pas posséder les structures nécessaires pour gérer des apports d'aide extérieure. La JICA adopte alors une approche par pays. Elle analyse les conditions et problèmes d'un pays récipiendaire et examine les axes du développement avant de mettre au point un projet de

coopération concret. Ce processus correspond à la phase d'identification et de formulation d'un projet.

Une évolution récente concerne la formulation de plans de mise en œuvre des projets par pays. Elle doit permettre d'étudier et d'élaborer des projets en mettant l'accent sur les résultats qui traduisent le mieux les besoins locaux. Ces plans sont destinés à préciser l'état d'avancement et les résultats obtenus pour les différents projets qui traitent d'un problème de développement particulier. Ils supposent par ailleurs l'étude et la mise en œuvre d'une approche globale des problèmes de développement par pays.

L'importance d'un point de départ de la coopération

L'identification et la formulation constituent le point de départ de la coopération et en déterminent l'orientation. La JICA leur attache une très grande importance car elle estime qu'elles sont indispensables à la réussite d'un projet de coopération, tout comme les évaluations menées en fin de projet.

La JICA prévoit le financement d'étapes prévues en début et en fin de projet pour optimiser l'impact de l'aide. Nous examinerons dans la suite les principaux volets du travail d'identification, de formulation et de planification des apports de coopération, et notamment (1) la collecte et la gestion de l'information par pays, (2) l'identification et la formulation de projets et (3) les études et recherches destinées à rendre l'aide plus efficace et plus productive.

Collecte et gestion de l'information par pays

1. Création d'une base de données de l'information par pays

La collecte et l'analyse de données de base sur les pays en développement jouent un rôle indispensable pour le renforcement de l'approche par pays. La JICA recueille et analyse des données de base sur le secteur socio-économique ainsi que des informations techniques et des renseignements sur les apports d'aide d'autres institutions. Elle classe et ordonne également de manière systématique l'information et les données d'expériences recueillies dans le cadre des activités d'aide japonaises. Cette approche permet à l'Agence d'obtenir une information très complète pour la mise en œuvre de l'aide par pays.

Au cours de l'exercice 1998, la JICA a créé une base de données centralisée afin d'intégrer et d'affiner l'information par pays jusqu'ici recueillie. Un système

a été mis en place afin de simplifier l'informatisation et le partage des données et d'en faciliter l'accès.

Les données traitées par ce système sont de deux types : elles sont décrites ci-après et seront proposées en libre accès sur le site web de la JICA au cours de l'exercice 1999.

(1) Information de base par pays

Information à caractère socio-économique ou concernant des thèmes particuliers, notamment le développement social, l'agriculture, la foresterie, la pêche ou encore l'environnement et la PFD* (participation des femmes au développement).

(2) Information sur la mise en œuvre des projets

Information décrivant de manière détaillée les résultats atteints grâce aux projets.

2. Affectation de conseillers techniques locaux

Des conseillers techniques locaux sont affectés aux bureaux de représentation de la JICA pour recueillir et analyser cette information de base ainsi que d'autres renseignements pertinents touchant aux propositions de projets soumises par les pays bénéficiaires. Le principal but visé est d'obtenir des données techniques et autres, notamment sur l'effectif de techniciens de l'organisation bénéficiaire, ses compétences, sa capacité financière ainsi que sur l'état des infrastructures* locales correspondantes. Au cours de l'exercice 1998, 69 conseillers techniques locaux ont été employés dans 43 pays.

Identification et formulation de projets

1. Etudes de formulation de projets

Il peut arriver que des demandes d'aide soient mal formulées et manquent de précision, ou qu'il soit difficile pour un pays de soumettre une demande, en dépit du caractère prioritaire des projets envisagés.

Des études sur le terrain s'avèrent alors nécessaires suivant les secteurs prioritaires. Une étude et une analyse s'imposent sur l'utilité et les modalités de l'aide, les capacités des institutions de ce pays, les mécanismes en place pour la réalisation des projets envisagés, ainsi que les impacts (positifs et négatifs) attendus sur l'économie et la société. Des discussions doivent par ailleurs avoir lieu avec le gouvernement du pays bénéficiaire et les organisations concernées (y compris des ONG). Ces activités servent normalement de base pour l'élaboration du meilleur plan de coopération possible.

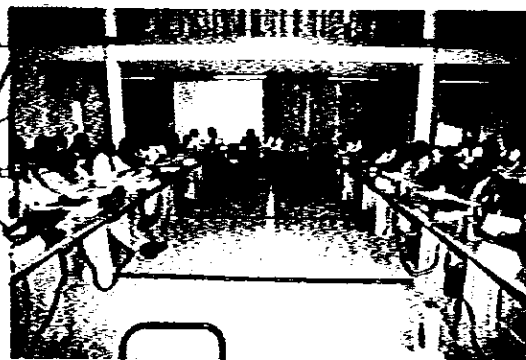
La JICA réalise ainsi des études de formulation de projets pour élaborer de tels plans. Ces études peuvent être réalisées par des missions envoyées du Japon ou par des consultants locaux employés par les bureaux de représentation de la JICA.

Au cours de l'exercice 1998, 70 études de ce type ont

III



Atelier de coopération intra régionale (Réseaux de transport et de circulation en Afrique australe)



été réalisées dans 61 pays et régions en développement.

Elles se répartissent comme suit :

- (1) Asie : 37 (53 %)
- (2) Moyen-Orient et Maghreb : 9 (13 %)
- (3) Afrique : 15 (21 %)
- (4) Amérique latine : 6 (9 %)
- (5) Océanie : 1 (1 %)
- (6) Europe : 2 (3 %)

2. Ateliers de coopération intra régionale sur des domaines spécifiques

Pour pouvoir identifier et formuler des projets pertinents, non seulement pour des pays spécifiques mais également pour les pays voisins au sein d'une même région, la JICA a mis en place un système d'ateliers spéciaux de coopération intra régionale sur des domaines particuliers, où les représentants des pays concernés peuvent se réunir et discuter des meilleurs modes de coopération.

Au cours de l'exercice 1998, des ateliers ont été organisés dans deux pays. Dans le cadre d'un atelier sur deux jours en Indonésie, destiné à trouver des moyens de lutte contre les feux de forêt en Asie du Sud-Ouest, cinq pays de cette région ont pris part aux discussions sur le meilleur mode d'intervention et ont exploré les possibilités de coopération future.

En République d'Afrique du Sud, un atelier sur trois jours a été organisé pour la formulation de projets dans le domaine des transports en Afrique australe. Cet atelier, censé s'inscrire dans le prolongement des résultats de la seconde Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD II), a été suivi par 13 pays d'Afrique australe. Les discussions ont porté sur la manière de moderniser les principaux réseaux de transport et de circulation par-delà les frontières nationales. Les possibilités de coopération future ont été explorées et les principaux points nécessitant un examen ultérieur ont été consignés.

3. Ateliers de formulation de projets en association avec les gouvernements locaux

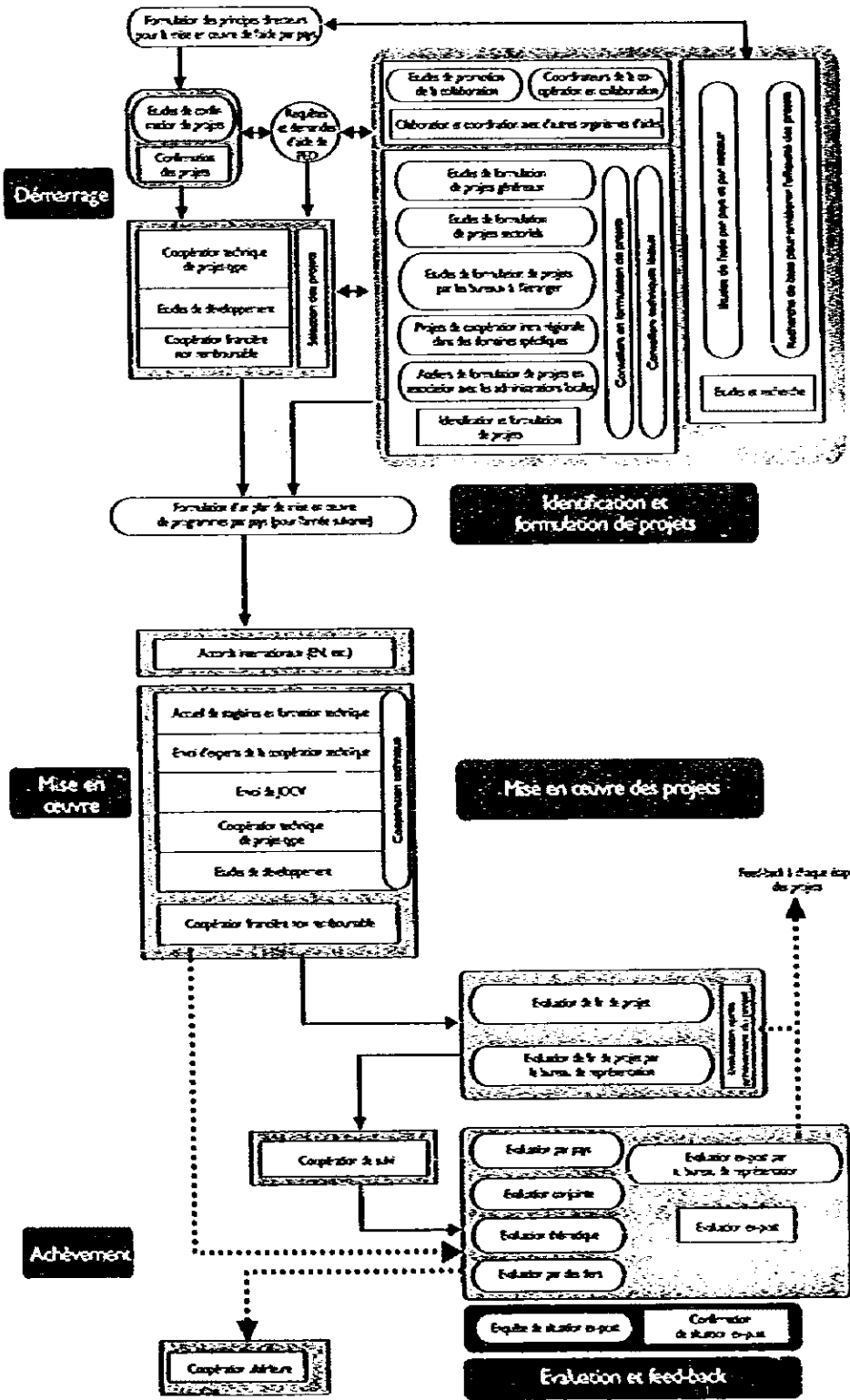
Ces dernières années, les problèmes écologiques se sont aggravés dans les PED, suite aux avancées de l'urbanisation et de l'industrialisation et aux disparités socio-économiques croissantes entre zones urbaines et rurales. Le savoir-faire et l'expérience en matière d'administration locale acquis par les autorités locales au Japon devraient s'avérer efficaces pour répondre aux questions posées par le développement régional. Les administrations locales mettent par ailleurs progressivement de plus en plus l'accent sur la coopération internationale en tant que volet de leurs activités de promotion régionale.

Au cours de l'exercice 1998, la JICA a institué, en association avec les autorités des administrations locales, un système d'ateliers de formulation de projets, visant à exploiter les ressources de ces collectivités territoriales japonaises pour aider à répondre aux besoins des PED.

Afin d'étudier s'il était possible d'introduire au Malawi la campagne de promotion de produits locaux "Un Village, Un Produit" que mène actuellement la préfecture d'Oita, celle-ci a organisé au cours de l'exercice 1998 un atelier de deux jours auquel elle a convié des représentants officiels de ce pays.

Un rapport sur la situation actuelle au Malawi a été présenté et les activités de l'administration préfectorale de Saitama au Népal ont été relatées afin d'illustrer la manière dont une autre autorité locale japonaise abordait ce domaine. Des échanges de vues et des discussions ont eu lieu sur les systèmes de coopération pour le futur. Des idées concrètes de projets de coopération ont également été examinées à la faveur de visites d'inspection des installations concernées.

Figure 3.1 Déroutement des projets de coopération technique





Atelier de formulation de projets en association avec l'administration locale de la préfecture d'Oita (inspection des installations concernées)



4. Conseillers en formulation de projets

Le système des spécialistes de la formulation de projets a été mis en place afin d'envoyer des experts dans des domaines prioritaires pour le développement des pays récipiendaires, de cerner les besoins de ces pays sur une période relativement longue, de concevoir des projets de haute qualité et de traiter les demandes de projets. Des conseillers en formulation de projets sont envoyés dans les bureaux de représentation afin d'étudier l'ordre de priorité des demandes de projets et de plans de coopération, tout en restant en contact étroit avec les organisations concernées dans le pays récipiendaire à des fins de consultation et de coordination.

Comme indiqué plus loin, on a assisté ces dernières années à une augmentation considérable du nombre de pays récipiendaires, d'enjeux et de méthodes. Face à cet accroissement, les conseillers en formulation de projets ont un rôle de plus en plus important dans l'identification et la formulation de projets de haute qualité capables de faire avancer efficacement le processus de développement.

(1) Pays dans lesquels le Japon dispose de peu d'expérience dans l'apport d'aide et nouveaux pays récipiendaires.

(2) Nouveaux enjeux de l'aide, notamment la suppression des mines terrestres.

(3) Nouvelles méthodes d'aide, notamment la coopération et la collaboration avec d'autres organismes d'aide, dans des domaines tels que la coopération Sud-Sud².

Au cours de l'exercice 1998, 36 nouveaux conseillers en formulation de projets ont été envoyés dans 33 pays pour formuler des projets dans leurs domaines de spécialisation.

5. Etudes de confirmation de projets

Pour promouvoir une coopération efficace, il est nécessaire d'engager des consultations sur des projets spécifiques ainsi qu'un dialogue sur les programmes

d'action, en tenant compte des plans de réalisation des projets de la JICA fondés sur les résultats des études de formulation de projets, sur l'information par pays, sur les plans d'aide du Japon ainsi que sur les plans de développement du pays concerné. L'information requise pour lancer des projets conformes aux principes de la JICA est ainsi obtenue et étudiée avec le pays récipiendaire. Les discussions portent ensuite sur 1) le traitement des demandes de projets (confirmation de la priorité et des modalités), 2) l'état d'avancement des projets en cours, les problèmes connexes et les stratégies possibles, 3) les mécanismes de l'aide, et 4) d'autres aspects de la mise en œuvre de l'aide. Ce travail sert à déterminer les orientations futures de la coopération et à assurer une réalisation efficace.

Au cours de l'exercice 1998, 18 missions ont été envoyées dans 27 pays en développement pour confirmer des projets ayant fait l'objet de demandes et discuter des modalités de la coopération. Leur répartition par région est la suivante :

(1) Asie : 7 (38 %)

(2) Moyen-Orient et Maghreb : 1 (6 %)

(3) Afrique : 4 (22 %)

(4) Amérique latine : 3 (17 %)

(5) Océanie : 1 (6 %)

(6) Europe : 2 (11 %)

Etudes contribuant à une mise en œuvre efficace des projets d'aide

1. Etudes de l'aide par pays et par secteur

Les besoins d'aide des PED diffèrent grandement suivant les pays et évoluent dans le temps. La JICA procède à des études de l'aide par pays afin d'analyser les besoins d'aide à un niveau global du développement économique et social de chacun d'eux et pour examiner l'orientation de l'aide à long terme en fonction de leur situation respective. Des études sectorielles de l'aide par

pays sont menées sur des problèmes tels que l'environnement et l'éducation. Dans ces études figure une analyse des sujets et des questions à prendre obligatoirement en compte pour l'exécution de l'aide dans ces domaines.

Essentiellement par le biais de l'Institut de coopération internationale, la JICA réalise actuellement des études de l'aide par pays par secteur, avec la participation d'universitaires et d'experts japonais venant de l'étranger. Ces études sont menées au Pérou, en Chine (deuxième phase), en Indonésie (troisième phase) et aux Philippines (troisième phase). Dans le cas des trois premiers pays, elles ont débuté en 1997. Les conditions dominantes dans le domaine de la politique et de l'économie, de l'agriculture, de la santé et de l'environnement ont été analysées et des propositions formulées concernant les préoccupations prioritaires en matière d'aide. Les résultats de ces études servent de principes directeurs pour la planification, l'identification et la formulation de projets.

2. Recherches de base pour améliorer l'efficacité des projets

Des recherches de base sont consacrées à des problématiques communes à plusieurs projets de la JICA, afin d'améliorer l'efficacité de la réalisation.

Au nombre de quatre, les recherches de ce type menées au cours de l'exercice 1998 sont les suivantes :

Gros

Etude sur la formulation de projets concernant la suppression des mines terrestres et l'aide aux victimes

Accélération des efforts pour assurer la sécurité des personnes

De par la facilité avec laquelle les mines terrestres anti-personnel peuvent être fabriquées, elles ont été fréquemment utilisées dans les conflits depuis la fin de la guerre froide. On estime qu'il reste 110 millions de mines de ce type enterrées dans 68 pays du monde. On peut en déminer environ 100 000 par an. Plus de 2 000 personnes sont blessées ou tuées chaque mois et le nombre total de blessés dans le monde dépasse 250 000.

Face à cette situation, le Japon a joué un rôle actif en organisant la Conférence de Tokyo sur les mines anti-personnel en mars 1997 et en présentant les principes directeurs pour des mesures internationales en matière de suppression des mines terrestres. En novembre 1997, le premier ministre Hashimoto indiquait lors d'une réunion de l'APFC que le gouvernement du Japon fournirait 10 milliards de yens en apports d'APD sur cinq ans pour la suppression des mines. En décembre de la même année, le ministre des Affaires étrangères Okada a signalé l'engagement sur la prohibition des mines terrestres dans le monde.

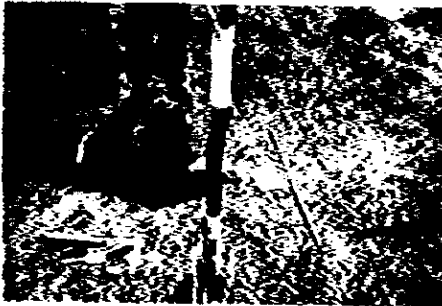
Dans le cadre de l'appui à la sécurité des personnes, la JICA a envoyé en juin 1998 une mission d'étude au Cambodge et une autre en Bosnie-Herzégovine en août de la même année. Ces missions ont étudié comment éliminer les

mines et ce qui pouvait être fait pour aider les victimes. Elles ont également étudié les possibilités de coopération future lors de discussions avec les gouvernements de ces pays, les organisations internationales et les ONG engagées localement dans ces activités.

Ces études ont permis d'identifier et de examiner divers projets de coopération et notamment l'aide à la fourniture d'équipements, tels que détecteurs de métaux et dispositifs de communication et l'aide en matière de gestion organisationnelle sur le terrain. L'aide aux

victimes s'est traduite par des améliorations des traitements médicaux d'urgence et la mise en place de centres de rééducation.

Des experts de la JICA ont été dépêchés auprès des organismes du gouvernement cambodgien intervenant dans le déminage et ils ont commencé à leur fournir des conseils sur les questions administratives. Une coopération avec la Bosnie-Herzégovine est en préparation. La coopération dans le domaine de la sécurité des personnes s'accroît ainsi progressivement.



Apprentissage du déminage au Centre cambodgien de formation sur le désarmement des mines terrestres

Etudes de développement



Atefer associant le public dans l'étude des communautés agricoles au Niger.

Description et objectifs

Les études de développement sont entreprises pour faciliter l'élaboration de plans de développement pour des projets du secteur public (voir le tableau 3-2) qui contribuent au progrès social et économique des pays concernés. La réalisation de ces études peut également donner lieu à des transferts de technologie* (méthodes de planification, compétences en matière d'enquêtes et d'analyses, etc.) à des homologues* du pays récipiendaire.

Les études de développement sont effectuées par des consultants sélectionnés par la JICA, conformément à une définition détaillée des tâches appelée "étendue des travaux" ou ET dont convient l'Agence et le gouvernement concerné. Des rapports sont rédigés sous la conduite de la JICA et avec la collaboration du gouvernement. La réalisation des études donne lieu à des transferts de technologie.

Les rapports publiés à l'achèvement des études de développement contiennent des éléments d'information qui permettent aux gouvernements des pays récipiendaires de déterminer les mesures à prendre pour favoriser le développement socio-économique, et aux organisations internationales et pays donateurs d'analyser la coopération technique et financière. Les projets proposés dans ces études sont généralement exécutés grâce à des fonds provenant de prêts en yens ou d'une aide financière non remboursable fournis par le Japon.

Les techniques et le savoir-faire transférés pendant la réalisation des études sont ensuite utilisés par les pays récipiendaires pour la mise en œuvre de projets et d'autres études.

Types d'études

1. Etudes du plan directeur (PD)

Ces études servent à élaborer des plans de développement intégré ainsi que des plans sectoriels à long terme pour l'ensemble d'un pays ou pour des régions spécifiques. Un plan directeur permet d'optimiser l'efficacité par 1) une coordination entre les différents projets, et 2) l'établissement de priorités.

Les projets classés par ordre de priorité au sein du plan directeur peuvent ensuite faire l'objet d'études de faisabilité.

2. Etudes de faisabilité (EF)

Les études de faisabilité servent à évaluer de manière objective les possibilités de réalisation de projets jugés prioritaires dans les plans et les stratégies de développement, et à établir les plans d'exécution les mieux adaptés. La viabilité d'un projet est évaluée en fonction de divers critères dont des aspects techniques, l'économie nationale, les finances publiques, les facteurs sociaux, les structures administratives et institutionnelles, et enfin, l'environnement. Les rapports des études de faisabilité peuvent servir à l'examen des apports de coopération financière des organisations internationales et des pays donateurs.

3. Etudes de développement à l'étranger

Menées sous la direction des bureaux de la JICA à l'étranger par des consultants recrutés localement et non détachés du Japon, ces études concernent de petits projets. Elles servent à formuler des plans de développement de base dans le cas où une simple approche sociale mettant en jeu les coutumes du pays est requise. Pour contrebalancer l'insuffisance de statistiques officielles, on recourt à l'analyse d'un large éventail de données de base et l'on injecte des renseignements sur les ressources naturelles.

Les premières études de développement à l'étranger ont été réalisées au cours de l'exercice 1998. Deux concernent le domaine du développement social et une l'agriculture.

4. Préparation de données de base

Diverses études sont entreprises pour recueillir, ordonner et présenter l'information requise pour l'élaboration de plans de développement :

(1) Etablissement de cartes topographiques

Des études fondées sur la préparation de cartes topographiques (des cartes sommaires du territoire national et des zones urbaines), utilisées comme données de base pour l'élaboration des plans de développement.

(2) Exploitation des eaux souterraines

Des études sur les possibilités d'exploitation de nappes phréatiques.

(3) Mise en valeur des ressources forestières et halieutiques

Des études permettant de présenter des données de base sur ces ressources.

(4) Mise en valeur des ressources minérales

Des études servant à déterminer l'état des ressources minérales par des inventaires géologiques, des études géophysiques, des sondages, etc.

5. Etudes du plan détaillé

Ces études sont réalisées pour établir les plans d'étude, le cahier des charges et le dossier d'appel d'offres exigés pour le démarrage des travaux de construction.

Plus complètes que les études de faisabilité, elles comprennent les plans détaillés requis pour la construction ainsi qu'une estimation précise des coûts. Au cours de l'exercice 1998, des études de ce type ont été lancées concernant cinq projets destinés à être réalisés par des prêts en yens, en collaboration avec l'ancien OECF (Fonds de coopération économique du Japon) qui fait maintenant partie de la JBIC (*Japan Bank for International Cooperation*).

6. Etudes pour une aide à la transition vers une économie de marché

Ces études servent à élaborer une stratégie de base et des plans d'exécution détaillés pour la promotion de mesures aptes à faciliter la transition vers une économie de marché et la libéralisation des échanges (notamment par des réformes financières et monétaires, le remaniement du système juridique et judiciaire, et la privatisation des entreprises publiques ou nationales). Des ateliers ou séminaires sont également organisés pour renforcer les compétences administratives des autorités des pays récipiendaires et pour assurer une formation. Ces études examinent également les possibilités en matière de plans de privatisation. Des plans de mise en œuvre pratique sont préparés. Des manuels et des textes concernant le processus de mise en œuvre sont édités.



Tableau 2.1 Domaines couverts par les études de développement

Domaine	Principes essentiels
	Plans de développement régional, plans de développement économique
	Alimentation en eau et assainissement, systèmes sanitaires urbains, gestion des déchets
	Aménagement urbain, cours d'eau, lutte anti-érosion, ressources en eau, logements, cartographie
	Routes, télécommunications, télé-radiodiffusion
	Administration de la santé, médecine et hygiène, démographie et planning familial
	Développement rural et agricole, irrigation et drainage, transformation et commercialisation des produits agricoles, élevage
	Etudes des ressources forestières communautaires, plans d'aménagement forestier, transformation des produits forestiers
	Etudes des ressources, transformation et commercialisation des produits halieutiques, développement des communautés de pêcheurs, aquaculture, ports de pêche
	Etudes des ressources, promotion de l'industrie, modernisation des installations
	Développement du secteur énergétique, économies d'énergie
	Lutte contre les pollutions de l'air et de l'eau, traitement des déchets industriels
	Développement des ressources humaines, éducation, commerce et tourisme, gestion, etc.

7. Etudes de développement pour une planification régionale intégrée

Ces études proposent une stratégie de base pour le développement fondée sur les particularités régionales.

Elles couvrent la formulation de plans de développement intégrés pour des régions spécifiques avec une prise en compte de l'interaction effective des plans de développement. Des séminaires et des ateliers sont organisés durant ces études et des efforts accomplis pour améliorer les capacités de planification des administrateurs du pays récipiendaire.

8. Etudes de suivi

Ces études servent à examiner l'évolution de plans et de projets basés sur des études de développement antérieures, dans le but d'améliorer l'efficacité du travail. Les résultats obtenus sont ensuite exploités pour la réalisation de nouvelles études de développement.

9. Activités connexes

Des séminaires sont organisés et des documents rédigés dans les langues des pays récipiendaires en fonction des résultats d'enquêtes afin de favoriser des transferts de technologie fondés sur les études de développement. Une documentation touchant à la planification du développement dans les PED et aux méthodes utilisées par les organisations concernées pour la réalisation d'études de base est réunie et analysée. Des recherches sont ensuite entreprises pour veiller à ce que cette documentation contribue à l'efficacité des études de développement et des méthodes de réalisation d'études de base.

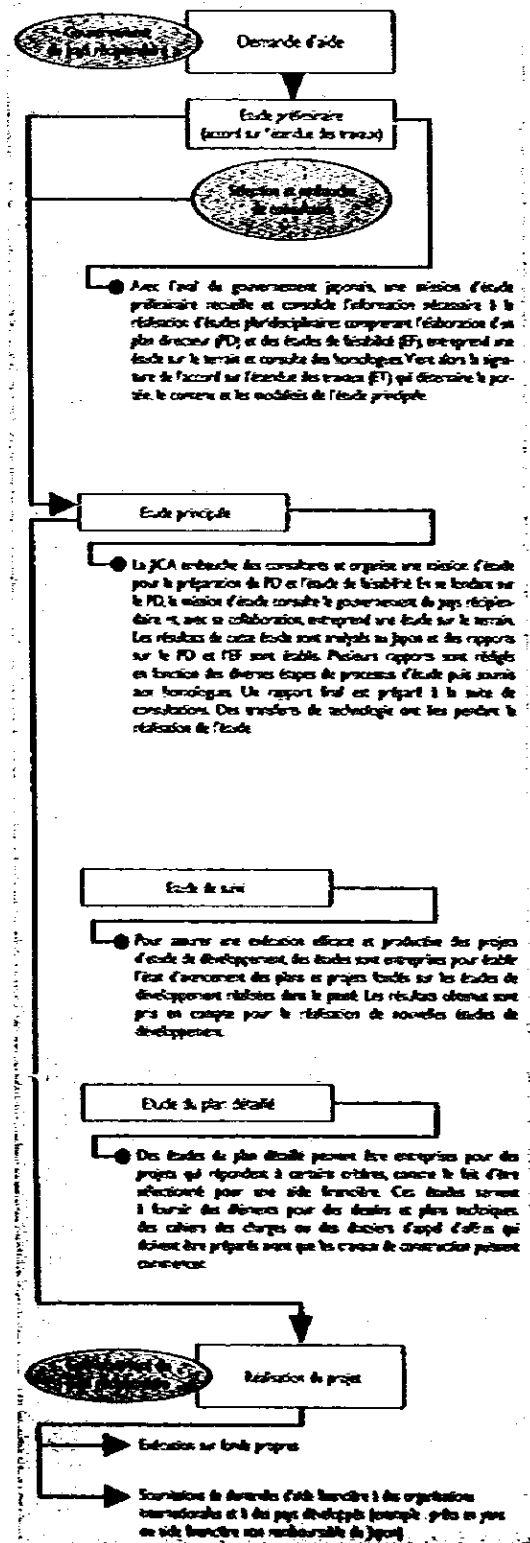
Problèmes liés aux projets et recherche de solutions

Problèmes spécifiques à certaines régions et certains pays

Pour mieux saisir les caractéristiques culturelles, sociales et économiques du pays récipiendaire, ses besoins en matière d'aide et aussi pour accroître l'efficacité de l'aide, nous devons consolider les approches par région et par pays. L'engagement dans les plans par pays élaborés sous la direction des départements régionaux nouvellement constitués au sein de la JICA permet de bien cerner les problèmes de développement des pays récipiendaires, grâce à la prise en compte de leurs conditions culturelles, sociales et économiques.

Des efforts sont entrepris en vue de rendre les projets plus efficaces et plus productifs en apportant des améliorations qualitatives à l'orientation de l'aide et au savoir-faire accumulé dans les différents secteurs puis en transposant ces améliorations au stade de la planification des projets par pays.

Figure 3.3. Déroulement d'une étude de développement



Amélioration de la qualité des projets d'étude de développement

Pour qu'un projet puisse répondre aux objectifs de départ et jouer un rôle utile, des paramètres tels que sa viabilité technique, les possibilités de financement et l'aspect administratif de la mise en œuvre doivent être bien pris en compte au stade de l'étude. Les études doivent elles-mêmes être réalisées de manière efficace. Des travaux préparatoires adéquats, notamment des études préliminaires et l'intégration des informations pertinentes sont indispensables pour améliorer la qualité du travail.

La JICA prépare donc des manuels de supervision et d'inspection ainsi que divers plans et normes techniques pour des projets tels que ceux touchant à la construction de routes. Afin de bien répondre aux besoins de plus en plus diversifiés des pays en développement et de réaliser des études de manière efficace et productive, la JICA doit s'efforcer de recueillir des données de base sur chaque région, chaque pays et chaque secteur.

Dans le cas de projets à grande échelle ou faisant appel à des techniques de pointe, il est demandé à des consultants d'entreprendre des évaluations techniques des études. Lorsque l'expérience et l'expertise de l'administration locale dans le domaine du projet sont très pertinentes, des liens avec les autorités ainsi concernées sont encouragés.

Enjeux mondiaux prioritaires

Dans le domaine de l'environnement, les études de développement peuvent toucher à des thèmes tels que la planification de l'aménagement de cours d'eau, de lacs et de marais ; l'élimination des déchets et les mesures intégrées de lutte contre la pollution, ainsi que les plans de conservation de la faune et de la flore marine.

L'Agence compte poursuivre ses efforts d'élaboration de plans pour un développement durable* et respectueux de l'environnement.

En ce qui concerne les importantes problématiques abordées dans la Nouvelle stratégie de développement* du CAD, la JICA met en œuvre des projets dans chacun des domaines suivants : santé publique et soins médicaux, éducation et lutte contre la pauvreté. Nous continuerons d'analyser ces questions en vue d'entreprendre des études de développement dans les domaines connexes.

Augmentation du nombre de projets d'appui aux politiques

Les problèmes des PED ne sont pas de simples questions d'infrastructure. Ils relèvent de la défaillance des systèmes juridiques et économiques liée aux changements dans la société et l'économie du pays, ainsi qu'à des carences organisationnelles et en ressources humaines qui témoignent de ces insuffisances. Afin de traiter ces problèmes dans leur intégralité, les projets d'appui aux politiques occupent une place prépondérante dans les études de développement.

Deux études de développement pour l'appui à la reprise après les conflits sont en cours. La JICA renforcera un soutien humanitaire spécifiquement adapté aux besoins des pays bénéficiaires par des aides à la reprise et au développement suite à des conflits ou des catastrophes naturelles.

Liens avec d'autres formes d'aide

La JICA continue de développer et de promouvoir les échanges d'information sur les projets de coopération financière non remboursable, sur ceux fondés sur des prêts en yens avec la participation du Fonds de

III

Chapitre 2

Mise en œuvre des projets / Etudes de développement

Gros

Projet de zone piétonne à Kuala Lumpur

Etude de développement à l'étranger réalisée par des consultants locaux

Avec la rapide croissance économique enregistrée depuis la fin des années 80, Kuala Lumpur, capitale de la Malaisie, a connu un relèvement de son niveau de vie, ainsi que l'émergence d'activités urbaines dynamiques et la modernisation de son système de transport public, le réseau de voirie en particulier. Toutefois, il n'a pas été assez tenu compte dans ce processus de ceux qui sont les plus exposés dans la circulation, à savoir les piétons, les handicapés, les personnes âgées et les enfants.

La ville de Kuala Lumpur a donc décidé de s'engager dans un projet de zone piétonne afin de créer un milieu urbain convivial. En août 1998, le gouvernement de Malaisie a demandé au Japon d'intervenir dans ce cadre par le biais d'une étude de développement. Le projet effi-

ciemment retenu est une étude de développement à l'étranger commencée en mars 1999 et conduite sur environ six mois. C'est un projet rapide qui devrait prendre approximativement un an entre la date de réception de la demande et l'achèvement de l'étude.

Ces études d'un type nouveau sont réalisées par des consultants locaux. Elles concernent essentiellement de petits projets soulignant l'accent sur une approche sociale. Les bureaux de la JICA à l'étranger jouent un rôle clé dans l'exécution de ces études, car elles impliquent de fréquentes réunions avec les consultants locaux absolument au fait de la situation et des coutumes locales. Comparées aux études de développement ordinaires, ce nouveau type d'études devrait être plus profondément ancré dans

la communauté locale.

Dans le cas présent, nous soutenons la création d'un milieu urbain convivial à Kuala Lumpur. Nous élaborons les plans d'un réseau piétonnier de manière à fournir les documents de base permettant au projet de voir le jour aussi vite que possible.

Pour dresser le plan d'un réseau piétonnier qui prenne en compte les handicapés, nous avons invité à participer à la mission d'étude un architecte ayant lui-même des difficultés à marcher suite à la polio et nous réalisons un sondage d'opinion auprès d'un réseau de personnes handicapées.

coopération économique du Japon (OECE) – aujourd'hui intégré dans la *Japan Bank for International Cooperation* (JBIC) – et sur les projets financiers auxquels contribuent des institutions financières internationales. Au cours de l'exercice 1998, nous avons conduit cinq études du plan détaillé en collaboration avec l'OECE et nous nous efforçons d'adopter une approche intégrée de l'ensemble du processus, de la phase d'étude à la phase de mise en œuvre.

Les liens noués avec d'autres organismes d'aide sont également renforcés pour permettre l'adoption d'initiatives internationales.

Sur le terrain

Projet d'évacuation des effluents industriels et rationalisation de l'exploitation des ressources hydrauliques à Maribor

Slovénie

Etudes réalistes pour une réduction de la pollution

◆ **Prémisses aux mesures de protection de l'environnement et adoption d'un nouveau système**

Maribor n'est pas seulement la plus grande ville industrielle de Slovénie, c'est aussi l'une des plus importantes cités industrielles de tous les États de l'ex-Yugoslavie. Sous l'ancien régime, l'accent était mis principalement sur la production et l'on avait tendance à ignorer les mesures de protection de l'environnement. Lorsque les usines de Maribor rejetaient les eaux résiduaires non traitées dans la Drava, affluent du Danube et qui traverse la ville, ce cours d'eau devenait gravement pollué et contaminé le Danube ainsi que les régions en aval.

Après avoir acquis son indépendance de la Yougoslavie, la Slovénie a commencé à faire des mesures de protection de l'environnement un enjeu prioritaire au plan national. Dans le cadre de ces mesures, le gouvernement slovène a demandé au Japon une étude de développement sur l'évacuation des effluents industriels et la rationalisation des ressources hydrauliques à Maribor. La JICA a mené une étude de développement de 1995 à mars 1997, proposant à cette occasion des mesures pour résoudre le problème.



Prélèvement d'un échantillon sur les eaux usées d'une usine de textile.

◆ **Une approche du problème à tous les niveaux**

Des experts ont été dépêchés en septembre 1997 auprès du bureau de l'environnement de la ville afin de fournir une aide pour l'élaboration pratique des mesures proposées. Deux experts réalisent actuellement une étude. Outre un enseignement théorique dispensé aux autorités locales sur le traitement des problèmes écologiques d'un point de vue administratif, un encadrement est assuré pour le personnel des usines de la ville.

Toutes les pièces se trouvent dans un environnement économique extrêmement difficile

jamais connu auparavant, suite à l'introduction d'une concurrence au profit de l'environnement et à la concurrence sévère dans le cadre du processus de transition vers une économie de marché. Toutefois, des résultats positifs commencent à pointer. Ils se traduisent par la soumission de propositions pratiques à la direction de l'usine et l'élaboration de mesures concrètes les conseils fournis aux usines par le secteur administratif. Les résultats de l'étude de développement permettent d'espérer une nouvelle réduction de la pollution des cours d'eau.

(Bureau de la JICA en Autriche)

Coopération technique de projet-type

III

Chapitre 2

Mise en œuvre des projets / Coopération technique de projet-type



Enseignement des procédures d'examen dans le cadre du projet sur les méthodes d'amélioration de l'élevage laîtier.

Présentation du programme

La coopération technique de projet-type est une forme d'appui technique caractérisée par des liens organiques entre trois éléments, le recrutement d'experts, l'accueil de stagiaires au Japon et la fourniture d'équipements et de matériels, et par une gestion dirigée et intégrée de la totalité du processus de réalisation d'un projet, de sa formulation à son évaluation.

La coopération technique de projet-type est généralement assurée pendant cinq ans et axée sur le développement de l'autonomie économique des PED et sur la mise en valeur de ressources humaines pour répondre aux BEEH*. Ces dernières années, elle a également inclus l'éducation, qui constitue la fondation des actions de valorisation des ressources humaines, et des enjeux de portée mondiale tels que l'environnement.

La coopération technique de projet-type a pour objectifs la mise en valeur du capital humain, la recherche et le développement, ainsi que la diffusion de savoir faire et de technologie dans cinq domaines : le développement social, les services sanitaires et médicaux, la démographie et le planning familial, l'agriculture, la foresterie et la pêche, ainsi que le développement du secteur minier et des industries de transformation.

Ce type de coopération repose sur un bon transfert de technologie et prévoit la mise en place des structures administratives et institutionnelles requises pour assurer la bonne implantation du savoir-faire et des technologies transférées, et pour permettre au pays récipiendaire de réaliser des projets par lui-même une fois la coopération japonaise terminée.

Pour la plupart des projets, des experts sont envoyés travailler au sein d'une équipe dirigée par un chef d'équipe. Durant le projet, les experts transmettent à leurs homologues* - administrateurs, chercheurs et tech-

niciens participant au projet dans le pays récipiendaire - l'expérience et le savoir-faire nécessaires à la réalisation du projet. Pour que les transferts de technologie* réussissent, chaque partie doit apprendre à mieux comprendre la culture et la société de l'autre, et la technologie et le savoir-faire transmis doivent être bien adaptés aux conditions locales.

Pour le volet formation, des homologues viennent au Japon et fréquentent des instituts de recherche, des établissements d'enseignement, des hôpitaux ou des laboratoires afin d'y étudier des méthodes de gestion de projet et d'améliorer leurs connaissances techniques dans des domaines pertinents. Une telle formation au Japon constitue pour les stagiaires une occasion idéale non seulement d'acquérir un savoir-faire spécifique mais également de se familiariser avec la culture et les institutions japonaises.

Lorsque le budget du pays récipiendaire ne lui permet pas de fournir les installations et les matériels requis pour l'exécution d'un projet, c'est le Japon qui s'en charge. Dans le cadre des transferts de technologie, les experts enseignent aux homologues l'utilisation d'appareils analytiques, de machines-outils et d'instruments expérimentaux pour les activités prévues.

Appropriation et partenariat

La supervision d'un projet est assurée conjointement par les agents japonais et ceux du pays récipiendaire. Toutefois, le pays récipiendaire est "maître" du projet, tandis que le Japon joue un rôle de "partenaire", par l'apport de coopération et d'appui.

Ainsi, les coûts d'exécution d'un projet demeurent en principe à la charge du pays récipiendaire, mais si ce pays n'est pas en mesure de trouver les fonds néces-



Programme de formation sur l'exploitation des eaux souterraines et l'alimentation en eau.

saïres, le Japon finance la mise en place ou l'aménagement de terres agricoles ou d'installations de recherche et d'expérimentation, des activités de recherche et l'organisation de séminaires, dépenses qui constituent les "frais locaux"⁴. La contribution japonaise est ensuite progressivement réduite tandis que celle du pays récipiendaire augmente. Une fois la coopération terminée, le pays récipiendaire est en mesure de jouer le rôle central dans le projet.

Lorsque le pays récipiendaire ne peut fournir les locaux requis pour la coopération technique, le Japon octroie une aide non remboursable pour le financement de bâtiments ainsi que des installations, équipements et matériels nécessaires, et ces locaux sont alors utilisés comme base pour la coopération technique.

Avant l'achèvement du projet, une évaluation est entreprise pour juger de l'accomplissement des objectifs originaux, des effets du projet et des possibilités de prise en main de ce dernier par le pays récipiendaire. Si nécessaire, la durée du projet peut alors être prolongée d'un ou deux ans. Dans certains cas, des apports de coopération ultérieure peuvent être fournis jusqu'à trois ans ou plus après l'achèvement d'un projet, dans le but de le revitaliser et d'aider le pays récipiendaire à en assurer seul la gestion.

Pour optimiser l'efficacité de la coopération technique de projet-type, des méthodes participatives de gestion du cycle du projet (GCP⁵) sont appliquées dès l'étape de la planification d'une coopération technique de projet-type afin d'encourager les efforts d'auto-assistance des PED et une meilleure prise en charge des projets de développement par ces pays.

Résultats et contenu des projets

L'aide au développement social

Dans le cadre de la coopération en faveur du secteur social, le développement des ressources humaines touche à des infrastructures sociales (comme la circulation routière, les installations portuaires, les transports maritimes, le logement ou les télécommunications), à la formation professionnelle, à la sécurité et la santé au travail, et à des enjeux de portée mondiale tels que l'environnement, la prévention des catastrophes, l'éducation et la pauvreté.

Dans ce cadre, notre aspiration ne se limite pas à favoriser le développement personnel sur fond de modernisation des infrastructures sociales⁶ : dans les projets en cours, nous mettons en exergue les aspects humains et sociaux, notamment par la création d'organisations et d'institutions et le développement de ressources humaines dans des domaines divers et variés.

La proportion des projets axés sur la formation technique de personnel appelé à travailler dans le domaine de la formation professionnelle ainsi qu'à la construction, l'entretien et la gestion d'infrastructures sociales telles que les routes et les télécommunications, est de plus en plus importante. Ces dernières années, les demandes d'aide ont tendance à devenir de plus en plus complexes et divers moyens sont élaborés pour y répondre.

Une évolution récente concerne l'augmentation du nombre des projets dans les domaines de l'enseignement supérieur (génie des télécommunications, création de départements universitaires d'ingénierie, etc.), de l'irrigation et de l'érosion des sols, de la prévention des dommages dus aux tremblements de terre et de la conservation de l'environnement, et de la lutte contre la pauvreté.

Pour les projets de formation technique, le simple transfert d'un savoir-faire spécifique ne suffit plus. Il est de plus en plus important de veiller à l'existence de structures et d'institutions permettant a) d'assurer la bonne implantation du savoir-faire dans les organisations concernées et b) la gestion autonome des projets par le pays récipiendaire une fois la coopération japonaise achevée.

En ce qui concerne l'environnement et la prévention des catastrophes, des interventions doivent être prévues face à des problèmes qui dépassent les frontières nationales. Des efforts sont donc déployés pour renforcer les liens par la mise en place de réseaux entre des projets apparentés et par des échanges et le partage d'informations et de résultats de recherche pertinents. Nous nous efforçons par ailleurs de renforcer les liens entre projets par des échanges entre chercheurs et techniciens.

Dans la lutte contre la pauvreté, une approche combinée s'impose. Outre la fourniture d'une aide directe aux

dés hérités, le développement des ressources humaines et organisationnelles est capital pour éliminer la pauvreté. Les projets destinés à soulager leur situation doivent non seulement intégrer des méthodes participatives favorisant l'organisation communautaire et l'auto-assistance, mais aussi assurer la formation de personnel dans les gouvernements et les institutions des PED afin que ces derniers s'impliquent directement dans la lutte

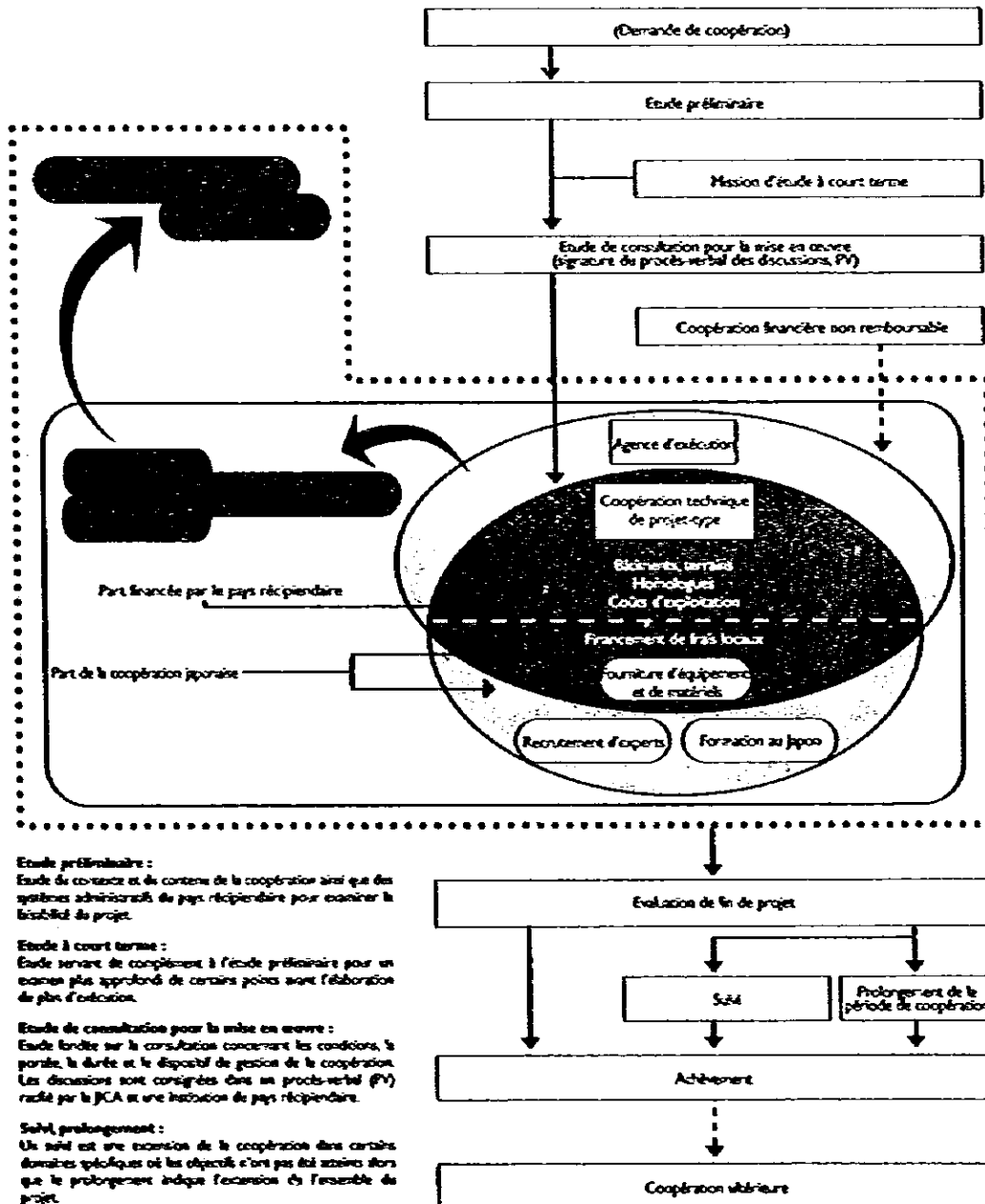
contre la pauvreté.

Au cours de l'exercice 1998, 55 projets de développement social ont été réalisés dans 24 pays.

Au Ghana, une étude a par ailleurs été menée en vue de lancer un "Programme d'habilitation communautaire" qui devrait être réalisé de manière indépendante, tout en étant relié organiquement avec divers projets dans le secteur du développement social.

III

Figure 1.1 Déroulement de la coopération technique de projet type



L'aide à la santé publique et aux soins médicaux.

La santé est une aspiration fondamentale de tout être humain et constitue un élément indispensable pour la création d'une société saine au niveau régional, national et bel et bien mondial.

Toutefois, la santé et la vie de nombreux habitants de pays en développement sont menacées par des maladies endémiques, une mauvaise hygiène et la malnutrition.

En outre, ces dernières années ont été marquées par la propagation très rapide de maladies infectieuses nouvelles telles que le VIH/sida, et les maladies contagieuses récurrentes telles que la tuberculose ou le paludisme et les maladies parasitaires.

Les naissances et les décès fréquents d'enfants, dont témoigne le taux élevé de mortalité infantile, mettent la vie des individus et de la famille à rude épreuve et entravent le progrès social et économique du pays.

Face à ces problèmes, la JICA a dispensé un enseignement clinique hospitalier, une aide pour les études sur les maladies infectieuses, participé à la formation de personnel médical, au contrôle de la qualité de produits pharmaceutiques, à la santé publique et enfin, à la planification démographique et familiale. Au cours de l'exercice 1998, 49 projets ont été réalisés.

Le fait nouveau ces dernières années est la nécessité toujours plus grande d'une mise en œuvre des activités régionales suivant une démarche intégrée afin d'assurer l'efficacité de l'aide. Ces activités supposent une approche de la santé et des soins médicaux qui fasse intervenir l'éducation sur l'hygiène publique et la prévention des maladies, les services de santé régionaux et les soins de santé primaires*, notamment la protection maternelle et infantile et le planning familial. Nous assistons à une augmentation graduelle de ce type de projets.

D'autres projets s'appuient à la fois sur des mesures d'hygiène permanentes, sur la participation sociale des femmes, fondée sur les principes de la PFD*, qui est une approche reconnaissant leur rôle dans le développement, ainsi que sur le concept général de santé génésique*.

Outre la coopération technique de projet-type, les mesures de lutte contre l'infection, menées avec l'OMS et l'UNICEF, intègrent la fourniture de vaccins et d'équipements requis pour la vaccination. Dans les mesures de lutte contre le VIH/sida figure la fourniture d'équipements de contrôle et d'appareils pour la distribution de produits sanguins sains. Des équipements essentiels sont par ailleurs fournis pour améliorer la santé génésique, notamment des contraceptifs, de l'équipement médical de base, des produits pharmaceutiques de base et un équipement audiovisuel. Au total, 60 projets ont été réalisés au cours de l'exercice 1998.



Enseignement des méthodes de réanimation de nouveau-nés au département de soins infirmiers à l'Université du Caire.

L'aide à l'agriculture

La coopération dans ce secteur a pour objectifs d'augmenter la production alimentaire, d'accroître le revenu des agriculteurs, d'améliorer leur niveau de vie, de combler les écarts régionaux, de rationaliser l'exploitation des ressources et de protéger l'environnement. Les actions entreprises touchent au développement d'activités agricoles et d'élevage adaptées aux régions ciblées, à la formation de vulgarisateurs agricoles, à des recherches menées dans des universités ou des laboratoires, ainsi qu'à la protection et à une exploitation rationnelle des ressources forestières. Le nombre des projets réalisés dans ce domaine a augmenté ces dernières années : 53 projets ont été entrepris dans 28 pays au cours de l'exercice 1998.

Les projets se sont également diversifiés. La JICA entend par exemple : 1) des projets de coopération qui intègrent des actions touchant à la lutte contre la pauvreté, à la participation de communautés locales ou à la PFD (développement rural intégré, amélioration des conditions de vie en milieu rural, foresterie communautaire) ; 2) des projets de coopération touchant aux statistiques agricoles, aux produits chimiques agricoles résiduels, ainsi qu'à la gestion et au contrôle de la commercialisation de produits agricoles ; 3) des projets liés aux ressources et à l'environnement (développement agricole durable et conservation des ressources génétiques) ; et 4) des actions d'appui au processus de démocratisation et d'adoption d'une économie de marché (Vietnam, Cambodge, Laos, Mongolie et Europe de l'Est).

Comme indiqué plus haut, des interventions adaptées à la diversification des besoins constituent un aspect essentiel de la coopération dans le domaine de l'agriculture. La JICA prend donc grand soin d'obtenir une information précise sur le contenu des demandes d'aide soumises par les pays bénéficiaires et sur le niveau du développement technique de ces pays, et de concevoir des projets bien adaptés aux besoins. L'Agence doit également promouvoir les liens avec les organisations

internationales et la coopération Sud-Sud, élargir le réseau de recrutement d'experts par des alliances avec les administrations locales, et renforcer au Japon la structure d'appui aux projets.

En raison d'une expansion de l'aire géographique de la coopération, des actions plus nombreuses sont réalisées dans des régions où les conditions de vie sont très dures, si bien qu'il est important de veiller à la sécurité et à la santé des experts.

L'aide à la foresterie et à la pêche

Bien que le XX^e siècle ait été celui de considérables améliorations du niveau de vie pour l'humanité, il a aussi été marqué par des changements spectaculaires du milieu naturel qui nous entoure, en particulier des forêts et de l'océan. L'appauvrissement des forêts et des ressources marines a atteint un stade critique et aura inévitablement de graves conséquences sur la vie dans le futur.

L'aide dans les domaines de la foresterie et des pêches a jusqu'ici inclus le développement et la vulgarisation des technologies forestières et halieutiques dans les régions en développement, ainsi que les recherches dans les universités et les laboratoires. Toutefois, il y a récemment plus d'efforts en vue de relever les revenus et le niveau de vie des villageois travaillant dans ces domaines, d'exploiter efficacement les ressources et de protéger l'environnement. Au cours de l'exercice 1998, la JICA a réalisé 38 projets de ce type dans 26 pays.

Les projets se sont diversifiés et englobent 1) des projets de coopération qui intègrent des actions touchant à la lutte contre la pauvreté, à la participation communautaire ou à la PFD (développement rural et foresterie communautaire), 2) des projets touchant aux ressources et à l'environnement (recherches sur la forêt tropicale humide, prévention des feux de forêt, gestion des ressources halieutiques, études des effets sur les environnements côtiers), et 3) le développement des ressources humaines dans des pays appartenant à des régions caractérisées par un milieu naturel et un niveau technique similaires (projets de promotion de coopération technique à large échelle).

Afin d'apporter une juste réponse à la diversification des problèmes de développement, nous nous assurons pleinement du contenu de la demande et de l'état de développement technique du pays concerné par la méthode GCP*, puis nous nous efforçons de formuler et de mettre en œuvre des projets véritablement adaptés aux besoins du pays récipiendaire.

Ces dernières années, il est plus que jamais nécessaire de se consacrer aux enjeux mondiaux posés par la protection du milieu naturel. La JICA prévoit de réaliser un vaste ensemble de projets de coopération axés sur la protection de l'environnement dans le domaine des forêts et de l'océan, notamment la préservation de la biodiversité, la prévention de la désertification et la protection des espèces végétales et animales rares.

Sur le terrain

Centre pour l'environnement | Chili

Etablissement d'un centre sur la politique de l'environnement

◆ Problèmes environnementaux créés par la concentration de la population dans les villes

Déjà le début des années 80, la tendance à la concentration de la population dans les villes s'est accélérée au Chili, particulièrement dans la région métropolitaine de Santiago. Certaines zones urbaines se sont ainsi retrouvées sous une charge de smog causé par la fumée des usines et les émissions des véhicules routiers. La pollution des eaux d'eau et des lacs par les eaux usées non traitées et l'élimination des déchets sont aussi devenus de sérieux problèmes.

Face à ces problèmes, le gouvernement chilien a promulgué en juin 1994 la Loi fondamentale sur l'environnement qui devait servir de base à la mise en œuvre de mesures de protection de l'environnement. Des travaux sont actuellement menés sur la formulation de réglementations détaillées pour accompagner cette loi. Toutefois, comme le Chili s'est préoccupé de la politique de l'environnement seulement au début des années 90, ce pays a pris du retard sur le plan de la surveillance de la situation écologique. Le personnel disponible pour mener les activités de lutte contre la pollution est par ailleurs très insuffisant.

◆ Encadrement technique par six experts à long terme

Lancé en juin 1995 grâce à des appuis de coopération financière non remboursable, le projet d'un centre pour l'environnement avait été



Création d'un centre d'information sur l'environnement au Chili.

prévu pour cinq ans. Parmi les fonctions du Centre figurent des études et des recherches, la fourniture d'informations, la formation de personnel et l'évaluation des effets de la pollution sur l'environnement.

Malgré un léger retard dans les plans, le gouvernement chilien a construit un bâtiment pour abriter le Centre et le nombre d'employés, inférieur à dix au départ, a progressivement augmenté. Quoique les techniciens de laboratoire ne soient pas encore assez nombreux, le Centre compte aujourd'hui 62 employés à temps plein et à temps partiel. Le gouvernement japonais a envoyé six experts à long terme pour dispenser un enseignement technique dans quatre domaines : prévisions météorologiques sur la pollution atmosphérique, maîtrise de la qualité de l'eau et des effluents industriels, gestion des déchets

industriels, et lutte contre la pollution de l'air. Un transfert de technologie axé sur ces études et ces recherches est actuellement en cours.

Avec ce projet, nous souhaitons poser les fondations de méthodes analytiques de mesure des substances polluées et faire du Centre une base pour la fourniture d'informations sur les problèmes écologiques au Chili. Parallèlement, nous poursuivons le transfert de technologie afin de promouvoir la formation de personnel dans ce domaine. Nous espérons par ailleurs que les informations résultant des études et des recherches du Centre seront utilisées par le gouvernement chilien pour promouvoir des lois sur l'environnement et mettre en œuvre la politique appropriée dans ce contexte.

(Bureau de la JICA au Chili)

L'aide au secteur des mines et de l'industrie

La coopération dans ce secteur est très diversifiée, puisqu'elle va de la promotion de PME dans les pays en développement à une aide à la mise en valeur et au renforcement des industries de base appelées à jouer un rôle clé dans la croissance économique. Au cours de l'exercice 1998, 34 projets touchant à ce secteur ont été réalisés dans 17 pays.

Ces dernières années ont vu une progression de la coopération axée sur la mise en place d'institutions permettant d'améliorer les infrastructures industrielles, par des actions touchant notamment aux normes industrielles, au contrôle de la qualité ou à l'accroissement de la productivité, et adaptées aux avancées de l'industrialisation. La coopération a également progressé dans des domaines où interviennent des transferts de technologie, comme ceux de l'environnement et de l'énergie.

Ces évolutions reflètent la diversification et le caractère plus complexe des besoins indiqués par les pays en développement. Trois priorités ont été adoptées pour les actions récentes de coopération. La première est l'adoption de mesures de protection de l'environnement.

Dans leur course accélérée vers le développement économique, les PED ont souvent tendance à négliger la lutte contre la pollution et d'autres enjeux écologiques, car ils axent toutes leurs ressources humaines et financières sur le développement, sans prévoir de crédits pour

l'environnement.

Face à ces problèmes, la JICA entreprend des projets fondés sur une offre. Il s'agit de proposer des méthodes de défense de l'environnement adaptées aux conditions des pays. Au cours de l'exercice 1998, ce type de coopération a été utilisé au Brésil, en Malaisie, en Thaïlande et en Chine.

La deuxième priorité est la promotion de liens de coopération entre les projets, afin de stimuler le commerce et les investissements et de faciliter la libéralisation des échanges, surtout dans les pays de l'ANASE. Au cours de l'exercice 1998, deux séminaires auxquels des pays de cette région ont participé ont été organisés sur les thèmes de la normalisation industrielle et des droits de propriété industrielle*.

La troisième priorité porte sur une réponse précisément adaptée aux besoins d'aide. Du point de vue du transfert de technologie et de l'effet de la dissémination, il a souvent été difficile par le passé d'appliquer des projets de coopération technique de projet-type à relativement grande échelle pour traiter les besoins d'aide de pays faiblement peuplés et de petite taille. Les projets de promotion de coopération technique à large échelle commencent à répondre à ces besoins d'aide à petite échelle. Au cours de l'exercice 1998, un séminaire sur le thème de la sécurité dans les mines et la prévention de la pollution minière a été organisé sur le site du projet du Centre de formation sur les ressources de l'environnement au Chili, faisant intervenir 27 personnes de 15 pays voisins.

Gros

Projet de recherche sur le carburant automobile pour l'amélioration de l'environnement

Réduction de la pollution atmosphérique à Bangkok

La Thaïlande voit son taux de population urbaine et le nombre de véhicules rapidement augmenter. Plus du quart sont concentrés dans la capitale. Malgré cela, peu de choses ont été faites pour moderniser les routes du pays ou réglementer les émissions de gaz d'échappement, ce qui fait que la pollution de l'air à Bangkok est connue dans le monde entier. Les polluants contenus dans les gaz d'échappement comprennent du monoxyde de carbone, des oxydes d'azote, des particules en suspension et des composés au plomb. On pense que ces derniers seraient particulièrement néfastes pour la santé des consommateurs proches des sources de pollution.

En 1993, obligation a été faite d'ajouter des composés oxygénés à l'essence afin de réduire

les polluants et en 1996, le loi n'a plus autorisé que l'essence sans plomb. La composition du benzène et le contenu aromatique de l'essence font désormais l'objet de restrictions. Toutefois, quoique des initiatives aient été prises pour introduire une essence respectueuse de l'environnement, aucun organe officiel n'a été chargé de son évaluation.

C'est dans ce cadre que le projet de recherche sur le carburant automobile pour l'amélioration de l'environnement (coopération technique de projet-type) a été mis en œuvre depuis 1993 dans le cadre des industries extractives. La technologie d'évaluation de la qualité de l'essence et la technologie de qualité en matière de conception technique, qui fait la renommée du Japon sur le plan international,

ont été transférées à la Petroleum Authority of Thailand (PAT) afin de permettre la conception d'une essence peu polluante (respectueuse de l'environnement).

Les Autorités pétrolières thaïlandaises (PAT) ont aussi pu conduire leurs propres recherches sur une essence propre et ont présenté les résultats obtenus aux organes concernés du gouvernement. On peut penser que ces recherches inciteront le gouvernement thaï à promouvoir des mesures encore plus efficaces de lutte contre la pollution de l'air et encourageront l'industrie pétrolière à élaborer une essence propre et à déterminer les quantités de composés autorisés dans l'essence.